

n° 468
JUN
2018
4,80 €

silence

ROULER POUR DES IDÉES

HABITER LA MEUSE CONTRE LA POUBELLE NUCLEAIRE

UN RESEAU EUROPEEN CONTRE LES VENTES D'ARMES

AlterTour 2018
+ 16 pages



écologie · alternatives · non-violence

Marcher pour la santé environnementale

Vous organisez une *Marche des cobayes* qui traverse le sud de la France et arrive à Paris le 30 juin. Qui en est à l'origine et quelle actualité vous pousse à prendre cette initiative en 2018 ?

L'idée a germé à l'automne 2017 d'une discussion au cœur de la crise du Levothyrox entre Chantal Loir, présidente de l'Association française des malades de la thyroïde et la députée européenne Michèle Rivasi. Elles se sont dit que face à l'isolement des victimes et à la multiplication des scandales sanitaires et alimentaires, il fallait rompre avec cet isolement et ce cloisonnement entre les différents problèmes de pollution et d'intoxications par des produits toxiques dangereux pour la santé et les générations futures.

Pourquoi décider d'organiser une marche ?

L'idée principale est de rendre visibles les personnes isolées et victimes de produits toxiques, dangereux pour la santé et les générations futures. Nous voulons créer un événement de grande ampleur, qui soit assez long pour que toutes les problématiques locales et nationales que nous fédérons soient mises en lumière, et que celui-ci puisse attirer l'attention de l'opinion publique et des autorités sur le fait que nous sommes tous et toutes des cobayes. La marche nous paraissait être une modalité d'action très

La multiplication des crises auxquelles nous avons assisté récemment et auxquelles nous assistons encore, telles que la crise du Levothyrox, le scandale des boues rouges à Gardanne, la situation à Fos-sur-Mer, la sortie du poignant documentaire de Pierre Pézerat, *Les Sentinelles*, sur les combats de salariées victimes de l'amiante et de pesticides, ou encore les nombreuses plaintes contre la pollution dans la Vallée de l'Arve font partie de la liste non exhaustive des actualités qui nous ont poussées à agir.

intéressante, nous repensions notamment à la *Marche pour l'égalité et contre le racisme* de 1983, qui avait eu un impact énorme. En marchant pendant 2 mois, nous serons présentes pendant une longue durée sur la scène médiatique. Nous organisons des événements lors des étapes sur chaque problématique, afin qu'aucune ne soit mise de côté. L'idée est également de mettre en avant les différentes problématiques locales, et de partir de celles-ci afin de créer un mouvement national.

Quels sont les objectifs que vous visez à travers cet événement ?

Nous avons 5 objectifs principaux :

- Rendre visibles les personnes isolées et victimes (dans leur travail, sur leur lieu de vie, via leur alimentation ou leurs soins...) de produits toxiques, de produits de santé dangereux, de polluants dangereux pour la santé et pour les générations futures ;
- Créer un mouvement citoyen et un éveil des consciences contre l'inertie des pouvoirs publics en matière de santé environnementale ;
- Réclamer la justice, la réparation, la reconnaissance des responsabilités et l'indemnisation des victimes de la crise sanitaire et environnementale avec l'inversion de la charge de la preuve (ce doit être à l'industriel de prouver l'innocuité de son produit et non à la victime de prouver le lien de causalité

- entre sa pathologie et le facteur de pollution ou le produit toxique) ;
- Exiger une recherche, une expertise et une justice indépendantes et refonder toutes les méthodes d'évaluation et d'homologation des produits par un panel indépendant de chercheuses universitaires avec un contrôle citoyen ;
- Renforcer la protection de la santé au travail en rétablissant les CHSCT (1) et des instances de contre-pouvoir, d'alerte et de contre-expertise pour les salariées.

La marche passera notamment par Clermont-Ferrand les 5-6 juin, Moulins les 10-11 juin, Nevers les 13-14 juin, Vierzon le 15 juin, Belleville-sur-Loire le 18 juin, Montargis le 22 juin, Nemours le 25 juin, Montreuil et Ivry-sur-Seine le 29 juin, et arrivera à Paris le 30 juin.

(1) *Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail*. Depuis la fin de l'année 2017, ces comités n'existent plus et ont été fusionnés avec la fonction de délégué du personnel, et les comités d'entreprise dans le *Comité social et économique* (CSE).

■ **Pour en savoir plus :** <http://marchedescobayes.org>, contact@marchedescobayes.org

NICOLAS SARKOZY

EN GARDE À VUE



LE PORTE-PAROLE DE LA RÉPUBLIQUE EN MARCHÉ, APPELÉ À SORTIR DE LA "GRÉVILLURE"

ÇA VA PAS NON ?! POUR UNE FOIS QUE J'ARRIVE À GAGNER MA VIE EN FAISANT POUSSER QUELQUE CHOSE...



L'ÉCOLE OBLIGATOIRE DÈS 3 ANS EN 2019

POUR LEUR APPRENDRE À ÉCRIRE, Y'A RIEN DE TEL...



UN PLAN NATIONAL POUR LA PRÉVENTION DE LA SANTÉ

GRÂCE À LA RÉFORME DE LA SNCF, ON VA DEVOIR SE METTRE À LA MARCHÉ

DÉSOLÉ, Y'A PLUS UN TRAIN QUI PASSE PAR ICI



■ DOSSIER ROULER POUR DES IDÉES

05 Petit tour des tours militants à vélo

Quelles sont les raisons qui poussent des mouvements écologistes et des associations à enfourcher leur bicyclette pour s'engager dans une aventure à vélo ? Quels sont les atouts de cette forme d'action collective et quelles sont les difficultés rencontrées ? Silence a mené son enquête auprès de Terre d'Ancrages, la Psycyclette, Alternatiba, Cyclo-biblio et l'AlterTour.

11 Psycyclette : une vélorution des regards

Depuis 2014, chaque été, des personnes souffrant de troubles psychiques pédalent pendant une semaine pour mobiliser sur leur cause. Accompagnées par des proches et par du personnel soignant, elles font porter leur voix pour changer les idées reçues à leur égard.

14 Une Iranienne à bicyclette

Grâce à l'association Terre d'Ancrages, Fahimeh, une Iranienne, a participé pendant l'été 2017 à un tour de France à vélo à la rencontre d'une "terre d'accueil", grâce à des Françaises et de Français qui croient au lien humain et à l'hospitalité. Silence s'est entretenu avec elle et a recueilli son expérience.

■ CHRONIQUES

16 Bonnes nouvelles de la Terre : En Italie, la Zad de Mondeggi cultive le bien commun

18 Chroniques terriennes : To bee or not to bee ?

20 Nucléaire, ça boum ! : Le Jour où la Terre s'arrêtera

22 En direct de nos colonies : Le budget des armées ne connaît pas la crise

23 Un lieu à soi : À Philadelphie, une maison écologiste au cœur d'un campus féministe

26 L'écologie c'est la santé : Sans insectes et sans oiseaux nous n'avons pas d'avenir !

■ BRÈVES

16 Alternatives • 18 Environnement • 20 Paix
20 Nucléaire • 21 Énergies • 21 Climat • 22 Nord/Sud
23 Femmes, hommes, etc. • 24 Politique • 24 OGM
25 Société • 26 Santé • 27 Annonces • 27 Vélo (rution)
28 Agenda • 41 Courrier • 42 Livres

■ ARTICLES

29 Habiter la Meuse contre la poubelle nucléaire

Où en est la résistance au projet d'enfouissement nucléaire à Bure ? Quelles sont les spécificités de la lutte menée dans le sud de la Meuse contre le projet Cigéo ? Entretien avec Gaspard d'Allens, journaliste engagé dans la lutte contre la poubelle nucléaire à Bure.

32 Un réseau européen contre les ventes d'armes

Depuis 34 ans, des organisations de toute l'Europe se regroupent pour mieux se connaître et se coordonner dans la lutte pour le contrôle des ventes d'armes. Silence les a rencontrées lors de leur assemblée annuelle.

34 Une boussole pour l'action militante

Quand, en 2013, j'ai entrepris un tour de France des alternatives avec mes deux camarades d'UtoPic, je ne pensais pas que l'aventure me questionnerait aussi longtemps. En partageant ici mes réflexions, je souhaite poursuivre le débat lancé par Silence en 2013 dans son dossier "Transition et engagements politiques". Quelles stratégies faut-il mettre en place pour une alternative réellement émancipatrice ?

37 Vous avez dit "otages" ?

À chaque grève des cheminot·es, nous avons droit à la "complainte de la prise en otage".

38 Qui sont les prédateurs des terres agricoles ?

Tour d'horizon d'un phénomène multiforme et complexe, dans lequel n'interviennent pas que les Chinois-es !

48 Journée contre la pub

Le 25 mars 2018, 21 villes françaises ont célébré à leur manière la 4^e journée mondiale contre la pub par des actions de réappropriation de l'espace public.



Prochain dossier
**Alternatives
dans la Loire**



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 25 avril 2018.

Editeur : Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0920 D 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 2^e trimestre 2018 - **Tirage :** 4800 ex. - **Administrateurs :** Pascal Antonanzas, Éric Cazin, Francis Levasseur, Jean-Marc Pineau - **Directrice de publication :** Gaëlle Ronsin - **Comité de rédaction :** Martha Gilson, Guillaume Gambin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - **Pilotes de rubriques :** Christian Araud, Cécile Baudet, Michel Bernard, Rebecca Bilon, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Natacha Gondran, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Selek, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Lasserpe - **Correctrices :** Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - **Photographes :** Damien B., Nicolas Chauveau (Greenpeace), Rémi Connan, Guillaume de Crop, Cyclo-biblio, Ecotopia, Christopher Herwig (UNMIL), Marie Lemay, Pauline Maes (Greenpeace), Psycyclette, Thomas Samson, Terre d'Ancrages, vmc.camp - **Et pour ce n° :** Michel Bernard, Catherine Bibard, Thomas Brugnot, Jean-Louis Gaby, Raphaël Granvaud, Stéphane Kerckhove, Marie Lemay, Clara Lesbros, Constance Rimlinger, Mathias Rollot, Annick Suzor-Weiner, François Veillerette, Anaïs Zarkaoui - **Couverture :** Guillaume de Crop - **Internet :** Damien Bouveret, Maud, Xavier Sérédine - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives :** Mimmo Pucciarelli. **Encart :** est encarté dans ce numéro le guide l'AlterTour 2018 (16p.).

Les textes sont sous la responsabilité de leurs aut·rices. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs aut·rices.

Association Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · **Dépositaires, stands et gestion :** Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · **Rédaction :** Guillaume Gambin et Martha Gilson : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB



Terre d'Ancrages en juin 2017.



On pédale en souriant avec la Psycyclette.



AlterTour, le 6 août 2016.



Cyclo-biblio 2017, ne pas oublier les étirements !



L'Écotopia Biketour n'a pas peur des montées !

ÉDITORIAL

Bienvenue dans l'âge du vélo militant

Selon les époques, le vélo a occupé diverses fonctions, associé à différentes valeurs. Après une brève période du vélocipède comme excentricité d'aristocrates dandys, le vélo transformé en bicyclette devient à la fin du 19^e siècle un loisir bourgeois. Une "forme d'équitation moderne" qui ne réserve plus la vitesse aux seuls cavaliers et aux seules cavalières.

Au cours du 20^e siècle, la chute de son prix en fait l'instrument de la circulation populaire, vers les usines, bureaux et magasins. Il accompagne les congés payés et permet la célébration de cette grande fête populaire qu'est le Tour de France, dans l'admiration du couple homme-machine, de la vitesse et des valeurs d'effort, de courage.

À partir des années 1960, les classes travailleuses accèdent à leur tour à l'automobile et le vélo se démode. Cependant, par une complète inversion des perceptions et des valeurs, depuis les années 1970, le vélo séduit à nouveau... mais désormais pour sa lenteur ! On en découvre les vertus écologiques, il se décline en cyclo ou bi-cross et autre mountain-bike. Des pratiques "vertes", plus hédonistes, mais encore souvent compétitives et individualistes.

Or, après ces trois "âges" du vélo (1), un quatrième semble advenir : celui du vélo militant. C'est en tout cas ce que suggèrent les tours militants à vélo qui font l'objet de notre dossier. Des pratiques résolument collectives, engagées, mettant la machine au service des rencontres humaines, valorisant le partage et la convivialité. Machine douce, déjà véhicule et emblème des aspirations écologiques et décroissantes, le vélo fait son entrée dans le répertoire de l'action militante tout terrain. Du VTT au VMTT ?

Danièle Gonzalez

(1) L'esquisse de ces trois âges du vélo emprunte à Philippe Gaboriau, "Les trois âges du vélo en France", revue *Vingtième siècle*, 1991.



▲ 27 juillet 2016. L'AlterTour écume la Bretagne et rejoint ici Trémargat, village où fourmillent les alternatives.

Petit tour des tours militants à vélo

Quelles sont les raisons qui poussent des mouvements écologistes et des associations à enfourcher leur bicyclette pour s'engager dans une aventure à vélo ? Quels sont les atouts de cette forme d'action collective et quelles sont les difficultés rencontrées ? *Silence* a mené son enquête auprès de *Terre d'Ancrages*, la *Psycyclette*, *Alternatiba*, *Cyclo-biblio* et l'*AlterTour*.

POUR L'ALTERTOUR ET ALTERNATIBA, ÉCOLOGISTES dans l'âme, militer à vélo est avant tout une question de cohérence. Selon Rémi Donaint, d'Alternatiba, "c'est un super exemple de pratique minoritaire accessible et saine, dont la généralisation contribue à construire un monde plus durable. Pour aller à la rencontre de milliers de personnes engagées contre le dérèglement climatique, le vélo s'est imposé comme le moyen de transport approprié." Pour Mathieu Fromont, coordinateur de

l'AlterTour, le vélo est le moyen "le plus cohérent avec nos idées et qui permet de faire beaucoup de kilomètres en peu de temps".

CRÉER LA SURPRISE ET ATTIRER LA SYMPATHIE

L'un des atouts mis en avant est la convivialité. Pour Lara Jovignot, ancienne présidente de la *Cyclo-biblio*,

AlterTour

Année de création : 2007

Thématique et objectifs : mettre en lumière des alternatives à un mode de société qui promeut le dopage généralisé : forte dépendance aux énergies fossiles et au nucléaire, intrants chimiques de synthèse et OGM dans l'agriculture productiviste, dopage de l'économie. Aller à la rencontre des personnes qui montrent qu'un autre modèle est possible : recycleries, personnes qui se regroupent pour produire de l'énergie alternative, écolieux, gens qui construisent des maisons passives. Tout ce petit monde fait la démonstration qu'on peut faire autrement, à l'échelle individuelle ou collective.

Nombre de participants : 330 en 2017 (120 en 2008), dont 58 % de femmes.

Âge moyen : 37 ans, avec des nouveaux-nés et des gens de 79 ans - mais une belle bande de trentenaires.

Prochaine édition : du 14 juillet au 26 août 2018 d'Amiens à Strasbourg.

Contact : www.altercampagne.net



▲ 19 juin 2017. Tour Cyclo-biblio autour du lac Léman.

tour à vélo qui permet à des bibliothécaires de se rencontrer et de remettre les bibliothèques au cœur de l'agenda politique, le vélo permet *"de sortir des bureaux"*. En outre *"l'utilisation du vélo assure la visibilité de l'événement, crée la surprise et attire la sympathie de la population. Si la dimension informelle et collective de Cyclo-biblio en fait son originalité, sa visibilité et sa convivialité assurent un impact maximal sur les publics cibles."*

Pour Claire Lejeune, présidente de *Terre d'Anchages*, association qui accompagne des personnes migrantes, le vélo est *"le moyen de transport le plus écologique, le moins coûteux, le plus sain et le plus propice aux échanges. Un des objectifs de la Caravane Terre d'anchages qui s'est déroulée en 2016 était de véhiculer une image positive d'un authentique 'vivre ensemble'. Pédaler ensemble crée des liens forts : c'est propice aux longues discussions, il y a des galères au cours desquelles on doit pouvoir compter les uns sur les autres."*

Enfin Michel Lacan, l'un des initiateurs de la *Psycyclette* qui rassemble personnes en situation de handicap psychiques et encadrantes, raconte que le tour est né presque par un concours de circonstances, lorsqu'en 2014 un appel à projets a fait suite à une campagne pour que la santé mentale

soit déclarée "Grande cause nationale". *"Étant à la fois délégué régional à l'UNAFAM Midi-Pyrénées et pratiquant le cyclotourisme, l'idée de coupler ces deux activités pour porter la cause des malades psychiques est venue. J'ai donc proposé un trajet significativement représentatif au plan sportif, reliant Toulouse à Paris en huit jours, ouvert aux malades psychiques avec un accompagnement ad hoc."*

LA JOURNÉE TYPE SUR UN TOUR À VÉLO

Il existe deux écoles : le pédalage toute la journée ou du vélo le matin seulement (comme l'*Alter-Tour*) pour faire autre chose l'après-midi. Mais dans tous les cas, le départ se fait tôt le matin, et des temps de rencontres sont organisés lors des étapes. Les temps d'étapes peuvent prendre des formes diverses : chantiers collectifs après un repas partagé avec l'accueillant-e pour l'*AlterTour*, temps de plaidoyer pour la *Cyclo-biblio* (visites de bibliothèques et actions de plaidoyer de rue) ou les *Psycyclistes*, qui demandent à être reçus en mairie. *Alternatiba* organise des animations et des vélorutions deux fois par jour.

Cyclo-biblio

Année de création : 2014

Thématique et objectifs : La cyclo-biblio est à la fois une conférence informelle de professionnel·les et une campagne de plaidoyer à vélo. Des bibliothécaires visitent les bibliothèques tout en échangeant entre collègues pour enrichir leurs connaissances et comparer leurs pratiques. Ils et elles font la "vélorution" des bibliothèques, pour montrer la valeur de ces lieux. Dans un contexte de réduction des budgets et des effectifs, leur volonté est de remettre la bibliothèque au cœur de l'agenda politique pour lui permettre de remplir ses missions avec des moyens appropriés, d'interpeller des décideurs tout en mobilisant leurs électeurs. L'enjeu est de gagner le soutien de la population.

Participant·es : Selon les éditions, entre 50 et 100 personnes, bibliothécaires ou personnes qui fréquentent les bibliothèques, avec une proportion de 50-50 entre les hommes et les femmes.

Prochaine édition : du 2 au 7 juin 2018 entre Angers et La Rochelle.

Contact : www.cyclingforlibraries.org/cyclobiblio



▲ 10 août 2006. Écotopia fait halte à Zaježová, en Slovaquie.

Le soir, des débats, des animations ou une soirée festive sont organisés sur l'AlterTour et Alternatiba. Cela peut être plus divers ou informel, comme avec *Terre d'Ancrages* dont les soirées étaient "entièrement différentes selon les étapes: prises de parole, repas souvent bien copieux fourni par la ville ou l'association accueillante, moments de partage et d'échange."

LE TEMPS FILE ET LES PENTES SONT RAIDES !

Parmi les limites et les difficultés rencontrées, *Psycyclette* et *Terre d'Ancrages* pointent tous deux le temps, à gérer au mieux. Claire Lejeune confie que cela apporte "un peu de pression, du moins pour l'équipe organisatrice" qui doit "veiller à ce que la soirée ne se termine pas trop tard pour se lever relativement tôt le lendemain, limiter le nombre et la longueur des pauses afin de ne pas arriver trop tard à l'étape du soir". Ce qui lui a parfois donné l'impression "que cela nuisait aux temps de rencontre et de partage".

Les autres équipes témoignent de difficultés différentes. Pour l'AlterTour c'est la frustration de "ne pas pouvoir rencontrer tout le monde (...). On doit

faire des choix". Devoir refuser des participant·es est une autre source de frustration : "On a décidé d'accepter 60 personnes par jour, c'est le maximum au niveau logistique."

Lara Jovignot se moque malicieusement des difficultés créées par l'administration française. La gestion de la sécurité est quant à elle soulevée par l'équipe organisatrice de *Psycyclette*.

L'équipe d'Alternatiba énumère toutes les tâches à assumer : "Pédaler, entretenir les vélos, conduire un fourgon, installer et tenir un stand, assurer la conférence, répondre aux questions, donner des formations, etc". Et confesse que les vélos multiplaces emblématiques du tout à vélo Alternatiba ne sont pas taillés pour le relief. "Quand l'itinéraire quitte le plat, ça devient vraiment dur !". Glamour mais pas très performant, le quadricycle !

LES EFFETS SECONDAIRES DE LA MILITANCE À VÉLO

Le premier tour à vélo réalisé par Alternatiba en 2015 "a permis de marquer les esprits", estime Rémi Donaint. Mais de nombreuses personnes croyaient que le vélo était la thématique centrale

Alternatiba

Premier tour à vélo : 2015

Thématique : la justice climatique : comment enrayer le dérèglement climatique et l'empêcher de détruire notre écosystème et d'aggraver les inégalités sociales ?

Objectif : accélérer et faire grandir ce mouvement, en valorisant des initiatives citoyen·nes (AMAP, monnaies locales, coopératives d'énergie renouvelable...) et les résistances non-violentes aux projets climaticides.

Participant·es : 120 membres se relaient dans l'équipe de 12 cyclistes, majoritairement jeune et paritaire, à l'image des militant·es d'Alternatiba. À chacune des 200 étapes, le but est d'attirer un maximum d'habitant·es (en 2015, 60 000 personnes avaient participé au total), mais il n'y a pas de "petite" étape : les échanges peuvent être extrêmement riches même en petit comité.

Prochaine édition : du 9 juin au 6 octobre entre Paris et Bayonne.

Contact : <https://alternatiba.eu>



Guillaume de Crop

▲ Le 6 août 2012. Arrivée de l'AlterTour à Landiras (Gironde), accueil en fanfare avant un débat sur les luttes contre les lignes à grande vitesse (LGV).

"alors que le vélo est un outil, certes essentiel et efficace, pour mobiliser des territoires et des publics très divers sur le défi climatique".

Les différentes initiatives ont des vécus différents, mais plusieurs citent au titre des bénéfices apportés par cette forme d'action la rencontre, les mises en lien, le partage. Ainsi pendant la Cyclo-biblio "il y a une remise à plat de la hiérarchie, puisqu'une directrice de bibliothèque peut dormir avec une magasinier. Le point relevé par nombre de participantes c'est vraiment le mélange". En effet, "point important : on est dans la fonction publique, avec des personnes qui ont passé des concours de catégorie A, B ou C".

Relever ce genre de défi apporte aussi un gain de confiance en soi, poursuit Lara Jovignot, "sur le plan sportif, mais aussi dans ce que cela demande pour aller vers les gens dans la rue. En tant que bibliothécaire on est habituellement plutôt une posture inverse : ce sont les personnes qui viennent nous voir, nous solliciter. Là il faut oser aborder les gens pour défendre notre cause." Même discours chez Psycyclette : "Les gens prennent conscience de capacités insoupçonnées". Mais "on gagne également en confiance dans la relation entre soignantes et patientes."

Claire Lejeune, de Terre d'Ancre, insiste sur les liens noués : "La rapidité avec laquelle les participantes, qui ne se connaissaient pas et qui viennent de pays et de milieux sociaux très divers, ont créé des liens forts, a également été une source de surprise. (...) les participantes ont gardé contact après le voyage et prennent l'initiative d'organiser des rencontres, des repas." Pendant l'AlterTour ce sont "les mises en lien entre accueillants au moment de [notre] passage" qui ont surpris. "Des initiatives qui ne se connaissaient pas préparent ensemble notre venue et continuent ensuite à travailler ensemble." Mathieu Fromont met également en avant "les échanges" pendant les chantiers collectifs, qui "sont de vrais beaux moments". Dans les bénéfices concrets, poursuit-il, il y a "les changements de vie des participantes, petits gestes du quotidien ou vraies évolutions de pratiques (changer de fournisseur d'électricité, rejoindre le supermarché coopératif ou l'AMAP du coin, aller travailler à vélo). Sur le plan professionnel, un certain nombre de participantes sont devenus paysans boulangers ou encore ont créé des habitats coopératifs".

Anaïs Zarkaoui ■

Psycyclette

Année de création : 2014

Thématique : Randonnée cyclotouriste avec participation significative de personnes en situation de handicap psychique encadrées par des soignantes, des aidantes familiales et divers partenaires du monde sportif et/ou médico-social.

Objectifs : faire connaître les troubles psychiques, lutter contre la stigmatisation et faire participer les personnes qui en souffrent.

Participant-es : 600 cyclistes sur quatre parcours différents. 17% de femmes participant à vélo. Parmi les patientes, essentiellement des hommes de 25 à 52 ans. Le reste de la troupe est composé d'amies cyclotouristes et de proches de malades, notamment des adhérentes de l'UNAFAM.

Prochaine édition : 11 au 19 juin 2018, sur 2 parcours : d'Albi à Saint-Dié-des-Vosges et de Nice à Saint-Chamond.

Contact : UNAFAM, 12 villa Compoint, 75017 Paris, tél. : 01 53 06 30 43, www.unafam.org



▲ Lors de la Psycyclette 2016, 4 parcours ont convergés vers Paris et sont arrivés au Jardin du Luxembourg le 22 juin.

Être une étape dans les tours à vélo

Les tours à vélo se basent sur une équipe qui les organise longtemps en amont, assurant le suivi du déroulement et la logistique de l'événement, ainsi que sur des participant·es enthousiastes. Le troisième élément de cette recette, ce sont les lieux qui accueillent chacune des étapes de ces tours militants à vélo.

Mathieu Fromont, de l'AlterTour, assure que "les chantiers collectifs sur les lieux-étapes sont des moments incroyables. Soixante personnes qui ne se connaissent pas vont ensemble, avec l'accueillante, construire un mur, des toilettes sèches, faire la traite des vaches. Les échanges pendant ce temps là sont de vrais beaux moments. Le but d'une structure accueillante est de faire découvrir son activité, et comme on est dans une dynamique d'échange, le coup de main vient en plus. Cela donne aussi du sens à notre présence à nous cyclistes, de voir le résultat de ce que l'on a fait, un mur monté par exemple. Des chantiers en attente depuis un moment, faute de temps ou de main d'œuvre, sont parfois effectués en quelques heures grâce aux cyclistes".

"C'était surtout un moment festif et de partage"

C'est le cas de *Changement de Cap*, une recyclerie implantée à Rosières, en Ardèche, s'inspirant de l'accueil inconditionnel d'Emmaüs et de l'agro-écologie. Le lieu, qui s'autofinance

entièrement, a accueilli une étape de l'AlterTour. "Notre projet c'est de construire des lieux de vie et d'accueil, des alternatives ouvertes et solidaires pour répondre à des constats écologiques et sociaux qui nous mettent en colère, raconte Guillaume, salarié. Être une étape de l'AlterTour apporte énormément d'énergie. Ça nourrit de voir d'autres personnes, d'autres visages. Ça abonde en ressources, en liens, en idées. Il est important pour nous de garder cette forme d'ouverture. Et puis c'est génial d'échanger avec tout le monde. C'est juste de l'humain, il n'y a rien à organiser, sauf la logistique du camping. Concrètement, on a proposé comme structure d'accueil un espace de campement, on a laissé le bivouac se poser. Un atelier réparation vélo a été proposé à ceux et celles qui en avaient besoin. Une buvette a été installée et une partie de l'équipe avait cuisiné. Une chorale de Terre et Humanisme est venue chanter pour l'occasion. On a eu un temps plus formel de présentation, puis on a fait la fête, avec notamment un karaoké filmé et déguisé, assez délirant. Une partie de notre équipe a dormi sur place. C'était surtout un moment festif et de partage. Il n'y a pas d'ambition extraordinaire. Les gens disent 'On vient à votre rencontre, on ne demande rien d'autre que de vouloir discuter avec vous'. On a vu 60 tentes pousser, peuplées de gens qui ont juste envie de se connaître".

Anaïs Zarkaoui

Quelques autres tours à vélos :

■ CyclotransEurope

CyclotransEurope organise cet été sa 18^e randonnée de la Transeuropéenne. Chaque année, le parcours sillonne les Eurovéloroutes afin de promouvoir notamment la Scandibérique (section française de l'Eurovélo3). Départ de Paris le 14 juillet et arrivée à Nantes le 5 août, en passant par Dieppe, Le Havre ou encore Rennes. 32 rue Raymond Losserand 75014 Paris, www.eurovelo3.fr

■ Écotopia Biketour

Depuis 28 ans, un collectif international organise de manière autogérée un cyclo-tour à travers l'Europe. À chaque étape, vous pourrez découvrir de multiples alternatives écologiques et militantes. Le tour est végan et les décisions y sont prises au consensus. L'édition 2018 est encore en préparation. Elle se déroulera entre mi-juillet et mi-août, de la frontière ouest franco-espagnole jusqu'au Portugal, arrivée à Porto ou Lisbonne. Des informations plus détaillées seront à retrouver sur www.ecotopiabiketour.net tél. 07 51 06 59 04, info@ecotopiabiketour.net

■ Les Échappées Belles de l'AlterTour

Sont organisés en parallèle à l'AlterTour, des itinéraires appelés Échappées Belles. Ils regroupent maximum 25 personnes et n'ont pas de véhicule d'accompagnement. Les parcours convergent parfois avec le tour principal et donnent lieu à des rencontres entre les deux groupes afin d'échanger sur les alternatives rencontrées.

Trois Échappées seront organisées cet été :

- en Normandie du 14 au 26 juillet, de Cherbourg à Gonesse ; dans les Vosges du 14 au 18 août, de Saint-Dié à Kingersheim ; et en Allemagne du 21 au 25 août, de Ungersheim à Kolbsheim.
- Du 17 au 26 août, l'AlterTour de l'Ain ira, pour sa première édition, à la rencontre des alternatives de Culoz à Bourg-en-Bresse. Le tour est organisé en partenariat avec la FRAPNA-Ain.
- Pour les amateurs de bière, un tour parallèle, le BièreTour, est organisé en Lorraine du 6 au 14 août. Le petit groupe, de maximum 40 personnes, devra amener son vélo personnel et porter ses bagages.

Programme à venir sur www.altercampagne.net

Mêmes coordonnées que l'AlterTour : Co / Mathieu Fromont
7 quai de Selestat 54300 Lunéville, Tél. 06 77 59 30 92



▲ 7 août 2014. Trajet de l'AlterTour entre Lussac et Bioussac en Gironde pour rencontrer le soir Christophe Bonneuil qui anime un débat sur l'anthropocène.

▲ 22 juillet 2015. L'AlterTour arrive en début d'après-midi pour participer à la vélorution dans Nancy.

Terre d'Ancrages

Année de création : 2016

Thématique : L'association *Terre d'Ancrages* a pour objet d'accompagner les personnes en demande d'asile et réfugiées tant d'un point de vue matériel (aide alimentaire, vestimentaire, hébergement) que par des dynamiques d'"empowerment" (donner du pouvoir d'agir), avec la volonté d'aller à l'encontre de la distinction aidant-e/aidé-e.

Objectif de la Caravane : communiquer à propos d'une situation intenable : des personnes migrantes forcées de vivre dans des conditions indignes du fait de l'(in)action de l'État. Les étapes ont eu lieu dans des villes et villages où des initiatives positives avaient été prises en faveur de l'accueil des personnes migrantes, par la municipalité ou par des collectifs.

Participant-es : 20 à 25 personnes par étape, avec un équilibre entre personnes migrantes et non-migrantes. Parmi ces dernières, une seule femme.

Âge : de 16 à 60 ans (Jean-Charles, qui conduisait la voiture tractant la caravane), avec une majorité de 20-30 ans

Contact : Terre d'Ancrages, <https://terredancrages.wordpress.com>



▲ La Psycycllette 2017. Le 21 juin, l'équipe est accueillie à Beaumont-le-Roger en Normandie.

Psycycllette : une vélorution des regards

Depuis 2014, chaque été, des personnes souffrant de troubles psychiques pédalent pendant une semaine pour mobiliser sur leur cause. Accompagnées par des proches et du personnel soignant, elles font porter leur voix pour changer les idées reçues à leur égard.

ILS SONT UN PELOTON DE 20 À 30 À VÉLO, EN bleu, et avalent les kilomètres, une centaine par jour en moyenne, pendant une semaine, malgré la rudesse du soleil ou une pluie battante. Ils demandent à leur arrivée dans les villes-étapes d'être reçus par les maires, pour porter leur message : faire connaître les troubles psychiques sévères (schizophrénies, troubles bipolaires, dépressions chroniques) et changer le regard porté sur les personnes qui en souffrent. *Psycycllette*, c'est aussi une façon, le temps d'une semaine, de vivre ensemble, sans que la maladie soit le principal objet de préoccupation.

Michel Lacan, délégué régional de l'Unafam et cycliste, s'implique depuis plusieurs années pour que puisse avoir lieu ce défi. L'aventure commence en 2013, lorsque l'Unafam participe à une campagne pour faire de la santé mentale une grande cause nationale. Le Toulousain propose de communiquer sur les troubles psychiques via le cyclotourisme. *Psycycllette* est née. Un défi audacieux est relevé : rallier Toulouse aux portes de Paris (Alfortville) à bicyclette. Plus de 800 km parcourus et un même constat : les côtes sont difficiles pour tout le monde, qu'on soit malade ou pas ! En 2015, un second parcours s'ajoute dans le Nord au

départ d'Abbeville, avec un accueil à Paris au Jardin du Luxembourg par le président du Sénat, de même qu'en 2016 avec 4 parcours, soit 2 000 km. En 2017, départ de Versailles et arrivée de chacune des quatre équipes dans leur ville d'origine (Angers, Caen, Gap et Toulouse). Chaque année, au fil de ces parcours, différentes manifestations (accueils festifs aux arrivées, prises de paroles par les élu-es et les participant-es, repas conviviaux, animations musicales, etc.) sont organisées dans près de 30 villes-étapes où l'Unafam est implantée.

FAIRE CONNAÎTRE LES TROUBLES PSYCHIQUES ET CHANGER LES REGARDS

L'arrivée des "psycyclistes" dans les villes-étapes est l'occasion d'informer et d'échanger sur la santé mentale, de lutter contre la stigmatisation, pour la prise en compte des personnes vivant avec des troubles psychiques en tant que citoyen-nes à part entière. *"Ce qui nous a encouragés à renouveler l'expérience, c'est la réussite des trois premières années, et de constater à l'arrivée combien la notion d'équipe est importante. On ne sait plus qui est malade, soignant, aidant... La déstigmatisation, on ne peut*



▲ Arrivée au Jardin du Luxembourg à Paris de la Psycyclette 2016.

pas la faire que par des affiches, par des slogans. Ce qui permet de mieux déstigmatiser, c'est la rencontre avec les personnes", explique Béatrice Borrel, présidente de l'Unafam.

Ce sont les personnes malades qui portent elles-mêmes le discours par l'exemple – et elles savent le faire, souligne Michel Lacan. Yannick, qui a fréquenté l'hôpital Gérard Marchant de Toulouse, va dans ce sens : *"Le but de Psycyclette c'est de parler de nous, de faire évoluer les prises de position des gens par rapport à ces maladies qui sont peu connues, stigmatisées. [...] Des cyclotouristes nous rejoignent souvent sur le trajet, et l'an dernier, alors que j'étais en retrait, j'ai entendu "qu'est-ce qu'ils ont ?". Ils pensent qu'on est vraiment différents, et sont donc surpris quand ils ne perçoivent pas de différence entre des personnes étiquetées 'malades' ou d'autres qui ne le seraient pas."*

Le passage dans les villes est l'occasion de saisir les élus, les maires qui les accueillent et de les sensibiliser aux conditions d'existence des personnes en souffrance psychique (en évoquant par exemple les avantages des Conseils Locaux de Santé Mentale (1)). Cela mobilise également les délégations visitées et leur permet de dynamiser les partenariats locaux (avec les établissements sanitaires, les structures d'accompagnement, les associations partenaires, les GEM (2)). Enfin Psycyclette communique sur les actions de l'Unafam, au plan local et au plan national, pour rendre l'association plus visible à travers une manifestation montrant un visage apaisé et positif des

personnes concernées. 2 millions de personnes en France vivent avec des troubles psychiques sévères et 3 millions de proches les accompagnent au quotidien (3).

REPRENDRE CONFIANCE EN SOI

Les bénéfices de la participation à ce défi sont d'ailleurs nombreux, témoigne Michel Lacan. *"Ça nous donne un peu de confiance en nous, qui manque souvent, voire est inexistante. Quand on est hospitalisé, on est au fond du trou. À peine remis on rechute, c'est un cercle vicieux. C'est une fierté d'avoir fait ça, d'être arrivé à faire ça".* Le fait d'être à même de prendre des responsabilités au sein d'un groupe d'entraide, d'avoir à prendre des initiatives et de participer de façon active aide à retrouver confiance, à regagner une autonomie et à se concentrer. Le stress, même s'il est encore perceptible le matin, s'efface dans une ambiance d'entraide et de groupe. Yannick confie : *"Il nous faut des moments à nous, et c'est dur d'être en collectif. Les patients en psychiatrie ont encore plus ce besoin de s'isoler, de se retrouver au calme. Avec ce rythme soutenu, on est encore plus éprouvés. Mais d'une année sur l'autre j'ai vu les progrès, l'an dernier il n'y a qu'une journée où je me suis senti mal".*

Pour Yannick *"le sport c'est mon moteur. J'ai été hospitalisé tous les ans depuis mes 18 ans, et depuis 5 ans je n'ai pas été hospitalisé, ce n'est pas un hasard."* Loïc, qui fréquente le CATTP (4) de Saint-Dié-les-Vosges, relève lui aussi : *"Je n'ai plus*

(1) Le Conseil Local de Santé Mentale est une plateforme de concertation et de coordination d'un territoire présidée par un élu local, co-animée par la psychiatrie publique, intégrant les usagers et les aidants. Il a pour objectif de définir et mettre en œuvre des politiques locales et des actions permettant l'amélioration de la santé mentale des populations concernées. Le CLSM permet une approche locale et participative concernant la prévention et le parcours de soins.

(2) Groupements d'Entraide Mutuelle.

(3) Source OMS.

(4) Centre d'accueil thérapeutique à temps partiel.



▲ Psyncycllette 2016. Dernier jour avant l'arrivée à Paris et c'est la crevaison ! Faire un tour à vélo, c'est aussi l'occasion d'apprendre un peu de mécanique...

de médication depuis 2 ans : mon traitement c'est le sport." Néanmoins pour lui Psyncycllette "ce n'est pas une compétition, c'est une aventure humaine. On est tous des humains, on a nos qualités et nos faiblesses, et ça nous permet de voir qu'on est tous pareils, troubles psychologiques ou pas. On utilise le mot maladie, handicap, ce qui est lourd à porter. Ce mot nous fait ressentir une différence. Cette épreuve nous fait nous sentir quelqu'un de pas si différent que ça. C'est la plus grande fierté, c'est la chose la plus importante."

UNE SEMAINE SUR UN PIED D'ÉGALITÉ

Psyncycllette permet de sortir des rapports habituels. Ainsi, Sylvain et Laurent ont retrouvé leurs "délires" de frères et ont prévu de passer quelques jours ensemble après Psyncycllette. Celle-ci leur a permis, pour la première fois depuis 15 ans, de sortir de la relation "curateur-patient". Cette semaine passée ensemble permet de créer des liens avec l'autre. Les habilités sociales s'en trouvent améliorées. Yannick raconte ces moments de vie ensemble : "L'amitié s'est construite au fil des éditions. On rejoint cette année ceux de Saint-Dié, c'est sympa. Avec des patients ça nous rapproche. Même si on se connaît, parce qu'on est hospitalisé ensemble, mais là on vit des moments différents ensemble, on se rapproche. On vit plus ou moins les mêmes choses dans la tête, on rencontre les mêmes problèmes, récurrents, même si la maladie est différente pour chacun. Ça crée des liens en plus." Il apprécie aussi de retrouver les mêmes personnes d'une année sur l'autre : "Pour

la stabilité ça m'a beaucoup aidé ces dernières années. Ce sont les mêmes personnes d'une édition sur l'autre, on a le plaisir de se retrouver d'une année sur l'autre, ça crée des liens, ce sont des échanges, de bons moments ensemble, pendant une semaine."

La relation soignants / soigné-es s'en trouve elle aussi changée. C'est l'occasion pour le personnel infirmier de faire de la psychiatrie "sans clés". La préparation ensemble améliore la relation de confiance entre patients et soignants. "Les infirmiers qui nous accompagnent tous les jours, qu'on voit plusieurs fois par semaine au cours des entraînements, sont des personnes importantes pour nous, raconte Yannick. Ils nous suivent toute l'année, et toute la semaine du tour, ils ont une place primordiale. Ce sont des infirmiers hors norme, qui font tout pour nous mettre dans des conditions idéales. Ils prennent beaucoup de temps, même sur leur temps libre. Leur récompense c'est de nous voir bien." "On laisse de côté le statut "hiérarchique", poursuit Loïc on a un ressenti plus humain que quand on est dans la structure tous les jours. On est 24h/24 ensemble, on apprend à se connaître un peu mieux, d'une façon différente."

Une semaine à enchaîner des étapes d'une centaine de kilomètres permet aux personnes de se percevoir autrement, de prendre conscience de ce qu'elles sont capables d'accomplir, avec à la clé une autre image de soi.

Anaïs Z. ■



Terre d'Ancrages

▲ 21 juin 2017. La Caravane de Terre d'Ancrages sillonne la Bourgogne, ici entre Chalon-sur-Saône et Thorey-sur-Ouche.

Une Iranienne à bicyclette

Grâce à l'association *Terre d'Ancrages*, Fahimeh, Iranienne, a participé en juin 2017 à un tour de France à vélo à la rencontre d'une "terre d'accueil", grâce à des Françaises et des Français qui croient au lien humain et à l'hospitalité. *Silence* s'est entretenu avec elle et a recueilli son expérience.

PENDANT LE PROCESSUS DE DEMANDE d'asile, j'ai travaillé comme bénévole à la *Croix-Rouge Française* à Lyon, et j'ai à cette occasion rencontré Claire Lejeune, de l'association *Terre d'Ancrages*, qui était volontaire également. Elle m'a parlé de *Terre d'Ancrages* et m'a proposé de les rejoindre pour rencontrer de nouvelles personnes, ne pas être seule. Des événements sont organisés, des repas, des ateliers, pour les personnes en cours de demande d'asile. Nous sommes devenus ami-es avec Claire et les autres membres de *Terre d'Ancrages*, et je n'ai ainsi jamais été seule. Elle m'a ensuite parlé du tour à vélo, c'était une occasion pour moi d'arriver à me situer en France. Car je vis à Lyon, mais ne savais pas vraiment me situer géographiquement sur une carte, je ne me représentais pas vraiment où est la France par rapport aux autres pays, où est Lyon en France. On m'a montré une carte, avec le point de départ, les villages par lesquels on allait passer, les étapes pour arriver à Paris. Ça m'a enthousiasmée, et j'ai décidé que je voulais absolument le faire.

UNE EXPÉRIENCE POUR VOIR ET TOUCHER RÉELLEMENT LE PAYS

Et ce n'était pas juste bien, c'était incroyable ! J'avais déjà une très bonne opinion des Français-es, mais là c'était encore mieux. On a très bien mangé, on a dormi dans des endroits confortables, et la sécurité était assurée, ce qui était important pour moi. C'était une très belle expérience de voir la France, les gens, de goûter les différentes spécialités culinaires, de découvrir la culture locale, les chants traditionnels, par exemple en Bourgogne. C'est une des choses incroyables que j'ai vécues, et que la population française ne connaît même pas ! C'est vraiment bien pour connaître le pays. Je n'avais rien à faire à part attendre la convocation de l'*OFPPRA* (1), ça m'a fait du bien de faire du sport et de voir des gens, de côtoyer des Françaises et des Français, de découvrir le pays de l'intérieur. J'ai pu toucher le pays, littéralement, avec les pieds, avec mes doigts, le voir de mes propres yeux.

(1) L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPPRA) est l'organisme en charge du traitement des demandes d'asile, des réfugié-es, des apatrides et de la protection subsidiaire.

Terre d'Ancrages



▲ 15 juin 2017. Derniers entraînements avant le départ.

Terre d'Ancrages



▲ 17 juin 2017. Deuxième jour de route entre Tarare et Taizé.

Terre d'Ancrages



▲ 20 juin 2017. Trajet entre Touzé et Chalon-sur-Saône.

Terre d'Ancrages



▲ 20 juin 2017.

Claire et les autres personnes de l'association ne se rendent peut-être pas compte, ou n'imaginaient pas en créant ce tour à vélo, à quel point c'est bénéfique pour nous. On est sur un vélo pendant 11 jours, cela prouve qu'on a de la patience, de l'endurance, qu'on est un peu à l'épreuve du feu. Beaucoup d'amies à qui j'avais proposé de participer ont refusé, craignant que ce ne soit trop difficile. J'ai pu prouver que j'étais résistante physiquement.

PROVOQUER LA RENCONTRE

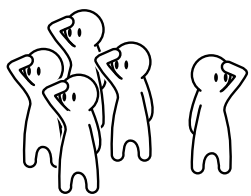
Et ça m'a permis de rencontrer des personnes qui n'avaient jamais vu d'Iranienne de leur vie. Ça a provoqué la rencontre, ça a changé l'image qu'elles avaient de mon pays et de sa population. Rencontrer une femme iranienne non voilée, habillée de façon colorée, à l'esprit ouvert, éduquée, diplômée, souriante, sportive, qui parle anglais, qui conduit, qui fait du vélo, etc. : cela va à l'encontre de ce que beaucoup imaginaient. Cela les bouscule dans leurs idées et vient en contrepoids de ce qu'ils entendent, voient, lisent sur l'Iran, les mauvaises nouvelles diffusées habituellement. Cela fait changer les mentalités, et c'est un changement positif.

S'il y a une prochaine édition je veux absolument y participer. Tout est fait pour que ce soit le plus facile possible, que l'on soit dans les meilleures conditions. En rentrant j'ai dit à ceux et celles qui s'étaient défilés qu'ils et elles avaient vraiment loupé quelque chose ! ■

Terre d'Ancrages



▲ 15 juin 2017. Fahimeh avant le départ !



En Italie, la Zad de Mondeggi cultive le bien commun

Depuis quatre ans, les occupant-es de la ferme de Mondeggi, près de Florence, expérimentent l'autogestion et la défense du territoire comme "bien commun".

En toute proche périphérie de Florence, Mondeggi Bene Comune est un territoire appartenant depuis les années soixante à la métropole florentine. 200 hectares, dont 22 hectares de vigne, douze mille oliviers et six bâtisses historiques du 18^e siècle. Hélas, sa mauvaise gestion a entraîné au fil des décennies des dettes publiques importantes, et une liquidation de la société de gestion. Le lieu, abandonné, s'est sérieusement dégradé, jusqu'à ce que les pouvoirs publics décident de le vendre au plus offrant — des multinationales de l'alcool ou de l'hôtellerie, dont le projet est de transformer la zone en un parc rentable. C'était sans compter sur l'action citoyenne locale, qui refuse la marchandisation du paysage souhaitée par les institutions publiques.

Sur ce territoire tout proche de Florence, l'occupation illégale dure depuis 2014. La lutte est politique : Mondeggi est un "bien commun" qu'il est hors de question de laisser aux intérêts privés, à la spéculation immobilière et au tourisme de luxe.

Une école agricole improvisée

Tandis qu'une vingtaine de personnes habitent en permanence le lieu, ce sont plus de deux cents militant-es qui s'occupent du site.

Celui-ci est aujourd'hui régi par deux niveaux décisionnels. Une assemblée habitante, constituée d'environ 40 personnes, qui décide collectivement de tout ce qui relève de la vie quotidienne ; et une assemblée territoriale plus large, à laquelle participent tou-ttes les activistes et citoyen-nes voisin-es qui désirent prendre part à l'occupation.

L'engagement s'inscrit avant tout dans une pratique agricole des lieux. Au fil des années, les savoir-faire traditionnels se sont transmis à l'ensemble des occupant-es par le biais d'une école agricole conviviale : entretenir les arbres, travailler la terre ou produire de l'huile d'olive. Une véritable école biorégionaliste, entièrement improvisée mais particulièrement efficace.

Ainsi des "parcelles" de 35 oliviers ont été créées, et sont entretenues en autogestion complète. Et sur la seule année 2017, une cinquantaine de parcelles ont été viabilisées. La majeure partie de la production est vouée à l'autoconsommation.

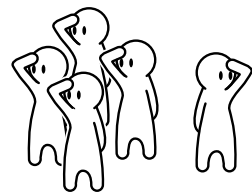


"C'est une forme d'impôt concret"

Quoiqu'illégal, l'entretien de ce patrimoine culturel vivant est une manière, pour les militant-es, de légitimer leur occupation. "D'une certaine façon, en travaillant ici, nous payons nos impôts. C'est juste que ce que nous avons à offrir est d'une autre nature que financière : au lieu de donner de l'argent à l'État pour qu'il construise des autoroutes, nous offrons de notre temps, de nos savoir-faire et notre énergie pour remettre en état ce territoire, ses terres et ses bâtiments, rendre la terre cultivable et les plantations productives, viabiliser les constructions et en faire des lieux habitables à nouveau, et cela, au bénéfice de tous. C'est une forme d'impôt concret et directement appliqué, voilà tout".

Malgré l'incertitude quant à l'avenir du mouvement militant, la vente du site et les décisions politiques et judiciaires en cours, un sentiment de satisfaction émerge de Mondeggi.

Et puis, si l'occupation n'est toujours pas reconnue par les autorités publiques, la police a toutefois refusé par deux fois d'intervenir pour déloger les occupant-es.



» Rhône

L'Appartage héberge à la maison des mineur·es isolé·es étrangères

L'Appartage est une association qui vise à permettre aux mineur·es non accompagné·es en cours de procédure et qui n'ont pas de logement d'avoir un toit le temps d'effectuer leurs démarches. Elle met en lien des jeunes avec les membres de l'association qui se relaient pour un hébergement continu. Particularité : les hébergeur·ses peuvent ne s'investir qu'une seule nuit. Ceci afin de briser certaines craintes sans demander d'emblée un engagement qui peut paraître trop important pour certain·es. L'association s'engage auprès des mineur·es à réaliser un roulement sans discontinuité. L'association est active à Lyon et ses environs.

L'Appartage, <http://lappartage.free.fr>

» Côtes-d'Armor

Agora des luttes à Lannion-Trégor

Le 10 mars 2018, à l'initiative du *Front social Lannion-Trégor* (collectif issu de la volonté de rassembler les forces d'opposition à la politique de Macron), s'est déroulée à Lannion (Côtes-d'Armor en Bretagne) une "Agora des luttes" festive, pédagogique, militante, solidaire. Une journée avec théâtre de rue, jeux, déambulation carnavalesque, village des luttes, restauration à prix libre etc. Dans un contexte de "climat social explosif", il s'agissait de rapprocher, de donner voix et d'amplifier les différentes luttes locales et/ou globales en cours dans la région : protestation contre les suppressions de lits à l'hôpital de Lannion, soutien aux sans-papiers, aux salarié·es victimes de pesticides chez *Triskalia*, bien entendu ZAD de Notre-Dame-des-Landes, mouvement pour Sortir du nucléaire, combat anti OGM, *Stop Tafta-Ceta* ou *Stop Linky*... mais encore le refus de l'extraction de sable en baie de Lannion porté notamment par *Le peuple des dunes de Batz* et par *Grain de Sable*... Une combativité tout azimut.



Appel de la convergence anti-productiviste

Un appel à la convergence des forces écologiques et altermondialistes a été lancé en janvier 2018, suite à la publication de l'alerte *Demain il sera trop tard* de 15000 scientifiques, en novembre 2017. Les signataires du texte affirment que "c'est maintenant qu'il faut agir. Personne n'a aujourd'hui de réponses toutes faites, mais nous savons que nous devons changer de paradigme dominant. L'issue n'est pas du côté de l'austérité et de la croissance, mais plutôt d'une rupture avec le productivisme, l'extractivisme, la foi béate dans la techno-science, l'autoritarisme, le capitalisme." Loin d'être écrit sur un ton catastrophiste, cet appel invite à "changer nos modes de production et d'existence, car ils sont à l'origine de la situation actuelle, et l'effondrement des ressources pourrait nous conduire à la barbarie. Mais nous ne partons pas de rien, nous savons que des alternatives existent déjà à l'échelle mondiale, qu'il faut faire converger ; nous savons aussi que le rêve

des 99 % n'est pas d'imiter les 1 % contrairement à ce que voudraient faire croire les dominants." Les revendications sont concrètes, et notamment l'appel exige "dès maintenant, la fin des Grands Projets Inutiles imposés (de l'aéroport NDDL à Europacity en passant par le Grand Prix de France de F1), une réduction drastique du temps de travail (travailler moins pour travailler tous mieux), la généralisation des communs et de la gratuité (des transports en commun, des cantines scolaires, des services culturels et funéraires), une réduction drastique des inégalités de revenus et de patrimoine, un élargissement de la démocratie pour aller vers plus d'autonomie et de responsabilisation des peuples." Parmi les signataires de cet appel, on retrouve notamment Paul Ariès, Vincent Bruyère, Thierry Brugvin, Vincent Liegey, Stéphane Madelaine, Jean-Luc Pasquinet, Anne-Isabelle Veillot, Christophe Ondet, Michel Simonin ou encore Christian Sunt.

<http://initiatives-decroissantes.net/francais.htm>

» Jeu

En montagne sans voiture



Comme chaque année, l'association *Mountain Wilderness* (*Montagne Sauvage* en français) organise un jeu concours "Changer d'approche". Le principe est simple : racontez sur le support que vous voulez une sortie en montagne que vous avez faite sans prendre une voiture. Les meilleurs récits reçus d'ici le 30 septembre 2018 seront récompensés et sélectionnés pour enrichir le guide des sorties en montagne sans voiture publié par l'association. *Silence* est partenaire de ce jeu dont l'un des prix est un abonnement à la revue.

Informations et contacts : *Mountain Wilderness*, *Maison de la Nature et de l'Environnement de l'Isère*, 5 Place Bir Hakeim, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 01 89 08, www.changerdapproche.org

De l'association R(d')Évolution à la Ressourcerie du Pont

Depuis 10 ans, l'association *R(d')Évolution* accompagne dans plusieurs endroits en France (à Tourcoing, à Lyon, dans le Cantal, puis dans les Cévennes) des projets d'éducation populaire. L'association a débuté en mettant en place des ateliers théâtre et musique dans les écoles pour personnes souffrant d'un handicap mental. Elle a co-organisé plusieurs rassemblements comme *Le Souffle du Rêve* en 2013 ou la *Foire à l'autogestion des Cévennes* en 2014. Après des années de nomadisme, l'association a posé ses valises dans une ancienne usine textile au Vigan dans les Cévennes : c'est la création de *La Ressourcerie du Pont*. *La Ressourcerie du Pont*, c'est 3 500 m² prêts à stocker textiles, meubles, vélos, vaisselles à réparer, pour leur donner une deuxième vie.

La Ressourcerie du Pont, 15 quai du Pont, 30120 Le Vigan, contact@rdevolution.org, www.rdevolution.org



Environnement

» CHRONIQUE

CHRONIQUES TERRIENNES

To bee or not to bee* ?

Le déclin des populations d'abeilles et autres insectes pollinisateurs est une preuve supplémentaire de l'écocide en cours. Par milliards, des insectes se meurent en silence. Les études se multiplient pour constater l'effondrement écosystémique actuel.

Une disparition massive

Près de 80% des insectes auraient disparu en moins de trois décennies ! Chaque année, ce sont plus de 300 000 ruches qui disparaissent en France à cause des pratiques agricoles productivistes. L'arrachage des haies, la monoculture transformant de vastes étendues agricoles en désert biologique, l'épandage d'engrais et pesticides sont autant de causes permettant d'expliquer ce crime contre l'environnement.

Notre relation symbiotique avec les pollinisateurs est pourtant avérée. Sur les 100 espèces végétales cultivées qui fournissent 90 % des aliments mondiaux, 71 sont pollinisées par les abeilles. Les cultures maraîchères et fruitières dépendent par exemple à 90 voire 100 % des insectes pollinisateurs et 80 % des plantes à fleurs dépendent de ce type d'insectes pour leur reproduction et donc pour leur survie.

Une réponse en dessous des enjeux

Le recours aux insecticides néonicotinoïdes, dont la toxicité est 5 000 à 10 000 fois plus élevée que l'insecticide DDT pourtant interdit en France depuis 1972, est de ce fait proprement scandaleux et menace la survie même de l'humanité et sa capacité à assurer sa subsistance alimentaire.

Face à ce drame silencieux, les parlementaires ont fini par accepter, en 2016, une interdiction de ces insecticides tueurs d'abeilles à partir de septembre 2018. Comme dans les mauvais contrats d'assurance, les député-es ont assorti cette interdiction de clauses illisibles et de dérogations possibles

Stéphen Kerckhove



jusqu'en 2020. Les "expert-es" de l'Agence nationale de sécurité sanitaire et environnementale, bien à l'abri des regards indiscrets, conseillent le gouvernement qui s'apprête à accepter de prolonger l'utilisation de ces insecticides néonicotinoïdes d'au moins deux ans !

Alors que des alternatives agronomiques existent et que ces dernières sont mises en œuvre tous les jours par des dizaines de milliers d'agriculteurs bio, le gouvernement entretient l'idée selon laquelle il n'y aurait pas d'alternative à l'agriculture chimique.

Face à cette volonté gouvernementale de donner des gages aux petit-es chimistes faisant profession d'agriculteu-ses, la mobilisation doit redoubler. L'interdiction adoptée par les parlementaires doit être ferme et définitive. En parallèle, des milliers de citoyens sont en train de créer des zones de BZZZ en semant des graines mellifères. Chaque zone créée est un signal adressé à ceux qui préfèrent remettre à demain les décisions qui auraient dû être adoptées avant-hier.

Gageons que la mobilisation citoyenne saura se faire entendre de décideurs politiques majoritairement atteints de surdité démocratique.

*abeille

Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourenvironnement.org.

Coup d'arrêt à EuropaCity



Les opposant-es sont bien conscient-es que ce coup d'arrêt n'est pas un coup fatal assigné à Europa-City. Quelques jours après l'annonce du tribunal, l'établissement public foncier d'Île-de-France menace d'expulser d'un champ les opposant-es, regroupé-es dans le Collectif pour le triangle de Gonesse (CPTG). Ce dernier, cultivé depuis mai 2017, se situe sur la zone retenue par le groupe Auchan et son allié chinois Wanda, porteurs du projet.

Comme alternative au méga-complexe, le CPTG propose la Carma (Coopérative pour une ambition rurale métropolitaine et agricole). Son objectif : conserver les terres agricoles périurbaines et favoriser l'agroécologie, tout en étant promoteur d'emploi.

CPTG : <http://nonaeuropacity.com>

Mardi 6 mars 2018, le tribunal de Cergy-Pontoise a annulé l'arrêté préfectoral autorisant l'urbanisation des terres fertiles du triangle de Gonesse dans le cadre du projet de méga-complexe touristico-commercial, plus gros projet du genre en Île-de-France. Motif : l'étude des impacts environnementaux de l'enquête publique d'avril-mai 2016 serait insuffisante.

» Pas-de-Calais

Dans la famille des grands projets inutiles...

... Je demande le petit dernier : Tropicalia ! Comme son nom l'indique, ce projet est celui d'une serre tropicale de 2 hectares, abritant faune et flore "exotiques" sur la Côte d'Opale, près de Berck. Sa température constante de 26 à 28°C lui permettra d'accueillir caïmans, colibris, tortues, papillons... et quelques 500 000 visiteu-ses par an, semblerait-il en mal de jungle. Son ouverture est prévue d'ici 2021 et le chantier commencerait au premier trimestre 2019. "La plus grande serre tropicale du monde" a, bien-sûr, un coût : 50 millions d'euros d'investissement et (seulement) 100 emplois sont envisagés à l'année. Un appel pour une nouvelle zone à défendre ?

(Sources : Mr Mondialisation, 12 avril 2018, "Une serre tropicale géante en plein nord de la France : 'une aberration totale'")



NOTRE-DAME-DES-LANDES

Le 9 avril 2018 au matin a commencé une tentative d'expulsion policière de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Le gouvernement justifie cette attaque par la volonté de "régulariser la situation" des habitant-es et des exploitations agricoles. Drôle de façon de normaliser une situation que d'envoyer l'armée... À l'heure où nous bouclons ce numéro, la pression policière est redescendue sans avoir disparu, et environ 40 dossiers ont été déposés par les habitant-es pour régulariser leur situation. L'avenir reste incertain.

♦ **L'évacuation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes en chiffres.** Le jeudi 19 avril, le bilan de l'opération militaire à Notre-Dame-des-Landes est lourd : 2 500 gardes mobiles, soit 25 escadrons de la gendarmerie, ainsi que deux hélicoptères sont déployés dans la zone. Au bout de 10 jours d'affrontements et de coups de grenades, flashball et matraques, 272 personnes sont blessées, dont dix gravement, et 29 habitations détruites. 11 000 grenades (chiffre confirmé par une source officielle) ont été tirées par les gendarmes mobiles. 2 000 d'entre elles ont été déversées devant la préfecture le jeudi 19 avril au matin. Heureusement, tous les chiffres ne sont pas aussi lourds, et face à ces opérations policières, plus de 10 000 manifestant-es sont présent-es le samedi 14 avril à Nantes pour soutenir les occupant-es. Une partie de la manifestation s'est ensuite dirigée vers la ZAD pour continuer le soutien en y habitant quelques jours.



♦ **300 000 euros par jour.** "Jamais, depuis 1968, autant de membres des forces de l'ordre n'avaient été mobilisés sur une opération de maintien de l'ordre en métropole", estime France Inter. La radio publique réalise une estimation du coût de cette opération face à l'absence d'informations des autorités à ce sujet. La facture s'élèverait à 300 000 € par jour en comptant la rémunération des soldats mobilisés, l'hôtellerie, la restauration, les munitions et l'hélicoptère notamment, soit 3 millions d'euros dépensés les 10 premiers jours de l'opération. Cela revient à 30 000 € par zadiste expulsé !

♦ **Les naturalistes sont toujours en lutte à Notre-Dame-des-Landes.** En effet, malgré l'arrêt du projet d'aéroport, le bocage humide de la ZAD et sa biodiversité sont encore en danger. Les agrandissements de fermes et l'application d'un modèle agricole classique qui a déjà créé des "déserts biologiques" entraîneraient des pertes considérables de biodiversité selon les Naturalistes en lutte.

♦ **Rêve général.** "Le 9 avril 2018, 2 500 gendarmes, CRS et policiers avec force véhicules blindés et hélicoptères ont délogé les exilé-es fiscaux partout en France. Grâce à cette opération l'Etat français récupère 60 milliards pour financer nos services publics. Le président a prévu de s'exprimer rapidement sur TF1 pour en expliquer la juste répartition". Telle aurait pu être l'annonce faite si nous avions un gouvernement luttant contre la dictature de la finance et pour l'égalité sociale. Malheureusement, au final c'est à Notre-Dame-des-Landes que les CRS sont intervenus contre les habitant-es et les paysan·nes qui prennent soin de ce territoire depuis des années.

♦ **Écouter Klaxon, pendant les expulsions.** Radio Klaxon est une radio pirate amateur qui émet sur la ZAD sur 107.7 FM et qui peut aussi s'écouter partout ailleurs sur internet. C'est une radio vivante et locale qui occupe les ondes de Vinci autoroute dès que l'on s'approche de la ZAD. Cette radio permet de suivre en direct les nouvelles du bocage et d'ailleurs. Nombreuses sont les personnes qui se baladent avec leur poste sur la ZAD... Il est possible de passer des annonces en appelant le 07 53 38 06 70, ou par mail : radio.klaxon@riseup.net.

♦ **Soutenir les zadistes quand on habite dans la région.**

Cela peut passer par le fait de proposer des services concrets en soutien à celles et ceux qui sont sur la zone, comme par exemple offrir un petit coin tranquille chez soi pour que des gens puissent se reposer temporairement, ou permettre de stocker des affaires personnelles, etc. N'hésitez pas à contacter zad-soutien-alentours@riseup.net !

♦ **Architectes et urbanistes défendent d'autres manières d'habiter.** Le 6 avril, un appel collectif signé entre autres par Gilles Clément, Isabelle Stengers et Thierry Paquot, saluait "les interactions entre habitants 'historiques', paysans, squatteurs, voisins, animaux sauvages ou d'élevage, herbes, insectes et arbres". Il poursuivait : "Hors-norme, multiples, divers, poétiques, adaptés, bidouillés, légers, sobres, précaires, faits de matériaux locaux ou de réemploi, en terre, en bois, en paille ou en récup, ces constructions répondent à leur échelle aux enjeux écologiques et énergétiques, à rebours du monde que l'industrie du béton et de l'acier est en train de construire partout sur la planète. (...) La multiplicité des formes construites montre des possibilités d'habiter et de bâtir hors des logiques foncières et immobilières basées essentiellement sur la spéculation".

♦ **"Le collectif : voilà le sujet du combat qui se joue à Notre-Dame-des-Landes.** Quand le gouvernement impose des conventions d'occupation temporaires individuelles, des paysan·ne·s, de la Ferme des Cent noms ou d'ailleurs, envisagent leur activité collectivement. (...) Isolé·e·s les un·e·s des autres, les agriculteur·trices de notre pays souffrent et meurent. À Notre-Dame-des-Landes, l'intervention brutale des forces de l'ordre ne vise pas à faire respecter le droit. Elle vise à combattre une idée : celle d'un autre rapport à l'agriculture, en rupture avec le modèle productiviste", estiment les nombreux signataires d'une tribune parue sur Médiapart le 12 avril, "Cent noms pour une zone d'agriculture durable à Notre-Dame-des-Landes".

♦ **Les armes de la répression.** L'escalade de la violence des forces de l'ordre peut se lire dans le type d'armes utilisées. Ces armes sont fabriquées, par exemple, à l'usine Nobel Sport de Pont-de-Buis, dans le Finistère. L'usine est classée Seveso 3, car le "maintien de l'ordre" suppose des matières explosives, irritantes, dangereuses. Un rassemblement a eu lieu le mercredi 18 avril pour dénoncer la fabrication de ces armes. Un autre rassemblement a eu lieu à Saint-Étienne le samedi 14 avril devant l'usine d'armement Verney Carron en soutien à la ZAD. Plus de 600 personnes ont dénoncé la production d'armes "non létales" pour la police et la gendarmerie (flashball, lacrymos, grenades, etc.).

Manifestations de soutien





NUCLÉAIRE ÇA BOUM !

Annick Suzor-Weiner

Le Jour où la Terre s'arrêtera

En 1951, Robert Wise réalisait un film prémonitoire : *Le Jour où la Terre s'arrêtera*, mêlant science-fiction et actualité politique, en ce début de guerre froide. Un extra-terrestre charismatique se pose à Washington dans l'espoir de convaincre l'humanité, sous peine de destruction immédiate, d'arrêter sa course aux armements nucléaires. Devant la surdité des États, l'extra-terrestre fait s'arrêter la terre durant une minute, puis se tourne vers les scientifiques pour qu'ils incitent les politiques à s'entendre.

Pugwash, un mouvement international contre les armes nucléaires

Dans la réalité, c'est l'essai nucléaire américain de Castle Bravo en 1954, première bombe H (puissante comme 1000 bombes A d'Hiroshima), qui a déclenché cette prise de conscience des scientifiques, même si nombre d'entre elles et eux, y compris parmi les artisans du projet Manhattan, ont été assaillis de doutes après les deux explosions nucléaires d'août 1945. En 1955, Russel et Einstein publient un manifeste avec le beau titre "*Notice to the World*", appelant à cesser le développement, les essais et l'usage de l'arme nucléaire. Ce manifeste se concrétise en

1957 par le lancement du mouvement *Pugwash* (du nom de la petite ville canadienne qui héberge la réunion), plus précisément dénommé *Pugwash Conferences on Science and World Affairs*. Ce mouvement, avec ses groupes nationaux dans une cinquantaine de pays dont la France, obtient le Prix Nobel de la Paix en 1995, partagé avec son fondateur Sir Joseph Rotblat, physicien d'origine polonaise.

Soixante ans plus tard, après de nombreuses avancées dans la voie du désarmement mais de vrais blocages dus à l'attachement des 9 pays "dotés" à la doctrine de la dissuasion nucléaire, c'est une nouvelle étape vers le désarmement qui s'est ouverte à New York en juillet 2017, avec la promulgation par l'ONU du Traité d'interdiction des armes nucléaires. Les scientifiques se sont associés avec vigueur à la conférence préparatoire, en publiant lors de son ouverture une lettre de soutien signée par 3 000 d'entre eux, dont de nombreux Prix Nobel.

Un déclenchement accidentel de frappe nucléaire est possible

Pour les scientifiques, comme pour le mouvement *Pugwash*, la dissuasion nucléaire

est une doctrine obsolète et dangereuse, basée sur un équilibre de la terreur entre les pays dotés tandis que les économies émergentes aspirent à rebattre les cartes mondiales, avec un risque de prolifération. Les scientifiques alertent sur les risques présentés par les stocks d'armes nucléaires (plus de 14 000 aujourd'hui, dont beaucoup prêtes à être déclenchées) et sur la probabilité croissante de déclenchement accidentel ou dû à la mauvaise appréciation – ou la folie – d'un dirigeant. Les menaces cybernétiques ne font qu'augmenter ce risque, rendant plus aléatoires la protection des sites d'armes nucléaires et la sûreté des circuits de décision. Enfin, sur un plan humanitaire, le risque d'hiver nucléaire résultant d'une attaque pourrait remettre en question toutes les prédictions du nombre de victimes, à court et moyen terme.

C'est donc un vrai soutien qu'une bonne partie de la communauté scientifique apporte au Traité d'interdiction. Celui-ci s'oppose à la doctrine de dissuasion comme à toute menace de frappe nucléaire, qui pourrait bien faire s'arrêter la Terre, ou du moins l'Humanité...

➤ *Pugwash* : pugwash.org.
Pugwash France : pugwash.fr

Annick Suzor-Weiner est professeur émérite à l'Université Paris-Sud, Vice-Présidente de Pugwash-France, membre du bureau d'IDN (Initiative pour le Désarmement nucléaire).



Nucléaire

Fukushima

♦ **Plus de 30 millions de personnes ont été exposées à des produits radioactifs.** 47 000 personnes sont intervenues sur le site de la centrale depuis le début de l'accident, dont plus de 42 000 sous-traitants. 1 203 personnes ont reçu des doses supérieures aux limites et ne peuvent plus travailler en milieu radioactif. Autour, ce sont 13 millions de personnes qui sont intervenues en zones évacuées pour essayer de décontaminer les lieux et permettre un éventuel retour. Il convient d'y ajouter 17 millions de personnes qui sont intervenues en zone non évacuée (donc moins radioactive) pour nettoyer des zones de pollution. Ce sont donc au total plus de 30 millions de personnes qui ont manipulé des matières radioactives. Selon les données du ministère de la Santé, seuls les travailleurs du site et 36 000 décontaminateurs ont fait l'objet d'un suivi dosimétrique des doses reçues. À ces trente millions de personnes, il faut ajouter les services de secours (policiers, pompiers, médecins, ambulanciers...) dont les éventuelles mesures de radioactivité ne sont pas rendues publiques. Ne sont pas connues non plus précisément les doses prises par les personnes qui sont en zone non évacuée mais touchée par la radioactivité (plusieurs dizaines de millions de personnes dont les 20 millions d'habitantes de Tokyo), ni les doses prises par les personnes qui ont refusé de quitter les zones évacuées. Le désastre sanitaire est encore à venir.

4 jours d'actions pour le désarmement nucléaire !

Du 6 au 9 août 2018, entre l'anniversaire du bombardement d'Hiroshima et celui de Nagasaki, 4 jours de "jeûne-action" sont organisés dans plusieurs villes de France (Paris, Montpellier, Dijon, Brest, Tours, Cherbourg, etc.). En Allemagne et en Angleterre d'autres jeûnes-actions sont en lien avec eux.

Il s'agit d'interpeller l'opinion publique en organisant des actions de rue (clown-activisme, die-in, commémoration, etc.), des conférences, des projections de film, etc.

Ce jeûne est organisé depuis plus de 30 ans, mais, cet été, les activistes seront d'autant plus actifs et actives que le Prix Nobel de la Paix 2017 a été remis à l'ICAN (*Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires*) à qui revient la signature d'un traité d'interdiction des armes nucléaires voté à l'ONU par 122 pays en décembre dernier.

Informations et inscriptions : abolitiondesarmesnucléaires@orange.fr
ou tél. : +33 6 32 71 69 90. À Paris, logement gratuit dans un gymnase.
Informations sur les jeûnes-actions des années précédentes : www.abolitiondesarmesnucléaires.org

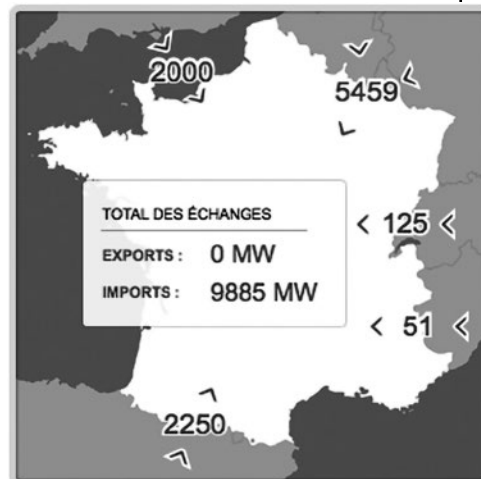


Les compteurs Linky dans le collimateur de la Cour des comptes

Dans son rapport publié le 7 février 2018, la Cour des comptes se montre sévère envers les compteurs Linky. Elle ne se prononce pas sur la pertinence du remplacement des 31 millions de compteurs mais critique les conditions du déploiement des nouveaux qui rendront l'opération profitable bien davantage pour Enedis (ex. ERDF) que pour les ménages. C'est que le coût de l'opération est évalué à 5,7 milliards d'euros entre 2014 et 2024. Enedis avance l'argent, mais se remboursera dès 2021... sur les hausses des factures des foyers. Selon les calculs de la Cour des comptes, elle empochera au passage quelques 500 millions d'euros. Et par ailleurs, les économies d'énergie réalisées par les ménages, qui sont la grande justification de l'opération, ne sont pas au rendez-vous. La Cour des comptes pointe l'insuffisance des informations fournies et donc la très faible utilité de "l'intelligence" des compteurs Linky.

Nucléaire et dépendance énergétique

L'hiver les moyens de production d'électricité sont fortement sollicités, avec force fioul et charbon (2 GW chacun !). La France n'est pas capable de fournir assez d'électricité, et est forcée de l'acheter très cher à l'étranger. Par exemple, le 28 février à 7 h, pour une puissance appelée sur le réseau de 90 GW (90 GW = 90 000 MW, soit l'équivalent de la puissance d'environ 90 réacteurs nucléaires), la France a importé 10 GW, soit plus de 11 % de la demande. Le grand responsable est le chauffage électrique, spécificité française imposée de longue date par EDF avec ses campagnes de publicité "Tout électrique, tout nucléaire". Ainsi, nous sommes arrivés à ce que la pointe de consommation de la France représente la moitié de la pointe européenne. Nous avons vraiment de la chance que tous nos voisins possèdent des capacités de surproduction disponibles pour nous aider à passer ces périodes difficiles. Mais, grâce aux interconnexions, comme à ce moment le vent était particulièrement important, nous avons ainsi bénéficié de 2 250 MW d'électricité espagnole, où l'éolien représentait plus alors de 32 % de leur production électrique. On peut ainsi se féliciter de l'utilisation de la nouvelle liaison enterrée mise en service en 2015, à travers les Pyrénées. Si au moins nous avions eu une vraie politique de développement du solaire thermique, comme en Allemagne où en 2014 s'installaient 54 fois plus d'installations de chauffage solaire qu'en France, des millions de ballons d'eau chaude et de maisons n'auraient pas besoin de chauffage électrique à l'heure de pointe, de loin la plus fréquente rencontre en hiver, vers 19 heures.



Jean-Louis Gaby



Les centrales villageoises se fédèrent

Les centrales villageoises sont des sociétés locales qui ont pour but de développer les énergies renouvelables sur un territoire en associant citoyen·nes, collectivités et entreprises locales (voir *Silence* n°454, p. 34, "Les centrales villageoises, des alternatives à petite échelle"). La première centrale de ce type en France a vu le jour en 2010 et le modèle a vite essaimé. En mars 2018, l'association des Centrales villageoises est née. En 2017, le réseau des Centrales villageoises comptait 33 sociétés réparties dans 4 régions (Auvergne Rhône-Alpes, PACA, Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté). Elles ont déjà mis en service 179 installations photovoltaïques (1,7 Mwc), et de nombreux autres projets sont en développement. Les centrales villageoises reposent sur une approche territoriale favorisant le développement local, le lien aux entreprises du territoire et l'appropriation citoyenne des enjeux énergétiques. De très nombreuses ressources pour connaître et pour monter une centrale villageoise sont disponibles sur le site de l'association.

Centrales villageoises, RhôneAlpénergie-Environnement, 10 rue des Archers, 69002 Lyon, www.centralesvillageoises.fr



Les pilotes de ligne, meilleur·es alli·es du climat ?

À chaque grève dans les aéroports ou les compagnies aériennes, ce sont des centaines de vols aériens qui sont annulés. Davantage à chaque fois que la totalité des vols jamais bloqués par l'ensemble des actions pour le climat dans les aéroports depuis le début du mouvement climatique. Ainsi, lors d'une grève à Air France en été 2016, "plus de 900 vols ont été annulés", relate le journal *Le Monde* dans son édition du 31 juillet 2016. Lors de la grève d'avril 2018, ce sont environ 30 % des vols qui sont annulés durant plusieurs jours. 50 % des vols long courrier de la compagnie ont été annulés également le 21 février 2018 en raison d'une grève des pilotes.

Au niveau de l'impact climatique, c'est ce qu'on appelle de la convergences entre luttes syndicalistes et écolos ! Nous devrions donc nous réjouir intimement de chaque grève des pilotes de ligne et les encourager dans leur élan. Allez les pilotes, on est avec vous ! Ne lâchez rien !



Le budget des armées ne connaît pas la crise

« La France doit tenir son rang. Elle doit faire entendre sa voix. Elle doit être en mesure d'intervenir partout où ses intérêts sont menacés, partout où la stabilité internationale est en jeu. » La présentation de la nouvelle Loi de Programmation Militaire (LPM) par la Ministre des Armées(1) n'a rien d'original. Si l'affirmation selon laquelle la France "sera capable de l'emporter quel que soit le terrain, l'adversaire ou les conditions" relève du "délire guerrier", comme l'a relevé *Le Canard enchaîné* (28 mars 2018), il s'agit en revanche de maintenir les objectifs fixés par le *Livre blanc* de 2013, soit la capacité à intervenir simultanément sur trois théâtres d'opérations majeurs de manière autonome ou dans le cadre de coalitions. Soit un déploiement possible de 15 000 membres des forces terrestres et le maintien d'une force interarmées de réaction immédiate (FIRI) de 2 300 militaires.



"Accroître la marge de manœuvre des armées en opération"(2)

Outre le renouvellement des matériels de guerre, les investissements nouveaux, l'accroissement des moyens aériens, le développement des forces spéciales et du renseignement, certaines mesures visant à faciliter l'activité des forces françaises en opérations extérieures ("Opex"), notamment dans le cadre de la "guerre contre le terrorisme" au Sahel, ne sont pas de nature à rassurer. Ainsi, "pour identifier l'ennemi qui se

fond dans la population"(2), l'article 23 autorise les militaires à procéder à des prélèvements salivaires en vue de constituer un fichage génétique des personnes constituant une "menace pour la sécurité des forces ou des populations civiles"(3). Le prélèvement n'était jusqu'à présent autorisé que pour les personnes tuées ou capturées. "Cette extension du champ d'application des relevés **ne présente pas de risques de dérives** [en gras dans le texte]"(2), assure-t-on. Nul doute que cette mesure va puissamment contribuer à améliorer les relations des populations locales avec les troupes françaises, lesquelles ne sont bien sûr jamais perçues comme des forces d'occupation, si l'on en croit les autorités politiques et militaires.

"Vers des budgets de défense rehaussés et fiabilisés"(2)

Conformément à la promesse électorale de Macron, la loi de programmation militaire prévoit de porter progressivement le budget des armées à 2 % du PIB. Certains officiers n'ont toutefois pas manqué de couiner, via des journalistes spécialisés en défense, que la hausse promise était en partie en trompe-l'œil. Le surcoût non budgétisé des Opex était en effet depuis plusieurs années absorbé par des financements inter-ministériels. Or, la LPM prévoit une augmentation progressive de la dotation initiale, de 450 millions d'euros actuellement à 850 en 2019 et 1,1 milliard en 2020. Le surcoût (le milliard est largement dépassé chaque année) restera couvert "par financement interministériel au titre de la solidarité gouvernementale". Mais si l'armée paye l'essentiel de ses Opex, où va-t-on ?, s'indignent certains officiers. Au chapitre économique, notons la création d'un "budget spécifique pour le soutien aux exportations d'armement (SOUTEX)", soit 400 postes pour "une nouvelle mission qui échoit aux armées et n'avait jamais été reconnue en tant que telle"(2). Le texte ne précise pas si les militaires seront intéressés aux commissions et rétro-commissions qui accompagnent les contrats d'armement...

(1) Audition devant la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées du Sénat, 20 février 2018.

(2) Avis fait au nom de la commission des Affaires étrangères, par Mme Laetitia Saint-Paul, 07 mars 2018.

(3) Projet de loi de programmation militaire 2019 / 2025.

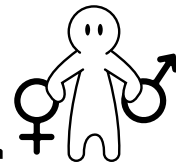
» Israël-Palestine

"Sous l'occupation, gifler un soldat est pire que tuer un Palestinien"

Jonathan Ofir met en lien sur le site *Mondoweiss* les peines échues à Ahed Tamimi pour avoir giflé un soldat israélien en 2017 et à Elor Azarya, soldat israélien qui a abattu un civil palestinien dans l'incapacité d'agir d'une balle dans la tête à bout portant en 2016. Dans un article intitulé "Sous l'occupation, gifler un soldat est pire que tuer un Palestinien", il met en parallèle le fait que le 26 mars 2018, la cour d'appel militaire d'Israël a refusé à Ahed Tamimi, 17 ans, sa requête d'un procès public

au profit d'un huis-clos, et que le même jour, la commission militaire israélienne des libérations conditionnelles a réduit la peine d'Elor Azarya de 18 mois à 9 mois. Ahed Tamimi a finalement été condamnée à 8 mois d'emprisonnement.

Agence médias Palestine, 21 ter Rue Voltaire, 75011 Paris, www.agencemediapalestine.fr.



À Philadelphie, une maison écologiste au cœur d'un campus féministe

Bryn Mawr College, université privée nichée dans une banlieue cossue de Philadelphie, est connue aux États-Unis en tant que membre des "Sept Sœurs", un groupement d'universités féminines créées à la fin du 19^e siècle pour promouvoir l'éducation des femmes. C'est l'une des toutes premières universités américaines à avoir délivré des doctorats à ces dernières ; et encore aujourd'hui l'école peut s'enorgueillir d'avoir un pourcentage particulièrement élevé d'étudiantes poursuivant jusqu'en thèse, y compris dans des disciplines encore très masculines telles que les sciences et les mathématiques. Bryn Mawr est également connue pour son magnifique campus verdoyant, conçu dans un style néo-gothique s'inspirant d'Oxford et de Cambridge.

Une petite maison à l'orée d'un bois

Si l'on dépasse les grands bâtiments centraux tout en arcades et en vitraux, qui valent à l'école d'être surnommée "Poudlard" (1), et que l'on s'aventure aux confins du campus, on arrive devant *Batten House*, une petite maison à l'orée d'un bois. Depuis 1999, il s'agit d'une résidence à part : chaque année une douzaine d'étudiantes, choisies pour leur motivation, peuvent y faire l'expérience d'une forme de vie coopérative centrée sur la sensibilité environnementale. Les élèves s'engagent à adopter des pratiques écologiques – notamment en terme d'alimentation et de recyclage, mais également à sensibiliser le reste de la communauté étudiante, en organisant des repas vegans cuisinés à partir de produits locaux plusieurs fois par mois, ainsi que différents événements et débats autour de questions de justice sociale et de respect de l'environnement. Les décisions sont prises par consensus, et l'entraide est valorisée plutôt que la compétition, omniprésente dans tous les domaines dans notre



société. Certaines résidentes résument leur expérience à *Batten House* en disant qu'elles font le choix de vivre maintenant selon les valeurs qu'elles aimeraient voir dans le monde, plutôt que d'attendre que la société change.

Des habitats créateurs de liens et porteurs de sens

Si cette initiative ne doit pas empêcher de porter un regard critique sur le bilan environnemental global de l'institution et sur son accessibilité, elle ouvre toutefois une piste intéressante : celle de faire entrer les modes de vie engagés là où on ne les attendait pas forcément. Nul besoin d'attendre d'avoir achevé ses études et mis de l'argent de côté, ou d'avoir fait un *burn-out* et revu radicalement son rapport à la société, pour expérimenter les possibilités d'une façon de vivre plus solidaire et durable. La généralisation de ce type de coopératives dans davantage de campus pourrait peut-être contribuer à la diffusion de valeurs et de pratiques alternatives.

Si l'on tourne maintenant le regard vers la France, qui ne repose pas sur ce système de campus universitaires, on peut voir qu'il y a un engouement d'étudiant-es, mais pas uniquement, pour les éco-colocations. Cet élan invite à penser et expérimenter des habitats créateurs de liens et porteurs de sens.

(1) Pour les *Moldu* : Poudlard est le nom du pensionnat pour jeunes sorcières et sorciers dans la saga romanesque de J.K.Rowling, *Harry Potter*.

Chaque mois, retrouvez dans cette chronique un lieu habité dans un esprit féministe.

Machsom Watch : les Israéliennes veillent

Depuis 2001, chaque jour, des dizaines d'Israéliennes de l'association *Machsom Watch* se rendent sur les checkpoints et dans les territoires occupés pour veiller au respect des droits des Palestinien·nes. Depuis le début des années 2000, des permis sont exigés pour circuler entre la Cisjordanie et les quartiers arabes de Jérusalem. Pour rentrer dans Jérusalem, les Palestinien·nes sont soumis·es à des contrôles comme au checkpoint de Qalandiya, patientant souvent une à deux heures quotidiennement pour travailler côté israélien. Ces checkpoints sont des lieux de tensions et souvent d'humiliations pour les Palestinien·nes. *Machsom Watch* dénonce la logique de colonisation et d'occupation d'Israël en témoignant de ces agissements. Aujourd'hui, environ 200 Israéliennes documentent les violations commises aux checkpoints par les soldats à l'encontre des Palestinien·nes, en se rendant sur place.

<https://machsomwatch.org>

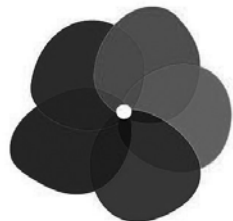
Les inégalités hommes/femmes à la loupe

Il est aujourd'hui des hommes – et même quelques femmes – pour affirmer que l'égalité entre les sexes a été atteinte et que le féminisme n'a plus lieu d'être. Les femmes auraient même pris le dessus sur les hommes dans bien des domaines. Le féminisme dépasse de beaucoup les seuls enjeux d'égalité, mais en s'en tenant déjà à ceux-ci, le très peu révolutionnaire *INSEE* remet les pendules à l'heure. L'institut statistique officiel a comparé, en 2017, 8 indicateurs d'égalité : les conditions de vie matérielle, la santé, l'éducation, les activités dites "productives" (emploi et travail domestique), la représentation politique et la gouvernance, les liens sociaux, les conditions environnementales, l'insécurité physique et économique. Dans chacun de ces domaines les femmes pâtissent d'une inégalité par rapport aux hommes. On attend toujours la liste des domaines dans lesquels les hommes souffriraient d'inégalité par rapport aux femmes. Aux dernières nouvelles, elle aurait été repérée dans la galaxie d'Andromède !



Les minorités enrichissent l'Europe !

Dans l'Union européenne, environ 50 millions de personnes appartiennent à une minorité nationale ou pratiquent une langue minoritaire. Elles participent grandement de la diversité culturelle et linguistique de notre continent. Mais les droits de ces minorités sont souvent bafoués. L'*Union fédérale des nationalités européennes (FUEN)*, qui regroupe 90 organisations dans 33 pays d'Europe, fondée en 1949, est la plus grande fédération de groupes autochtones et de minorités nationales et ethniques en Europe. Elle a lancé une initiative européenne pour que des mesures législatives soient prises afin



MINORITY SAFEPAK INITIATIVE

DU BIST NICHT ALLEIN. EINE MILLION
UNTERSCHRIFTEN FÜR DIE VIELFALT EUROPAS

de renforcer les langues régionales et minoritaires au niveau de l'éducation et de la culture, de la politique régionale, de la participation, de l'égalité, du contenu des médias, du soutien aux régions, qui s'est clôturée avec succès le 4 avril 2018. Un outil, introduit par le traité de Lisbonne, qui permet de soumettre des propositions législatives à la Commission européenne. Cette dernière peut décider d'y donner suite ou non. L'initiative "plan de sauvetage des minorités" est la 5^e à atteindre le million de signatures. 1 215 876 recueillies au total, avec prise en compte du numéro de carte d'identité ou de passeport. 11 pays ont atteint le quota fixé par l'État, dépassant largement le minimum requis de 7 États. Toutefois, le nombre de personnes ayant signé en France est seulement de 9 039 alors que l'objectif était fixé à 55 000. Le nombre total de participant-es a été atteint principalement grâce aux citoyen-nes de Roumanie, Hongrie, Slovaquie, Italie et Espagne. L'initiative contient 9 propositions réglementaires en faveur de la protection et la promotion de la diversité culturelle et linguistique au sein de l'Union Européenne. Il s'agit par exemple d'adapter les programmes de financement afin d'en faciliter l'accès aux langues minoritaires.

Les autres initiatives ayant abouti depuis 2012 concernent le droit à l'eau, l'interdiction de la vivisection, la dignité humaine et l'interdiction du glyphosate. Toutefois, la Commission européenne a refusé de donner suite à cette dernière sous prétexte d'absence d'études scientifiques sur lesquelles se baser pour justifier l'interdiction. On voit donc là les limites de cet outil européen. On est loin par exemple de l'"initiative populaire fédérale" en Suisse. Il s'agit dans ce cas d'un véritable mécanisme de démocratie directe, permettant à 100 000 citoyen-nes de proposer une votation pour modifier la constitution. En France, un "référendum d'initiative partagée" peut être organisé depuis 2015. Toutefois, les conditions très restrictives de mise en œuvre, à savoir recueillir le soutien d'un cinquième des parlementaires et d'un dixième des électeurs, font que ce type de référendum n'a pas encore vu le jour.

» Casse des services publics

Un quartier solidaire contre la fermeture de son bureau de poste

"La Poste se soucie du service public comme de sa première chemise" tonne le collectif *J'aime ma poste* à Grenoble. Le bureau du quartier Championnet est menacé de fermeture en juin 2018 faute de "rentabilité". Dur à comprendre dans un quartier marqué par son dynamisme commerçant et résidentiel. L'union de quartier, les syndicats et les élu-es s'y opposent depuis de longs mois. La Poste a premièrement annoncé que le service courrier serait confié à un commerce du quartier devenant "relais de poste urbain". Mais grâce à la mobilisation, aucun commerçant n'a accepté, par solidarité, de jouer le jeu ! Leur détermination permet d'appréhender la lutte sous un nouveau jour : faute de pouvoir ouvrir un relais postal, obligatoire en cas de fermeture de bureau, le collectif va pouvoir engager un recours judiciaire. Le maire de Grenoble, Éric Piolle, soutient la mobilisation et s'est déplacé en personne (à vélo !) lors du rassemblement du 21 avril devant le bureau de Championnet. La Poste n'a pas tenu compte de l'avis consultatif défavorable rendu par la mairie au sujet de cette fermeture et a même refusé d'effectuer une enquête d'usage pour dénombrer la fréquentation réelle de ce service de proximité. La convergence de groupes divers, élus, syndicats, commerçant-es, collectifs d'habitant-es, personnes âgées, lors de ce rassemblement a permis d'imaginer de nouveaux moyens d'action comme de réaliser soit même cette enquête.



La firme BASF commercialise-t-elle illégalement des OGM ?

C'est la question qu'ont posé 7 organisations de la société civile le 5 avril 2018 à Dijon. Ce jour là, des membres du collectif des *Faucheurs volontaires* devaient comparaître pour la neutralisation en novembre 2016 à Longvic d'une parcelle d'essai de colza génétiquement modifié appartenant au groupe *Dijon Céréales*. L'un des prévenus, Franck, a parcouru 380 kilomètres à pied depuis Saint-Julien-Molins-Molette dans la Loire, pour se rendre sur les lieux du procès. Finalement, l'audience a été reportée pour cause de grève des magistrat-es. Cette convocation a cependant été l'occasion d'une manifestation remarquée à travers Dijon, les faucheurs et faucheuses d'OGM étant tractés sur une carriole par des chevaux de trait.

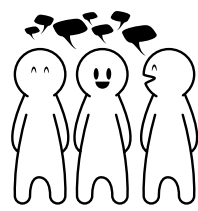
Par ailleurs, lors d'une conférence de presse, les organisations soutenant les prévenu-es (*Confédération Paysanne*, *OGM dangers* et *Vigilance OGM* 33 notamment) ont remis en cause la légalité des cultures de colza Clearfield de la société BASF. Les organisations dénoncent l'utilisation en toute impunité de la technique de la mutagenèse, reconnue officiellement comme OGM mais

exclue du champ d'application de la loi obligeant à leur contrôle et à leur traçabilité. Les organisations considèrent que ces colzas sont obtenus d'une manière non naturelle par une technique qui n'est pas exclue du champ d'application de la réglementation OGM. En effet ces cultures impliquent également selon elles la multiplication *in vitro* des cellules de pollen pour les transformer ensuite en embryons puis en plantes. Cette opération modifie génétiquement le colza "d'une manière qui ne s'effectue pas naturellement par multiplication ou recombinaison naturelle". Elles en concluent que ces colzas Clearfield sont des OGM qui doivent être soumis à cette réglementation. Et que BASF est dans l'illégalité en cultivant de telles plantes en plein champ. La multinationale nie en bloc

et insiste sur le caractère légal de la technique de la mutagenèse. Qui aura gain de cause ? Dans ce rapport de forces inégal entre lobbyistes et militant-es, seule la désobéissance civile et le recours à la justice qui s'ensuit semblent être en mesure de pouvoir faire avancer le débat.

(Source : Inf'OGM.org, 12 avril 2018).





» Pyrénées-Atlantiques

"Eux c'est nous"... en rétention !



Florence Warembourg, membre de Bizi!, brandit un sécateur, prêt à couper symboliquement les barbelés de l'Europe prison.

Mardi 3 avril 2018, 146 personnes se sont portées volontaires, dont 80 présentes sur place, pour se faire enfermer à la place des migrant-es dans le centre de rétention d'Hendaye. Cette tentative d'occupation, le jour de sa réouverture, est à l'initiative du mouvement altermondialiste basque Bizi !. Elle s'inscrit dans la campagne "Eux c'est nous", qui dénonce "l'Europe prison" et le projet de loi Asile et immigration. Le texte de ce dernier est en examen au Parlement depuis ce même jour du 3 avril et compte parmi ses différentes mesures répressives, l'allongement de 45 à 90 voire 135 jours de la période de rétention. Un forum "Penser autrement l'immigration, agir localement" s'est tenu à Bayonne les 20 et 21 avril et un cortège "Eux c'est nous" a défilé lors des traditionnelles manifestations du 1er mai. Lors de la tentative d'occupation, José Bové, qui était présent, a appelé à reproduire ce type d'action dans un maximum de centres de rétention. Des actions de solidarité envers les migrant-es seront réalisées durant les prochains mois.

Bizi !, 20 rue des Cordeliers 64 100 Bayonne, tél. 05 59 25 65 52, <https://bizimugi.eu>

» Agriculture

Pour que vive la Piège



Le premier Salon international de l'agriculture défavorisée s'est tenu le dimanche 11 mars 2018 à Fanjeaux dans la Piège, région située à l'ouest du département de l'Aude. La raison de ce "contre-salon" ? Le statut de zone défavorisée donnant droit à des indemnités et que la région pourrait perdre. La population ne décolère pas et compte le faire savoir au président de la République. L'initiative est portée en partie par le collectif *Pour que vive La Piège*, qui rassemble environ quatre-vingt agriculteurs de tout bord politique et syndical. Afin d'alerter les pouvoirs et l'opinion publique, les actions se sont multipliées : des centaines d'invitations ont été envoyées aux élu-es, symboliquement certains maires ont mis en vente leur village sur le site *Le Bon Coin*, afin d'alerter sur les dangers de la perte de ces indemnités pour l'économie locale. La salon a accueilli entre 2 500 à 3 000 visiteurs et une vingtaine de stands ont présenté le savoir-faire agricole et des produits locaux.

Relaxes suite aux refus de fichage ADN

Dans son numéro de mars (n°465 page 25) *Silence* annonçait le procès d'un militant pour refus de fichage ADN en Haute-Garonne. Le 15 mars 2018, le tribunal de grande instance de Saint-Gaudens a annoncé la relaxe de Fabien et la fin des poursuites à son encontre, décidant de se conformer à l'article 8 de la Cour européenne des droits de l'homme. Une décision positive qui fait suite à une mobilisation collective, mais qui ne doit pas cacher la dangereuse généralisation de cette pratique. Cette relaxe a été suivie trois semaines plus tard d'une deuxième. Bruno Strée, faucheur volontaire ariégeois, a été relaxé suite à son refus de se soumettre à un prélèvement génétique consécutif à sa condamnation pour avoir "fauché" un champ de tournesols en juillet 2010 du côté de Tours, en compagnie de 127 autres militant-es.

Rappelons la durée excessive de conservation des profils ADN (40 ans), l'impossibilité d'effacement des fiches, le risque d'automatisation prochaine de la justice, des atteintes à la vie privée, etc.

» Hautes-Alpes

Pas de frontières Chez Marcel !

Sur les flancs de montagne de Puy-Saint- Pierre, non loin de Briançon, une maison abandonnée reprend vie depuis l'été 2017. Un collectif s'est hâté de rénover les lieux afin d'accueillir les nombreux migrant-es qui affluent vers Briançon depuis le blocage de la vallée de la Roya. Migrant-es et "accueillant-es", comme elles se définissent, squattent l'ancienne propriété de Marcel, dont les ayants droits sont en conflit judiciaire depuis 6 ans.

Une association, *Marcel sans frontières*, s'est créée autour du lieu afin d'organiser notamment des aides en montagne, des maraudes et cet accueil à moyen et long terme. Ce dernier peut être de longue durée pour les majeur-es et demandeur-ses d'asile, une halte de quelques semaines pour les autres. D'autres activités sont proposées comme des cours de français, des ateliers de réparation de vélo, mais aussi du ski de fond et de la luge!

Un projet qui se veut politique et pas simplement caritatif. Celui-ci rassemble différentes luttes, attirant des personnes de ZAD ou des mouvements No TAV (Treno ad Alta Velocità, train à grande vitesse en italien.) et No THT (lignes à très haute tension).

Chez Marcel, 20 route de Puy-Saint- Pierre, 05100 Briançon.



L'âge de la retraite des fonctionnaires repoussé à 80 ans au Japon

Au Japon, les fonctionnaires vont pouvoir travailler jusqu'à... 80 ans ! Cette mesure s'applique aujourd'hui sur la base du volontariat, les fonctionnaires pouvant prendre leur retraite entre 60 et 70 ans. Elle intervient dans un contexte économiquement difficile pour le Japon : plutôt que de regonfler le budget des retraites, le gouvernement a préféré allonger la durée des années travaillées. Cette réforme tend à répondre à la pénurie de main-d'œuvre que connaît le Japon. Résultat, au Japon, un senior sur cinq travaille. Beaucoup parce qu'ils n'ont pas le choix : 19 % des personnes âgées sont sous le seuil de pauvreté – un taux record dans les pays industrialisés.



L'ÉCOLOGIE, C'EST LA SANTÉ

François Veillerette

Sans insectes et sans oiseaux nous n'avons pas d'avenir !

Les informations alarmantes sur la dégradation de la biodiversité se sont succédées ces derniers mois. Ainsi, la plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques

d'insectes, c'est ça le problème numéro un", explique Vincent Bretagnolle, écologue au Centre d'études biologiques de Chizé. Les scientifiques nous apprennent ainsi que ce sont 80 % des insectes volants qui ont disparus ces 30 dernières années en Europe... tout comme plus de 420 millions d'oiseaux !

Pas d'humains en bonne santé sur une planète malade

Déjà en 1962, la biologiste Rachel Carson nous alarmait sur les conséquences dramatiques des pesticides en dépeignant une campagne rendue silencieuse par l'usage massif de pesticides ayant dévasté les écosystèmes : "le poison a fait son chemin, pas à pas, de la feuille de l'orme au ver, puis du ver au merle" expliquait-elle alors dans un livre fondateur de l'écologie. Sommes nous désormais condamnés à vivre ces terribles "printemps silencieux" dépeints par Carson ?



Dans ces colonnes, j'aborde des sujets touchant au lien entre santé et environnement. Mais cet effondrement de la biodiversité n'est pas sans lien avec ce sujet. En effet comme le note le président de l'IPBES, Robert Watson : "la biodiversité et les contributions apportées par la nature aux populations sont le socle de notre alimentation, de notre eau pure et de notre énergie... Elles sont au cœur non seulement de notre survie, mais aussi de nos cultures, de nos identités et de notre joie de vivre".

À méditer avant d'agir, vite, car il ne peut pas y avoir d'humains en bonne santé sur une planète malade !

(IPBES) a livré en mars dernier un rapport sur l'état de la biodiversité planétaire particulièrement inquiétant. Si la situation est dramatique dans le monde entier, l'Europe semble particulièrement touchée. Ce sont ainsi plus de 40 % de nos animaux terrestres qui ont connu un déclin ces 10 dernières années, tout comme plus de 70 % de nos poissons ! Première cause de cette dégradation selon ce rapport : l'intensification de l'agriculture, et particulièrement l'usage excessif de pesticides et d'engrais !

Les oiseaux disparaissent à une vitesse vertigineuse

À peu près au même moment, le Muséum national d'histoire naturelle et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ont publié un travail important sur le suivi de populations d'oiseaux sur le territoire national. Là aussi, le constat est sans appel pour ces institutions scientifiques qui précisent que : "les oiseaux des campagnes françaises disparaissent à une vitesse vertigineuse. En moyenne, leurs populations se sont réduites d'un tiers en quinze ans". Là encore, l'intensification des pratiques agricoles, la destruction de milieux favorables et l'usage de certains pesticides comme les néonicotinoïdes sont en cause. "Il n'y a quasiment plus

» Italie

Des soldats tués par les vaccins ?

Le 7 février 2018 a été rendu public le rapport officiel d'une commission d'enquête parlementaire italienne qui avait pour but de comprendre les raisons de la mort de milliers de soldats italiens. Le rapport, qui conclut une enquête de 18 ans, a pris en compte l'ensemble des risques auxquels ils et elles ont pu être exposés, dont l'uranium appauvri. Mais ce dernier élément n'explique par les décès de soldats qui ne sont pas partis en mission. L'un des facteurs pointé du doigt par ce rapport est la vaccination. Il identifie, en effet, un risque important de développer des cancers et des maladies auto-immunes après l'administration de vaccins combinés et multi-doses (a priori identiques à ceux des enfants). Le multi-dosage et les adjuvants aluminiques en particulier engendrent un nombre plus important d'effets secondaires et néfastes. Le rapport, qui reste très prudent dans ses conclusions, préconise l'utilisation de doses isolées plutôt que de vaccins combinés, et au moins de ne pas administrer plus de 5 souches vaccinales différentes lors d'une seule visite. Il conseille un suivi à long terme de chaque vaccin individuel et de ne pas revacciner pour une maladie pour laquelle l'immunité est déjà existante, comme pour les personnes ayant fait des maladies d'enfance. La commission recommande en outre le développement de vaccins "purifiés" pour limiter l'accumulation de composants toxiques, de meilleures études sur les composants des vaccins, notamment les adjuvants et contaminants, et des études permettant d'évaluer les effets et la sûreté de la vaccination à moyen et à long termes. "Si un militaire court un risque avec plus de 5 vaccins, nos enfants sont-ils vraiment en sécurité avec 9, 11 ou 21 vaccins (par ex. hexavalent 8 souches + Prevenar 13) ?", demande le magazine Alternative Santé. (Source : Alternative Santé, 16 mars 2018).

Un pas de plus dans la reconnaissance de l'électrosensibilité

L'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) a rendu, fin mars 2018, un avis qui reconnaît la réalité des troubles dus aux ondes électromagnétiques et recommande leur prise en charge. Cette souffrance souvent stigmatisée est encore très mal connue. Elle s'exprime notamment par des troubles du sommeil, une grande fatigue, des maux de tête, des troubles de l'attention et de la mémoire, des symptômes cutanés, etc. et est due à l'exposition aux ondes électromagnétiques. Ces ondes proviennent des téléphones mobiles, du Wi-Fi ou encore des antennes relais, mais aussi des champs électromagnétiques générés par les lignes et installations électriques ou par des appareils électroménagers. Il est difficile de connaître le nombre de personnes intolérantes à ces ondes faute de diagnostic précis. L'Anses suggère que 5 % de la population, soit un total de 3,3 millions de Français souffrent, sous une forme ou sous une autre et à des degrés variables, de sensibilité exacerbée aux ondes électromagnétiques.



» ENTRAIDE

■ **Hérault.** Le projet *Écotransat* (cf. *Silence* N°463) à Sète dans l'Hérault consiste à promouvoir la navigation propre à travers la construction de 5 bateaux en fibres naturelles différentes. Nous cherchons une personne pouvant nous aider dans la recherche de sponsors, mécènes (poste à créer), pour permettre la réalisation du projet d'éco-construction et des 2 courses internationales qui suivront pour tester les bateaux en grandeur nature.

Notre site : ecotransat.com, courriel : g.melon@ecotransat.com

» VACANCES

■ **Ardèche.** Loue pour la 2^e année consécutive un gîte de 4 personnes pour des personnes électro-hypersensibles, en juillet et août. Hameau "Lorgue" situé dans une zone "grise" en bordure de route peu passagère, dans une propriété de 2 hectares. Nous le partageons avec des personnes fortement électro-hyper-sensibles, aucun téléphone portable, DECT, wifi, bluetooth, GPS, tablette... (tout ce qui émet des hyperfréquences) ne sont tolérés, même exceptionnellement. Un panneau de rappel est installé à 200 mètres du hameau. Le cornet ED85 XS mesure entre - 65 db et - 63,6 db ou entre 0,0083 V/M et 0,0100 V/M. Le détecteur MW-AM 10, entre 0,02 et 0,03 V/M (mesures prises à l'abord du hameau, résultats légèrement inférieurs dans la maison). Cette maison est viable aussi pour des personnes chimico-sensibles (MSC).

Tél. : 04 75 25 84 62, demander Béatrice, courriel : beatelatitude@gmail.com

» TRAVAILLER ENSEMBLE

■ **Haute-Loire.** Il y a une grande maison, un jardin, un chien, deux ânes, des poules et surtout un atelier de menuiserie et un savoir faire de plus de trente ans. Le tout est à partager. Alors si vous voulez vivre et travailler autrement, n'hésitez pas à m'appeler. François, tél. : 04 71 56 19 86 ou 06 80 15 23 94.

■ **Charente.** Des champs, où la culture n'a pas existé depuis au moins 3 ans, sont en train de se libérer. Proximité de bordure de rivière, partie inhérente d'un futur projet d'accueil à petite échelle de personnes âgées. Je souhaite mettre à disposition ces terrains, à des personnes porteuses de projets de maraîchage biologique, surtout en biodynamie et agroécologie. Deux personnes (ou familles) pourraient vivre décemment sur 2,28 ha en agroécologie. Je souhaite aussi rencontrer des personnes intéressées par de l'accueil, des soins aux personnes âgées. J'ai des bâtiments qui demandent à être restaurés. Si vous êtes intéressé-es, vous devez être munies de fortes connaissances en restauration de bâtiments. Écrire au journal qui transmettra.

» SILENCE

■ **Charente.** Donne numéros de *Silence*. Contactez Béatrice : tél. : 05 45 79 19 38.

Gratuités : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20€ pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées page 46, en bas à droite. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5€ en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Rémi, vélorutionnaire créatif

Il aimait se présenter avec humour comme "coach en sevrage automobile". Rémi est décédé à Lorient le 1^{er} décembre 2017 percuté par un véhicule à moteur alors qu'il se déplaçait à vélo. Il avait fondé le CRADE (Centre de Recherche sur l'Avenir des Déplacements Écologiques) à Concarneau et accompagné entre autres la création d'ateliers vélo participatifs : *En Roue Libre* à Quimper, Penn Rustin à Douarnenez. Fondateur d'un atelier vélo nomade et gratuit, animateur d'ateliers en lycée, le vélorutionnaire a également beaucoup développé la mécanique et la pratique cycliste avec de jeunes exilé-es, remontant et redistribuant avec elles et eux environ 200 vélos issus de récupération et de dons. Les personnes qui ont fait étape à Concarneau pour l'*Altertour* en 2016 ont eu l'occasion de le rencontrer. La prochaine fois que vous enfourchez votre vélo, faites tinter votre sonnette en mémoire de Rémi !

Le CRADE, <http://lecrade.blogspot.fr>



» Oise

Des guidons, pas des canons !

L'Eurovélo 3, dénommée la Scandibérique, fait partie du réseau de 15 véloroutes maillant toute l'Europe, soutenu par la Commission européenne. Elle relie Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne) à Trondheim (Norvège) sur plus de 5 000 km. C'est la plus longue véloroute de France où elle s'étend sur plus de 1 600 km. En cours de construction, elle sera inaugurée au niveau national le premier week-end de juin 2018. Cette eurovéloroute est un projet structurant pour le développement du tourisme à vélo qui est en plein essor. Les collectivités publiques ont investi des fonds importants dans la construction de cet itinéraire. La Scandibérique est intégrée au réseau Trans'Oise du département de l'Oise. Cette eurovéloroute est aussi une infrastructure au service des populations locales pour leurs loisirs.

Or l'Eurovélo 3 est en train d'être remise en cause par... l'armée française. Cette dernière a en effet fait savoir son intention de réouvrir le champ de tir de Senlis, en forêt d'Ermenonville, qui n'était plus utilisé depuis 2010. Cette remise en service interrompra la circulation cycliste et piétonne sur l'Eurovélo 3, trois jours par semaine. À la place, les cyclistes seront obligé-es d'emprunter un sentier de randonnée (GR11) ne répondant aucunement au cahier des charges des véloroutes et voies vertes, ni aux besoins des cyclistes qui ne sont pas des vététistes. Un itinéraire également inadapté aux voyageurs chargé-es de bagages (sacoches), avec remorques, tandems et tricycles.

CyclotransEurope 32 rue Raymond Losserand 75014 Paris, www.eurovelo3.fr.

RÉSISTANCES

Festival de films et débats

Du 6 au 14 juillet 2018

Foix - Pyrénées

7 & 8 juillet

PAYSANNERIES, CHAMPS DE LUTTES

9 & 10 juillet

LA VICTOIRE DES NANTIS

11 & 12 juillet

FOUS À DÉLIER

13 & 14 juillet

LA MÉCANIQUE SEXISTE

4 séances à 23h

LE TOUR D'EUROPE EN 80 COURTS (OU PRESQUE)

Tous les soirs à 18h

Zoom géographique Géorgie

Et aussi : un programme jeune public, des apéro-concerts, et des projections plein air et hors-les-murs.



Échange d'encart contre stand

Agenda

agri-bio



SEINE-MARITIME AGRICULTURE ET BIOLOGIE SUR SOLS VIVANTS

4-5 juin

À Coqueréaumont. Formation avec une partie numérique et une partie présentielle avec Marc-André Seloisse, biologiste et auteur du livre de référence sur les microbes *Jamais seul*. Vers de terre, bactéries et champignons du sol, symbiose, cycle de la matière organique, formation et fertilité des sols, cultiver sur sols vivants, sont au programme. À la MFR de Coqueréaumont. Organisé par Ver de terre production, contact uniquement par internet : www.verdetterreprod.fr

ISÈRE LES PLANTES BIO-INDICATRICES 5-6 juin

Formation organisée par l'Addear avec Promonature, pour apprendre à réaliser des relevés de flore afin d'établir des diagnostics de sols et comprendre dans quel sens ils vont évoluer. Pour trouver des solutions afin de rétablir l'équilibre sur les terrains agricoles, gérer des espaces naturels et préserver l'environnement.

Lieu, informations et inscriptions : prendre contact auprès de Camille au 09 60 03 50 14.

ARIÈGE WEEKEND DE GASTRONOMIE SAUVAGE 30 juin - 1^{er} juillet

À Lieurac. Découvrez les plantes sauvages comestibles et comment les cuisiner. Accueil : samedi entre 9h00 et 9h30 - Fin du stage : dimanche vers 17h.

Contact@champdespossibles.fr,
tél. : 06 79 19 34 91.

Tous les détails sur <https://champdespossibles.fr>

énergies



MEUSE - BURE OCCUPATION CONTRE LA POUBELLE NUCLÉAIRE

Les opposant·s à Cigéo, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, occupent depuis deux ans le bois Lejuc sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !

www.vmc.camp, sauvonslaforet@riseup.net,
tél. : 03 29 45 41 77.

MEUSE MOBILISATION CONTRE LA POUBELLE NUCLÉAIRE

16 juin

À Bar-le-Duc. Grande journée pour faire échec à l'enfouissement des déchets radioactifs et au monde nucléaire ! Le matin à partir de 10h, plusieurs conférences : "La concertation autour de Cigéo ? ! Une bouffonnerie !" ; "Les stratégies des institutions pour imposer un projet d'État" ; "Comment défendre son territoire, colonisé par des projets non désirés mais imposés ? (Exemples à travers la nucléarisation du territoire et les GPlI)" ; "Un autre avenir pour le territoire : quel monde veut-on ? comment se bat-on ? pourquoi se bat-on ?". L'après-midi à partir de 14h30 : Manifestation "le Bois Leduc à Bar-le-Duc" !.

Plus d'infos : <http://16juin2018.info>

environnement



ISÈRE : ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un *Center Parks*. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.

Contact : www.zadroybon.noblogs.org,
www.chambarans.unblog.fr

PARIS FESTIVAL ZERO WASTE 28-30 juin 2018



La 2^e édition du festival zéro déchets. Au programme du festival 2018 : conférences, formations, ateliers, rencontres, workshops, et plein d'autres surprises...

Au Cabaret Sauvage, 59 Boulevard Macdonald, 75019 Paris, festival@zerowaste.fr
<http://www.festival.zerowaste.fr>

fêtes, foires, salons



LOZÈRE LA GARANCE VOYAGEUSE FÊTE SES 30 ANS 1-3 juin 2018

La Garance Voyageuse organise trois jours de manifestations à l'occasion de son trentième anniversaire, à Saint-Germain-de-Calberte, où son siège est implanté depuis 29 ans. L'événement dans son ensemble (sorties botaniques, expositions, conférence de Francis Hallé, projection de son film) est ouvert au public le plus large : membres de l'association, abonnés de la revue, Calbertois et autres Cévenols, visiteurs de passage...

Plus d'infos : 48370 Saint Germain-de-Calberte,
tél. : 04 66 45 94 10,
garancevoyageuse@orange.fr,
<http://garance-voyageuse.org>

ARIÈGE LES TAMBOURS DE GAÏA 8-9 juin

Au Mas d'Azil. Festival organisé par Kokopelli. Musique : Camille, Sona Jobarteh, Bcuc, Laboratorium Piesni, Doolin', The Bongo hop, Les Arts Rythmiques. Conférences : L'agriculture, premier acteur de notre santé, par Henri Joyeux ; OGM cachés et nouveaux OGM : où en est-on ? par Christian Vélot ; Les OGM par Jean-Pierre Berlan ; Légalisation des semences par Blanche Magarinos-Rey, avocate de Kokopelli ; Sélection variétale par Michel Lachaume. Ateliers apiculture alternative, vannerie, production de semences. Bourse aux graines. Spectacle "La beauté du monde".

Informations : Kokopelli, Forêt de Castagnès, route de Sabarat, 09290 Le Mas-d'Azil,
tél. 05 61 67 69 87, <https://festival-kokopelli.fr>

LYON DE TOUTES LES COULEURS FÊTE SES 12 ANS 9 juin

Depuis une dizaine d'années maintenant, à chaque pliage de Silence, le restaurant bio et végétarien De toutes les couleurs,

agréé Nature et Progrès, prépare des petits plats aux grandes saveurs pour les bénévoles qui viennent aider à l'envoi postal de la revue. Le 9 juin, Agnès, sa cheffe, et l'équipe du resto situé sur les pentes de la Croix-Rousse, fêtent les 12 ans de l'aventure. Au programme : un concert d'un collectif d'artistes sans frontières qui, sous l'égide de l'association lyonnaise Alter Égaut, reconstruisent leur voies de musicien·nes professionnel·les, brisées par leur parcours migratoire. Il y aura, bien sûr, plein de bonnes choses bio et locales à boire et à manger.

De Toutes Les Couleurs, 26 rue Imbert Colomès, 69001 Lyon, tél. : 04 72 00 03 95,
www.touteslescouleurs.fr

paix



PARIS NON AU SALON DE L'ARMEMENT EUROSATORY 11-12 juin

Tous les deux ans se tient à Paris le salon de l'armement Eurosatory, où s'échangent les innovations en matière de guerre et de répression. Plusieurs groupes organisent des actions pour manifester leur opposition à ce "supermarché de la mort". Deux événements publics sont en préparation : le 11 juin à 11h : danse, musique et peinture au salon de l'armement. Le 12 juin : blocage non-violent du salon de l'armement. Rendez-vous à 11h devant les portes du Parc des expositions de Villepinte (RER Parc des expositions). Réunion d'information à Paris le 3 juin, informations auprès de remi@desobeir.net.

Collectif des Désobéissants, Maison des initiatives et de la citoyenneté (MIC), 1 bis rue Méchin, 93450 L'Île-Saint-Denis, www.desobeir.net

société, politique



LIMOGES L'ANARCHISME CONTRE LA CULTURE DE LA VIOLENCE 1^{er} juin

Soirée débat animée par Mimmo Pucciarelli, de l'Atelier de création libertaire. À 20h30 à l'EAGR Limoges, 64 avenue de la Révolution. Organisé par le CIRA Limousin (Centre international de recherches sur l'anarchisme).

Réservations : cira.limousin@gmail.com.

silence



LYON EXPÉDITION DE SILENCE Jeudi 14 et vendredi 15 juin

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

AVEYRON NATURELLEMENT SIMPLES

Stages pratiques chez Charles et Séverine Pioffet, productrices de plantes aromatiques et médicinales à Saint-Laurent-de-Lévézou, commune du Parc Naturel Régional des Grands Causses.

- 2-3 juin : botanique approfondie. Pour se perfectionner quand on est passionné·e. Au programme : botanique systématique et morphologique, randonnée et détermination botanique.
 - 8 juillet : couleurs végétales. Apprendre à utiliser les plantes tinctoriales pour réaliser sa palette d'artiste.
 - 19 août : visite guidée et table paysanne. Dégustez des plantes sauvages et des fleurs du jardin.
 - 29 septembre : cuisine sauvage. Apprendre à cuisiner les plantes et les fleurs comestibles pour apporter une note sauvage et savoureuse à son alimentation.
 - 20 octobre : permaculture. Une découverte de cette philosophie hautement écologique. Découvrir comment favoriser la biodiversité chez soi, même si on a un petit jardin.
 - 4 novembre : herboristerie familiale. Apprendre à se soigner avec les plantes, facilement et sans risque. Avec Séverine, titulaire d'un diplôme européen d'herboristerie.
- Séverine et Charles Pioffet, Le Cayla, 12620 Saint-Laurent-de-Lévézou,
www.naturellementsimples.com

LYON CINÉ-CLUB

Mercredi 6 juin



Projection du film *IRRINTZINA. Le cri de la génération climat* réalisé par Alternatiba, documentaire sur "une génération qui ne se résigne pas, qui crée et invente un avenir désirable où bataille écologiste et sociale rime avec plaisir et joie d'être ensemble". À 20h à l'Aquarium café, 10 rue Dumont, Lyon 4^e.

Réservation conseillée :
cineclubsilence69@gmail.com,
tél. : 04 26 63 28 99 (Monique Douillet) ou
09 81 96 94 29 aquarium.association@gmail.com

vélo



PARIS VÉLORUTION 2 juin

Départ place de la Bastille à 14h
www.velorution.org/paris

RHÔNE VÉLOPARADE 2 juin

De Sain-Bel à l'Arbresle. Rendez-vous sur la place de la mairie de Sain-Bel, le samedi 2 juin 2018 à 13h30 pour un départ groupé. La Véloparade des Naturofolies rejoindra les nombreuses animations sur la place Sapéon à l'Arbresle. Venez déguisé·e (ou pas) avec votre vélo.

Contact :
collectif-ecomobilité-brevette-turdine@laposte.net

PARIS MIEUX SE DÉPLACER À BICYCLETTE : GRANDE BALADE ANNUELLE 24 juin

Départ de Paris-Notre-Dame à 7h30, puis balade par le canal St-Denis, les bords de Seine de St-Denis à Rueil, Versailles, la vallée de la Bièvre. Nombreux départs/retours intermédiaires possibles.

Contact : À la maison du vélo, siège parisien de MDB, 37 boulevard Bourdon, 75004 PARIS,
tél. : 01 43 20 26 02, <https://mdb-idf.org>



▲ 1^{er} septembre 2016. Une délégation australienne vient visiter les installations de l'Andra, car ils étudient la possibilité de construire la plus grande décharge de déchets nucléaire de faible intensité dans le monde. Des anti-nucléaires se sont invitée au rendez-vous.

Habiter la Meuse contre la poubelle nucléaire

Où en est la résistance au projet d'enfouissement nucléaire à Bure ? Quelles en sont les spécificités de la lutte menée dans le sud de la Meuse contre le projet *Cigéo* ? Entretien avec Gaspard d'Allens, journaliste engagé dans la lutte contre la poubelle nucléaire à Bure.

Où en est-on de la validation juridique du projet d'enfouissement de déchets nucléaires porté par l'Andra (1) ?

On est sur des temps assez longs. Le dépôt de la demande d'autorisation de création par l'Andra va être déposée en 2019. Selon le calendrier de l'Andra, la phase de construction du projet devrait démarrer en 2022, et les premiers déchets devraient arriver en 2030. Sébastien Le Cornu, secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, propose un nouveau débat public de septembre à novembre 2018. C'est la carotte, après avoir montré la matraque avec l'expulsion du 22 février. Mais la finalité du débat n'est pas de remettre en cause le projet *Cigéo*, il vise à "inclure davantage" les riverain-es dans le projet. C'est un dévoiement des procédés démocratiques pour valider le projet avant 2019.

Par ailleurs, en application de la loi Bataille de 1991 (2), l'Andra a déjà construit dans les années 2000 un laboratoire de recherche souterrain. Pour l'instant aucun déchet n'est sur place et il n'y a que 1,6 km de galerie qui a été construit sur les 260 km de galeries prévues. Par contre ce qui est certain, c'est qu'ils ont commencé, sans avoir d'autorisation, des travaux préliminaires sur *Cigéo*: des forages, des fouilles préventives

archéologiques et le défrichage d'une partie du Bois Lejuc. 60 millions d'euros par an sont investis dans le sud de la Meuse pour acheter les consciences de la population, pour préparer l'espace de la poubelle nucléaire et 3000 ha de terres ont déjà été acquis.

Quelles sont les formes de résistance à ce projet ?

À Bure, on essaie de construire une articulation entre différentes pratiques. Les identités sont poreuses, on peut être un-e élu-e et aussi un-e squatteur-se. Les citoyen-n-es se mobilisent contre ce projet depuis une vingtaine d'années. Certain-es élu-es se prononcent également contre le projet. Daniel Ruhland notamment, le maire de Montiers-sur-Saulx, se mobilise contre les fausses promesses de l'Andra. Il fait le lien entre la construction du désert nucléaire et la désertification du territoire. Le dernier collège de la région va fermer, et comme le dit le maire : "à quoi ça sert de refaire des trottoirs s'il n'y a plus personne pour marcher dessus ?". Les élu-es se sont regroupé-es dans une association, EODRA, et sont actuellement rejoint-es par des élu-es nationaux comme Michèle Rivasi ou José Bové. L'ancien maire de Verdun, Arsène Lux, a lui lancé une pétition contre *Cigéo* en janvier 2018, qui a déjà recueilli plus de 30 000 signatures.

(1) L'Andra est l'établissement public en charge de la gestion des déchets radioactifs et *Cigéo* est un projet de stockage industriel de ces déchets en couche géologique profonde sous le village de Bure.

(2) La loi du 30 décembre 1991 relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs, dite loi Bataille du nom de son rapporteur Christian Bataille, est une loi française promulguée sous le gouvernement Cresson et qui institue un mécanisme de "compensations financières" pour les collectivités qui accueillent des déchets nucléaires.



▲ Le 1^{er} juin 2014, l'assemblée antinucléaire Grand Est a lancé la campagne BURE 365. Un appel à une année d'actions contre l'enfouissement des déchets, le nucléaire et son monde, dans le but de faire connaître et d'amplifier la lutte contre le projet Cigéo.

Des bus sont affrétés ➤ dans toute la France pour se rendre à cette manifestation !

Mulhouse avec Stop Fessenheim
Départ : Samedi 16 Juin à 4H30 ou 7h30
Personne référente : Christian, zerr.c@gmx.fr, 03 89 77 46 64

Belfort
Départ : Samedi 16 Juin à 8H à Belfort, passage à Lure
Annie, griffon.annie@free.fr, 06 83 44 73 06

Gérardmer (Vosges) avec Vosges Alternatives au Nucléaire (VAN)
Départ : Samedi 16 Juin à 6H30 à Gérardmer (arrêts possibles à Epinal, Mirecourt et Neufchâteau)
Jean-Luc, contact par mail de préférence : vosgesan@gmail.com, tél : 06 77 03 96 33

Montpellier avec Collectif arrêt du nucléaire 34
Départ : Vendredi 15 juin à 22h de Montpellier, arrêts à Nîmes et Valence, arrivée à Bar Le Duc vers 8h le Samedi 16 juin.
Anne, anne.freiss@sfr.fr

D'autres départ et toutes les infos disponible sur le site : <http://16juin2018.info>



Forme originale de résistance, il y a depuis juin 2016 une occupation illégale de la forêt pour bloquer physiquement les travaux. C'est la même technique qu'à la ZAD NDDL, des gens s'installent sur place et occupent la forêt en construisant des cabanes. Cela permet d'avoir une prise face à un projet qui est démentiel.

Cette occupation a été le signe d'une montée en puissance de la résistance, avec non seulement l'occupation du Bois Lejuc, mais aussi l'installation tout autour de plusieurs personnes qui ont acheté des maisons, qui ont retapé des granges, loué des appartements... Il y a plus d'une dizaine d'installations avec une quarantaine de personnes dans les villages alentours. Ces personnes décident, au-delà de leur lutte contre ce projet nucléaire, d'inventer d'autres formes de vie plus autonomes dans le sud de la Meuse.

On ne s'est jamais appelé une ZAD. Pour nous, habitant et luttant ici, ça devient de plus en plus une étiquette médiatique, une franchise. On a une culture politique similaire avec la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, mais il y a une expérience singulière dans le sud de la Meuse et une lutte qu'il ne faut pas masquer. S'il faut impérativement une étiquette, comme l'*Andra* parle de Zone d'Intérêt pour la Reconnaissance Approfondie pour son laboratoire, nous nous sommes baptisés Zone d'Insoumission à la RadioActivité, la ZIRA.

Quel est l'avenir de cette lutte ?

La violente expulsion du 22 février 2018, qui a mobilisé plus de 500 gendarmes, était une opération de communication médiatique. Des personnes continuent à aller dans le bois, à harceler les forces de l'ordre, à circuler, à se promener, à faire des pique-niques et surtout à occuper la forêt. Même si la présence policière est très forte – environ une centaine de gendarmes mobiles mobilisés en permanence. Le Bois Lejuc c'est une première manche dans la bataille contre CIGEO. Ce bois, il y a l'intention de le récupérer, de différentes manières : par des recours juridiques, mais aussi par des manifestations, comme celle qui a eu lieu le week-end du 3 et 4 mars 2018. La répression s'intensifie avec une militarisation du terrain.

On arrivera à gagner cette bataille en articulant différentes manières de résister : recours juridiques, visibilité médiatique, manifestation offensive. Il y a un recours juridique qui n'a pas encore été examiné et qui conteste la propriété de l'*Andra* sur ce bois. Ce recours revient sur le conseil municipal du 18 mai 2017, où 6 conseiller-es municipa-les contre 5 ont voté pour l'échange du bois, alors que 4 de ces conseiller-es étaient en conflit d'intérêts avec le projet. On attend l'examen de ce recours juridique. Par ailleurs, l'*Andra* n'a pas le droit de défricher le



▲ Robin a été blessé au pied lors de la manifestation du 15 août 2017. Depuis les actes de soutien se sont multipliés.

Bois Lejuc, elle doit faire une étude d'impact et demander une autorisation à la préfecture, ce qu'elle n'a pas fait. L'Andra a donc été condamnée à réhabiliter la partie de la forêt qu'elle a défrichée illégalement en juin 2016. Ces recours permettent de gagner du temps.

La lutte est multi forme, elle n'est pas uniquement axée sur le bois : elle promeut aussi l'ancrage territorial. La Meuse a été choisie parce que c'est un désert social, un territoire peu habité : il y a 6 habitant-es au kilomètre carré. Notre objectif, c'est aussi de recréer une vie joyeuse et collective sur ce territoire, et lutter contre le fatalisme. Il y a des projets de fournils, de fours à pain, de maraîchage, en lien avec des paysan-nés qui sont impliqués sur le territoire. Il y a déjà deux hectares de terrain qui servent à faire de la farine puis du pain. 3 tonnes de blé ont déjà été récoltées !

Nous sommes à un moment décisif où il faut que la question de Bure soit sortie d'un enjeu local. C'est une des grandes luttes de territoire. Il y a besoin là aussi de rassembler plus largement, de faire des manifestations à plusieurs milliers de personnes. C'est tout l'objectif de la manifestation du 16 juin, qui doit montrer un mouvement large et déterminé, fait de multiples composantes : syndicales, paysannes, forestières, associatives et puis des collectifs d'habitant-es. Il y a aussi l'objectif de massifier le mouvement, de récupérer la forêt et continuer à s'installer sur place.

Que faire des déchets nucléaires qui existent déjà ?

Il y a trois stades de critique au projet Cigéo. Le premier stade est la critique de l'enfouissement en profondeur, qui comporte des risques intrinsèques à la méthode. Il faut trouver des alternatives pour stocker les déchets radioactifs. Cigéo, c'est une manière d'enfouir le problème : les déchets nucléaires, c'est la question inconnue

de la filière nucléaire, qu'elle n'a jamais voulu résoudre. Le projet Cigéo fait croire qu'il y a une solution au traitement des déchets, et donc qu'on peut pérenniser la filière nucléaire. C'est cela que l'on attaque. Cigéo, ce n'est pas une solution fiable, on préfère un stockage en sub-surface, à sec et en parallèle lancer de vraies dynamiques de recherche sur ces déchets nucléaires. La loi Bataille dit qu'il y avait plusieurs options qui pouvaient être étudiées, et finalement aucune d'entre elles n'a été examinée.

Le deuxième stade, c'est évidemment la critique du nucléaire. Cigéo est construit, proportionné pour accueillir des déchets dont 40 % ne sont pas encore produits. C'est un pari sur la pérennisation de la filière. Or, nous voulons au contraire d'abord sortir du nucléaire et ensuite se poser la question de la gestion des déchets, nous ne voulons pas travailler bénévolement pour les nucléocrates.

Enfin, le troisième stade est la critique d'une société toujours plus énergivore et inégalitaire. Il faut inventer des formes de vie plus autonomes, où l'on se réinterroge sur notre consumérisme énergétique. C'est pour nous un enjeu très important. Il ne faut pas laisser la critique au stade d'une gestion alternative de l'énergie, mais réfléchir à notre rapport au monde, à la question énergétique, à la démocratie, etc. pour proposer un autre rapport au monde, plus résilient et collectif.

Propos recueillis par Martha Gilson ■

Gaspard d'Allens est notamment l'auteur, avec Andrea Fuori, de *Bure, la bataille du nucléaire*, éd. du Seuil et Reporterre, 2017, 160 p., 12 €. Il est aujourd'hui installé dans le sud de la Meuse et consacre une grande partie de son temps à lutter contre le projet de Cigéo et à habiter et faire vivre ce territoire.

Contact :

tél. : 03 29 45 41 77
sauvonslaforet@riseup.net
<https://vmc.camp>

EOdra - Association des Elus de FRANCE Opposés à l'enfouissement des Déchets Radioactifs et favorables à un développement durable

4 Rue de la Varenne,
55000 Val-d'Ornain
Tél. : 03 29 78 55 91
<http://www.stopbure.com>



▲ 26 février 2012. Manifestation devant le Reichstag à Berlin (Allemagne).

Un réseau européen contre les ventes d'armes

Depuis 34 ans, des organisations de toute l'Europe se regroupent pour mieux se connaître et se coordonner dans la lutte pour le contrôle des ventes d'armes. *Silence* les a rencontrées lors de leur assemblée annuelle.

SILENCE ABORDAIT DANS SON NUMÉRO DE mars 2018 (n° 465) l'implication de la France dans la guerre au Yémen via ses exportations d'armement. Quelle est la situation dans d'autres pays ? Dans la plupart des États européens, on constate une augmentation des exportations d'armes en 2016 et en 2017. Le monde se militarise et l'Europe en tire profit. Les ventes d'armes à destination des pays du Moyen-Orient sont importantes et s'accroissent. (1)

L'EUROPE S'ENRICHIT GRÂCE AUX GUERRES DU MOYEN ORIENT

Ces ventes d'armes nourrissent les deux principaux terrains de guerre actuels de cette région du monde : la Syrie et le Yémen. Les États européens tentent de se dédouaner en s'appuyant sur les déclarations des pays acheteurs qui nient l'utilisation de leurs armes dans les conflits en cours, à l'image des Pays-Bas qui exportent des F16 (2) vers la Jordanie. L'ambassade jordanienne certifie que les F16 utilisés lors de ses interventions au

Yémen ne sont pas néerlandais. Ce qui suffit à satisfaire le gouvernement.

Souvent, il est difficile de prouver à quoi est utilisé le matériel exporté. C'est généralement à partir du moment où des preuves apparaissent que le débat public émerge. En Finlande et en Italie, une controverse a éclaté sur l'implication dans la guerre au Yémen, respectivement suite aux révélations des médias sur l'utilisation du matériel finnois dans les offensives de la coalition menée par l'Arabie Saoudite, et à la divulgation de photos d'obus italiens utilisés contre les populations yéménites.

CES COMPAGNIES QUI CONTOURNENT LES LOIS

Certains pays ont adopté des législations qui restreignent la possibilité de vendre des armes vers des pays en guerre. Comble de l'hypocrisie, comme s'ils fabriquaient des armes de guerre pour ensuite ne pas les utiliser. L'imagination des industriels pour contourner ces règlements est grande. C'est le cas de l'allemand *Rhein Metall* qui contourne l'interdiction de vendre des armes à la coalition militaire engagée au Yémen en implantant des usines d'armement en Italie et en Afrique du Sud, pays d'où les exportations sont possibles. Des organisations allemandes lancent une campagne de désinvestissement de la compagnie *Rhein Metall* et se donnent pour objectif de vérifier que les restrictions imposées aux industries d'armement sont effectivement respectées. Elles sont en lien avec des organisations italiennes pour contester l'implantation d'usines germaniques dans ce pays.

(1) La plupart notent que les exportations se déplacent de plus en plus vers les pays asiatiques.

(2) Un avion militaire étasunien construit par *General Dynamics*.

ENAAT

Chaque année, des membres du Réseau européen contre les ventes d'armes (ENAAT) se réunissent pour échanger sur les actions réalisées, les constats, les stratégies et les campagnes à mener conjointement. Les 17 et 18 mars 2018, 25 membres (dont 15 femmes) d'organisations issues de 10 pays, étaient réunies à Lyon dans les locaux de l'Observatoire des armements.



▲ Le Réseau européen contre les ventes d'armes (ENAAT) mène une campagne "contre l'utilisation de l'argent de l'Union européenne pour l'industrie d'armement".

LES STRATÉGIES D'OPPOSITION AUX VENTES D'ARMES SONT MULTIPLES

Les organisations qui composent le réseau ENAAT sont multiples par leurs histoires militantes et leurs contextes nationaux. Elles ont adopté des stratégies diversifiées pour s'opposer aux ventes d'armes de leurs pays respectifs.

Les attaques en justice contre les irrégularités et le non-respect du droit national ou international par les industries ou les gouvernements, sont utilisées dans plusieurs pays mais le constat est que ce sont des démarches généralement très lentes et très coûteuses, pour des résultats très incertains.

En Belgique, la présence à Bruxelles d'institutions européennes a amené les organisations à s'attaquer au lobby de l'armement (notamment l'Agence de défense européenne) par des perturbations de réunions entre autres.

En Finlande, le moment des élections est mis à profit pour tenter de créer le débat à l'heure où les politiques de Défense sont mises sur la table.

En Suisse, le *Groupe pour une Suisse sans armée* a réussi à organiser un référendum d'initiative populaire pour interdire le financement de l'industrie d'armement, en réunissant 100 000 signatures. Cette initiative a été rejetée. Il a lancé en 2017 une nouvelle collecte de signatures jusqu'à octobre 2018 avec le même objectif (3).

En Grande-Bretagne, le milieu universitaire a été particulièrement actif ces dernières années. Les étudiant·es de 12 campus ont dénoncé les ventes d'armes et le militarisme de manières variées. En Norvège, les organisations anti-armement ont organisé une grande conférence sur les exportations de drones à l'université d'Oslo.

En Espagne, une campagne s'est attaquée à l'industriel de l'armement *Indra* et a notamment permis que l'Église catholique catalane désinvestisse de celle-ci.

RELOCALISER LE DÉBAT

Si le débat sur les politiques de défense est majoritairement national, plusieurs organisations voient un intérêt à travailler de manière plus locale.

C'est ce qu'a fait durant de nombreuses années l'organisation belge *Vredesaktie*, qui a organisé des actions de "bombspotting" consistant à occuper massivement et illégalement les bases militaires de l'OTAN basées en Belgique pour y rechercher des bombes...

Les activistes italien·nes ont réalisé de leur côté une carte des industries d'armement par région. "Cela permet de repérer quelles sont les régions qui produisent quelles armes, en quelle quantité, et comment celles-ci sont utilisées. C'est quelque chose qui parle aux gens parce que c'est local, ils se sentent plus facilement concernés", témoigne l'un d'eux.

Des activistes de Norvège ont créé des groupes locaux dans les villes où sont installées les industries d'armement et où celles-ci procurent de nombreux emplois. "C'est difficile" mais le débat qui en résulte est intéressant.

En Espagne, des groupes travaillent à multiplier les "villes libérées de l'industrie d'armement". Ce statut est purement déclaratif mais a pour les habitant·es une valeur symbolique et souligne leur volonté de ne pas engager leur responsabilité dans ce commerce mortifère.

L'Europe joue aujourd'hui un rôle majeur dans la militarisation du monde à travers la production et le commerce des armes. Les passerelles qui se construisent au niveau du continent ne peuvent que renforcer le combat, pour l'instant hautement inégal, que livrent des organisations en faveur de la paix contre les États et l'industrie d'armement.

Guillaume Gamblin ■



▲ En Belgique, Agir pour la paix participe à la plateforme "Pas d'avions de chasse" qui rassemble une centaine d'organisations contre le renouvellement de la flotte aérienne militaire de la Belgique (achat prévu de 40 avions F16).

■ ENAAT, Quaker House, Square Ambiorix 50, 1000 Bruxelles, tél. : +32 2 234 30 60, <http://enaat.org>.

■ Observatoire des armements, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, www.obsarm.org.

■ Agir pour la Paix, 35 rue Van Elewyck, 1050 Ixelles, Belgique, tél. : +3226485220, <http://agirpourlapaix.be>.

■ Groupe pour une Suisse sans armée, Postfach, 8031 Zürich, Suisse, tél. : 044 273 01 00, www.gsoa.ch.

(3) Pour interdire le financement de l'industrie de l'armement par la Banque nationale suisse, les fondations ainsi que les institutions de prévoyance publique et professionnelle.



Marie Lemoy

▲ 23 novembre 2013. L'exposition qui retrace le tour de France des alternatives Un Tcho pas de côté.

Une boussole pour l'action militante

Quand, en 2013, j'ai entrepris un tour de France des alternatives avec mes deux camarades d'*UtoPic*, je ne pensais pas que l'aventure me questionnerait aussi longtemps. En partageant ici mes réflexions, je souhaite poursuivre le débat lancé par *Silence* en 2013 dans son dossier "Transition et engagements politiques" (1) et proposer une boussole pour l'action militante. Quelles stratégies faut-il mettre en place pour une alternative réellement émancipatrice ?

20 JUIN 2013. NOTRE-DAME-DES-Landes. Voilà déjà deux mois que nous avons quitté Amiens pour entreprendre un Tour de France des alternatives à vélo (2). Tout semble paisible. Et pourtant, ici, six mois plus tôt, a eu lieu l'opération d'évacuation César. La route départementale en porte encore les traces : chicanes, barricades-totems et panneaux revendicatifs "contre l'aéroport et son monde".

17 janvier 2018. Paris. Le Premier ministre annonce l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Si la lutte a eu raison de l'aéroport, "le monde" qui allait avec est, lui, toujours debout. Et ce, malgré la multiplication de projets alternatifs, à la ZAD comme ailleurs, qui se présentent comme autant de solutions "concrètes" aux crises économiques, sociales et écologiques actuelles (des *Villes en Transition* aux épiceries coopératives, en passant par les fablabs, les habitats groupés ou le mouvement des *Colibris*).

Toutes ces initiatives sont-elles alors condamnées à n'être que des îlots ? La transformation sociale est-elle leur horizon commun ?

ALTERNATIVES... À QUOI ?

Au retour de notre voyage, tout en continuant à raconter notre "Pas de Côté" lors d'expositions, nous avons aidé des copains et des copines à créer un lieu associatif se réclamant d'une autre manière de travailler : *La Machinerie* à Amiens. En participant à la création de *La Machinerie*, je me suis heurtée à des positions qui m'ont semblé inconciliables. Parce que je pensais partager les mêmes valeurs que les autres membres du collectif, j'ai voulu comprendre ces désaccords.

Parallèlement, j'ai commencé à échanger avec des sociologues qui s'intéressaient au phénomène Alternatiba (3). "Alternative... à quoi ?" a été leur première question. "Au système capitaliste" avions-nous écrit dans notre projet *Un Tcho Pas de Côté*. Mais pour les autres initiatives visitées, la réponse n'était pas toujours explicite ou unanime : ce qualificatif regroupait des manières d'agir et de s'organiser très hétéroclites dont les contours étaient rarement précisés.

(1) *Silence* n°417, novembre 2013.

(2) Ce Tour a pris la forme d'un projet intitulé *Un Tcho pas de côté* porté par l'Association *UtoPic* d'avril à septembre 2013. Durant 6 mois, nous avons visité une soixantaine d'alternatives (cafés associatifs, épiceries autogérées, projets d'énergie citoyenne, ateliers vélo partagés, etc) et rencontré des dizaines d'hommes et des femmes investis dans ces initiatives. Cette aventure a fait l'objet d'un article dans *Silence* n° 419 de janvier 2014.

(3) Plus de détails sur l'enquête portant sur *Alternatiba*, voir Brusadelli N., Martell Y., "Les jeunes entrepreneurs de mobilisation du vivre et travailler autrement". Le cas du village lillois d'*Alternatiba*", communication au 6^e congrès de l'AFS, St Quentin en Yvelines, 2015.



▲ 11 octobre 2017. Réflexion sur les différents types d'alternatives.

"Si tu ne penses pas les choses, tu ne lutteras pas contre le système" nous avait dit une militante du Mouvement des Objecteurs de Croissance (MOC) en 2013. "Car non seulement il est très fort mais il demeure aussi parce qu'il y a des petites alternatives qui opèrent comme une soupape". Servir de "soupapes" au système pour en éviter l'explosion, ce n'était pas trop notre intention. Au sein d'Utopia nous pensions plutôt que ces terrains d'expérimentation devaient servir de lieux de politisation par "le faire" comme par "le dire".

Une seconde série de questions s'est donc posée : pour qui cette catégorie d' "alternative" faisait-elle consensus ? Quels étaient les débats qui animaient ce milieu ? Pour y répondre, des chercheurs ont regardé l'espace des alternatives comme un espace particulier de la société, un monde à part dans le monde social. Ce faisant, ils ont déconstruit cet "éveil spontané des consciences" (4) auquel je croyais. Pour elles et eux, s'engager dans l'alternative était plus le résultat de processus sociaux et politiques et des trajectoires sociales des individus, que le fruit d'une "révolution silencieuse" (5).

S'IMPLIQUER DANS LES ALTERNATIVES, UN ENGAGEMENT DE CLASSES MOYENNES ?

La recherche a confirmé que le monde de l'alternative était dominé par la classe moyenne (6), comme nous l'avions ressenti durant le voyage. Néanmoins, parce qu'il était aussi hétérogène que l'était ce groupe social, dire cela ne suffisait pas à le comprendre. J'ai joint mes observations "militantes" à l'analyse des deux sociologues et, ensemble, nous avons esquissé une "carte des alternatives" et tenté d'en tracer les frontières sociales (7).

Au nord de notre carte, nous avons placé les structures et individus pour qui l'alternative est une question politique qu'ils relient à la dénonciation

du capitalisme. Leur engagement dans des initiatives concrètes, comme les monnaies locales ou les bars associatifs, s'articule à leur implication dans le mouvement social. Dans ce pôle "militant" (8), on a rencontré tant des enseignantes et cadres du public adhérent à ATTAC, que des "entrepreneu-ses-militant-es". Si les premières sont plutôt issues de la fraction culturelle de la classe moyenne, qu'ils et elles croient en l'État et sont plus souvent membres de partis politiques ou de syndicats ; les seconds assument de recourir au marché tout en se démarquant des pratiques de l'économie conventionnelle (en créant un compagnonnage alternatif comme à REPAS ou un système de certification autonome comme à Nature et Progrès). Au risque, parfois, que le projet politique entre en tension avec l'impératif gestionnaire, comme dans cette épicerie coopérative bretonne : "On a une image de gauchistes, pro-ZAD, et ça, ça dessert la coopérative...".

Au sud, se trouvent des personnes plus à l'aise avec le terme "citoyen" que "militant". Et des initiatives qui présentent des "solutions" concrètes à la crise écologique plutôt que d'en pointer les causes. Ici on aspire à "changer le monde en se changeant soi-même".

Cohabitent dans ce pôle méridional, des associations comme le Collectif des Associations Citoyennes (CAC) qui en appellent à l'État pour garantir le "bien commun" et des grosses entreprises comme le Groupe SOS (9) ou Max Havelaar qui veulent jouer à armes égales avec l'économie capitaliste. Ces entrepreneu-ses constituent plutôt la fraction "économique" de la classe moyenne qui croit dans les vertus du marché. À l'instar de ce gérant d'une coopérative de produits biologiques rencontré en 2013. D'environ 35 ans et à la tête "de sa quatrième boîte", il nous avait ainsi déclaré : "l'enjeu c'est de [...] s'opposer à Carrefour qui fait 77% du chiffre d'affaires en bio, [car] avoir un gros volume d'activité permet de vendre moins cher et de mieux rémunérer les producteurs".

(4) Propos d'Emmanuel Daniel dans son livre *Le Tour de France des alternatives*, Seuil, Reporterre, 2014.

(5) Manier Bénédicte, *Un million de révolutions tranquilles - Comment les citoyens changent le monde*, Éditions Les Liens qui Libèrent, 2012.

(6) À l'image de l'engagement écologiste en général comme l'a analysé S. Ollitrault dans *Militer pour la planète, Sociologie des écologistes*, Respublica, 2008. L'enquête menée sur le village lillois d'Alternatiba en 2014 par Yannick et Nicolas, le démontre aussi. G. Pruvost qui a mené 62 récits de vie avec des personnes converties à une écologie radicale, confirme également que ces pratiques sont plus le fait des classes moyennes supérieures, diplômées du supérieur. Pruvost G., "l'alternative écologique - Vivre et travailler autrement" publié dans la *Revue Terrain*, n°60, 2013.

(7) L'objectif de cette démarche était de croiser les données scientifiques recueillies pour Alternatiba Lille et les observations plus militantes faites pendant le *Tcho Pas de Côté*. Cette schématisation de l'espace social des alternatives doit beaucoup aux encouragements de J.-B. Comby (sociologue et maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université Paris 2, membre du CARISM) et aux échanges que nous avons eus avec lui. Nous incitant à approfondir cette hypothèse, il nous a invités à la publier dans le n°38 de la *Revue Savoir/Agir* de décembre 2016 qu'il a dirigé.

(8) Les qualificatifs "militants" et "citoyens" renvoient à la manière dont se nomment les individus que nous y avons situés.

(9) Organisation française spécialisée dans l'entrepreneuriat social qui regroupe des entreprises et des associations.

UtoPic'

Basée à Amiens, l'association UtoPic' a réalisé en 2013 un tour de France à vélo des alternatives. Depuis 2016, UtoPic' a intégré également un groupe de recherche qui analyse les alternatives (avec Nicolas Brusadelli et Yannick Martell, doctorants en sociologie au sein du CURAPP-ESS). L'association se définit comme un observatoire des initiatives qui expérimentent une transition vers un autre modèle de société ; prouvant qu'il est possible de "faire autrement".

Contact :

Utopic'
2 rue Francois Mauriac
80480 Salouël
utopic142@gmail.com
Tél. : 06 47 58 21 02

Vous pouvez retrouver la carte des alternatives en cherchant sur un moteur de recherche "les lieux visités par un Tchô pas de côté".



▲ Réflexions du collectif Batotopie, installé depuis 2014 à la Ferme des Roussets à Saint-Jean-en-Royans (Drôme).

Cette géographie sociale de l'alternative délimite différents territoires occupés chacun par des fractions distinctes de la classe moyenne. Entre la fraction culturelle qui défend l'intérêt général et la fraction économique proche du marché, la coopération semble improbable. Pourtant, les un-es et les autres cohabitent dans des lieux comme *Alternatiba* ou dans certaines initiatives qui nous ont accueillies en 2013. Cette rencontre est facilitée par la médiation d'une troisième fraction de classe constituée de jeunes salarié-es associatifs et d'entrepreneu-ses. Elles et eux croient en une "société civile" définie par opposition à l'État et intégrant associations et entreprises. Acquis à l'idée que "service public" et "initiative privée" peuvent être complémentaires (10), qu'il est possible de trouver des débouchés professionnels au sein de l'Économie Sociale et Solidaire.

L'espace des alternatives est donc un espace hétérogène où des positions, motivations et intérêts très divers se rencontrent. Ce n'est qu'au prix d'un affaiblissement du débat démocratique sur ce que doit être l'alternative, que ces différentes positions coexistent : en évitant de nommer ce contre quoi nous sommes, en "faisant" plutôt qu'en "discutant". Pour ne pas cliver et rester "ouvertes" à tou-tes.

DANS CET ESPACE SOCIAL, QUELLE PLACE POUR UNE ÉCOLOGIE CRITIQUE DU CAPITALISME ?

Les promot-rices de l'alternative n'ont donc pas tou-tes envie de "changer le monde". Ou, tout du moins cette expression masque-t-elle des prises de position plus ou moins en rupture avec le monde capitaliste. Ce détour réflexif m'a

donné les clés pour décider des alliances à nouer ou des limites à poser à mes engagements. Il m'a aussi aidé à mieux saisir l'origine des désaccords qui traversent les initiatives où je me suis impliquée. Enfin, c'est un support utile pour animer des débats sur la délimitation de l'alternative et sur les stratégies à entreprendre pour la diffuser. Une manière, finalement, de (re)politiser l'espace des alternatives.

Pour rompre avec l'ordre établi, il faudra tenir ensemble : l'alternative concrète (le "faire"), le sens conféré à l'action (le "dire", la critique du capitalisme) et la conscience de la position sociale que nous occupons. Car notre difficulté à attirer les classes populaires s'explique aussi par notre incapacité à penser les individus comme relevant de groupes sociaux distincts. De manière non intentionnelle, dans de nombreuses alternatives, nous développons une vision de l'écologie conçue comme une affaire de changement culturel, de "morale et de conscience" c'est-à-dire "en des termes conformes à l'éthos des classes moyennes et supérieures" (11). Or cette écologie-là est souvent vue, par les classes populaires, comme des manières de faire qui leur sont étrangères voire comme une forme de distinction sociale. Ces dernières auraient plus intérêt à ce qu'émerge une écologie critique du capitalisme, questionnant les structures de production et de consommation et pointant l'inégale contribution des individus aux pollutions (12).

Marie Lemay ■

(10) Notre hypothèse est que cette 3^e fraction de la classe moyenne voit ses effectifs croître suite aux transformations structurelles du marché du travail et de l'État : privatisation de services publics par délégation au monde associatif ou au secteur privé lucratif, diminution des postes dans la fonction publique, ouverture du secteur social au marché et multiplication de formations à l'entrepreneuriat social ou l'Économie Sociale et Solidaire.

(11) *Silence* n°417, novembre 2013.

(12) Les plus riches sont aussi ceux et celles qui, parce qu'ils consomment plus, polluent plus. Pourtant leur mode de vie (voyages en avion, grosses cylindrées, etc) est peu stigmatisé par le discours gouvernemental sur l'écocitoyenneté qui préfère formuler une injonction aux éco-gestes pour tou-tes, indistinctement des situations sociales de chacun-e. C'est ce que souligne J.-B. Comby dans ses travaux.

DES GRÈVES DANS TOUS LES SECTEURS



Vous avez dit "otages" ?

À chaque grève des cheminot·es, nous avons droit à la "complainte de la prise en otage".

RÉPÉTÉ PAR LES DÉCIDEURS ET COMPLAISamment relayé par les grands médias, le discours de la prise en otage finit par être repris comme un leitmotiv lancinant dans tous les cafés du commerce.

Rappelons que cette comparaison place symboliquement les grévistes au même niveau que des gangsters ou des terroristes et qu'elle assimile les usagers de la SNCF gênés par la grève à des victimes séquestrées et parfois abattues à bout portant avec des armes. N'y a-t-il pas un brin d'exagération ?

CES EMBOUTEILLAGES QUI BLOQUENT DAVANTAGE QUE LES GRÈVES

D'autres situations quotidiennes ne font jamais l'objet d'exercices d'indignation collective alors qu'elles ont des effets au moins équivalents en termes d'impacts. Que l'on songe un instant aux bus des grandes agglomérations qui transportent des centaines de milliers de personnes chaque jour de l'année. Le constat est d'une telle banalité qu'on ne le remarque même plus : passé le creux du milieu de journée, les bus se trouvent bloqués dans la circulation automobile. Entre le trajet qu'un bus effectue à minuit et le même trajet entre 15h et 19h, le temps de déplacement peut doubler (1). Cet état de blocage est dû à l'omniprésence des automobiles qui, en accaparant l'espace urbain, le privatisent à leur profit (2). Nul préavis de grève et nul discours social ne vient accompagner ce blocage des transports en commun : simplement la petite musique endormante du capitalisme du quotidien.

Une ville où les automobiles seraient rares verrait ses réseaux de bus acquérir une vitesse et une efficacité impressionnantes.

LA POLLUTION NE PREND PAS EN OTAGE... ELLE TUE

Nous pouvons extrapoler cette réflexion au-delà de la seule fluidité du trafic des transports collectifs. Considérons les pollutions atmosphériques liées à l'usage de l'automobile en ville. Les victimes de ces pollutions ne choisissent pas de les subir. Des enfants développent de l'asthme à cause des pots d'échappement. 48 000 personnes meurent en France chaque année du fait des émissions de particules fines (dont un tiers environ est dû à l'automobile) (3). Pourquoi n'entend-on jamais dire que l'air pollué et délétère imposé dans les villes dédaigne de "prendre en otage" mais tue les plus fragiles, par milliers, chaque année ? Les enjeux sanitaires n'ont rien à voir avec une grève à la SNCF, qui jusqu'à preuve du contraire occasionne de la gêne mais ne tue pas. Idem pour les pesticides dans l'alimentation des cantines scolaires. Étrangement ici, nul ne parle de "prise en otage". Mais il est vrai que la grève, en empêchant les travailleur·ses de circuler, bride le profit à court terme. Alors que l'asthme, les allergies et les cancers relancent la croissance économique.

Guillaume Gamblin ■

(1) Ces embouteillages dus aux "heures de pointe" bloquent la circulation des bus environ 200 jours par an... bien davantage que les jours de grève donc.

(2) On constatera au passage que l'usage du bus concerne davantage les classes populaires que les classes privilégiées.

(3) Selon Santé Publique France, www.santepubliquefrance.fr



▲ 21 octobre 2010 : photo prise dans le cadre d'un projet de la mission des Nations Unies au Libéria, visant à suivre l'impact des fonds de développement sur la zone.

Qui sont les prédateurs des terres agricoles?

Tour d'horizon d'un phénomène multiforme et complexe, dans lequel n'intervient pas que la Chine !

EN 2008, LE ROI SAOUDIEN ABDALLAH invite les riches familles du royaume à se lancer dans une politique d'acquisition de terres et de fermes tous azimuts dans le monde. Son objectif : rechercher hors des frontières les ressources nécessaires pour sécuriser l'approvisionnement de son pays en denrées agricoles. En effet, la forte augmentation démographique du royaume et les effets négatifs du réchauffement climatique compromettent de grands projets d'irrigation. L'initiative royale est relayée par les grands groupes saoudiens comme *Saudi Star* ou *Bin Laden Group* et des milliards de dollars sont dépensés dans l'acquisition de ranchs californiens, de terres arables en Afrique ou dans le Pacifique. L'Arabie Saoudite apparaît aujourd'hui dans le peloton de tête des pays d'origine des acteurs publics et privés confondus qui accaparent des terres.

PAS SEULEMENT LA CHINE

Les pays engagés dans l'acquisition de terres sont de plus en plus nombreux. La Chine est loin d'être la plus active contrairement aux idées reçues. L'empire du milieu privilégie l'autonomie alimentaire aux aléas du commerce international même si son équation alimentaire est difficile à résoudre avec 8 % des terres arables pour 20 % de la population mondiale. Dans un classement de 2013, elle n'apparaît qu'à la seizième place en termes d'acquisitions foncières. (1)

Des entreprises japonaises achètent des terres au Brésil pour sécuriser l'approvisionnement du pays en soja. Les groupes indiens Siva et Karuturi sont fortement implantés en Afrique de l'Est (Éthiopie, Kenya, Tanzanie). La Corée du Sud accapare des terres représentant 400 000 hectares au Cambodge, aux Philippines, en Indonésie, ou en Russie. Les exemples sont foison.

Ces États et multinationales s'octroient donc des terres sous le prétexte de leur "sécurité alimentaire", ou pour la production d'agro-carburants. L'expansion de cette dernière menacerait 60 millions de personnes d'expropriation selon l'ONU, dont 5 millions rien qu'en Indonésie. Tout cela au détriment de l'agriculture vivrière locale et le plus souvent dans des pays ayant déjà de grandes difficultés à nourrir leur population. En 2017, les Nations-Unies dénombrèrent 20 millions de personnes touchées par la famine en Afrique de l'Est. Depuis 10 ans, les terres sont soumises à une concurrence mondiale croissante, dans un climat de tension où pauvreté économique, guerres, sécheresse, dérèglement climatique et croissance de la population s'entremêlent.

LA FINANCE APEURÉE APRÈS LA CRISE

En 2008, en pleine crise financière, des expertes identifient un mouvement massif de transactions

(1) Classement *Landmatrix*, avril 2013



▲ Plantation de palmiers à huile dans la région de Kunak Sabah en Malaisie en 2015.

foncières au profit d'acteurs occidentaux et asiatiques. Des États, des fonds souverains, de grands groupes industriels, des sociétés financières ou encore des fonds de pension sont impliqués dans ces achats. La banque islamique a été particulièrement active sur le marché des achats de terres à l'international avant de connaître d'importants déboires et d'abandonner ses positions. Les États cherchent à sécuriser leurs approvisionnements alimentaires alors que les prix des denrées agricoles s'envolent. (2)

Les ONG s'inquiètent du comportement d'acteurs financiers à la recherche de nouveaux placements après la crise des subprimes. Dans

"l'économie casino" et l'achat de foncier pour des motifs spéculatifs, on trouve de tout : sociétés spécialisées, protagonistes plus ou moins mafieux et grands acteurs de la banque et de l'industrie s'y côtoient.

Des fonds de pension prennent également pied dans cette activité. L'un deux, TIAA-CREF, plus gros gestionnaire de retraites des enseignantes étasuniennes, serait ainsi engagé à hauteur de 2,5 milliards de dollars dans l'achat de terres au Brésil, en Australie et en Europe. Il convient toutefois de noter que sur les 23 000 milliards de dollars de valorisation globale des fonds de pension,

Grain : lutter pour l'autonomie alimentaire locale et biodiversifiée

Grain est une ONG, dont le siège se situe à Barcelone. Elle soutient la lutte des paysan·nes et des mouvements sociaux afin que les communautés puissent renforcer leur contrôle sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité. En 2008, elle publie son premier rapport sur l'accaparement des terres (1). Son constat est alarmant, évaluant à 40 millions d'hectares la superficie des terres concernées et à 100 le nombre de projets d'acquisition par des gouvernements et des entreprises. Huit ans plus tard, l'ONG fait le bilan et publie un nouveau rapport (2). 491 accaparements de terres ont été recensés depuis 2008, soit 30 millions d'hectares dans 78 pays, dont une grande partie dédiée aux plantations de palmiers à huile. Un problème qui, selon Grain, "s'est poursuivi et aggravé".

L'organisation reste cependant optimiste ! Le retentissement médiatique, en 2008, des accaparements à Madagascar, a éveillé une prise de conscience notamment chez les

altermondialistes. Les luttes s'organisent malgré des répressions violentes, et parviennent à contenir le phénomène. La cession de plus d'un million d'hectares de l'île malgache au conglomérat sud-coréen Daewoo a avorté. L'énorme projet de riziculture par une branche de la banque islamique dans toute l'Afrique : abandonné. Le projet *Herakles Farm* au Cameroun : réduit de 73 000 hectares à 19 843. Le rythme des acquisitions ralentit mais ne nous y méprenons pas, beaucoup d'entre-elles seraient rebaptisées "investissements responsables", notamment dans le cadre des marchés carbone...

Grain, Girona 25, pral., 08010 Barcelone, Espagne, tél. : +34 93 30 11 381, <https://www.grain.org/fr>

(1) Grain, "Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière", octobre 2008

(2) Grain, "Accaparement mondial des terres agricoles en 2016 : ampleur et impact", Rapport 2016, Grain, Barcelone, Espagne.

(2) Oxfam France évoque une hausse globale de 83 % des prix alimentaires entre février 2005 et février 2008, "Réforme bancaire : ces banques qui spéculent sur la faim", 12 février 2013, 22 pages, p. 5.



▲ Plantations d'hévéas, région de Margibi au Liberia.

Faire régner le silence à tout prix

La société belgo-luxembourgeoise *Socfin* et sa filiale camerounaise *Socapalm* ont encore récemment fait parler d'elles. Détenues par le groupe *Bolloré* à hauteur de 38,7 %, elles exploitent 50 000 hectares d'hévéas et 80 000 hectares de palmiers à huile dans différents pays africains. Le 29 mars 2018, le tribunal correctionnel de Paris a de nouveau relaxé trois journaux : *Le Point*, *L'Obs* et *Mediapart* et deux ONG : *ReAct* et *Sherpa* suite au procès en diffamation intenté par la société et sa filiale. Tou-tes les cinq avait fait état d'un accaparement de terres et de protestations des paysan-nes en avril 2015.

Au total, les sociétés dont le groupe *Bolloré* est actionnaire ont attaqué une cinquantaine de journalistes, photographes, éditeurs, avocats et ONG ces dernières années. Les rendus des procès passés ont souvent été des relaxes, alors que d'autres poursuites ont été abandonnées. Malgré les nombreuses tentatives des holdings pour faire régner le silence sur leurs pratiques, les populations parviennent à se faire entendre et à ralentir les acquisitions. Des communautés de République démocratique du Congo, de Sierra Leone, du Liberia, du Cameroun, de Côte-d'Ivoire et du Nigeria ont notamment fondé l'*Alliance internationale des riverains des plantations de Socfin/Bolloré* avec l'appui de l'Organisation non-gouvernementale *ReAct*.

ReAct, Cap Berriat, 5 rue Georges Jacquet, 38000 Grenoble, <http://www.projet-react.org/fr>

Pour aller plus loin

- "L'empire *Bolloré* et la *Socfin* sont mis en difficulté devant le tribunal", *Médiapart*, le 28 janvier 2018
- "Des journalistes poursuivis par une entreprise liée au groupe *Bolloré* relaxés", *France info*, le 30 mars 2018
- "La course aux hectares renforce les famines", Thierry Brugvin, *Le Monde*, le 26 février 2018
- Plateforme médiatique du *Grain* : farmlandgrab.org

l'acquisition de terre ne représente encore qu'une part infime estimée à quelques dizaines de milliards de dollars. Si la terre intéresse ces organismes dans une optique de diversification des risques, davantage que dans une optique spéculative, les fonds n'en contribuent pas moins à la financiarisation des terres. Celle-ci se développe à travers des centaines d'instruments financiers différents dédiés au foncier qui viennent s'interposer entre les retraité-es qui placent leur pension et la destination finale de cet argent qu'ils ignorent complètement.

UN PHÉNOMÈNE D'AMPLEUR ET OPAQUE

L'ordre de grandeur établi par les travaux spécialisés estime qu'entre 30 et 200 millions d'hectares de terres ont été accaparées depuis les années 2000 (3). À titre de comparaison, la totalité de la superficie de la France métropolitaine s'élève à 55 millions d'hectares. Dans certains pays, la part des surfaces détenues par des investisseurs étrangers est devenue très importante. Elle dépasse 20 % au Libéria, en Uruguay et au Paraguay, et même 60 % au Libéria ! Le phénomène n'est toutefois pas simple à documenter. Les ONG ont parfois vent de transactions foncières importantes mais la négociation avec les vendeurs peut être longue et opaque et les opérations n'aboutissent pas toujours. En outre, les acquéreurs ne se rendent pas nécessairement propriétaires des terres convoitées. Le foncier est parfois loué avec des baux emphytéotiques (de très longue durée).

Les petites paysan-nes produisent 70 % des denrées agricoles et la défense de leurs cultures vivrières est un défi immense pour freiner le déracinement, l'exode rural et les déséquilibres démographiques. Des organisations tel que *Grain* ou *ReAct* rassemblent autour d'elles des mobilisations internationales qui parviennent à contenir le phénomène. Celles-ci peuvent cependant coûter chères. Des opposant-es, paysan-nes et journalistes sont fréquemment assassiné-es dans certains pays. Au Honduras, en 2009, l'acquisition illégale de terres par une société locale spécialisée dans la production d'agro-carburant qui a bénéficié de fonds de la Banque mondiale, a provoqué une mobilisation qui s'est soldée par la mort d'une cinquantaine de paysan-nes.

(3) 30 millions pour le *Grain*, depuis 2008 et 220 pour *Oxfam*, depuis 2001.

Cheminot-es et zadistes : même combat



Cela fait 30 ans que je donne des conférences sur le changement climatique et que j'écris des articles sur ce sujet. Malgré tous les résultats alarmants et les attitudes décevantes des gouvernements sous la pression de puissants lobbies (pétroliers et gaziers, entre autres), malgré ce sombre tableau, je tiens à souligner ces résistances de la jeunesse, que ce soient les zadistes, les membres d'*Alternatiba*, des *Amis de la Terre*, de la *Coalition Climat*, mais aussi les cheminots, et, plus généralement, toutes et tous parmi nous qui nous battons pour un monde écologique et social. Voilà le sens de nos luttes, dans les zad comme dans les grèves ! Nous sommes dans la convergence des luttes écologiques, entre cheminots qui se battent pour un service public de la SNCF garant de transports écologiques, et zadistes qui me donnent des leçons d'écologie vécue. Celles et ceux que j'ai rencontrés à Roybon m'ont montré de beaux échantillons entre les cabanes en paille et argile au milieu des bois, jardins en permaculture, etc.

Jean
Rhône

Droit de réponse

Suite à l'encadré évoquant la controverse chez *Kokopelli* (*Silence* n°464), certaines personnes ont fait part à *Silence* de leur étonnement qu'il n'y ait pas de droit de réponse de cette association dans nos pages. Nous rappelons ici que l'ensemble des textes de la revue peut faire l'objet d'un droit de réponse. Pour cela, contacter la revue.

Des lanceurs d'alerte condamnés à deux mois de prison ferme

Huit militants de *Greenpeace* jugés mardi 27 février 2018 par le tribunal de Thionville en Moselle écoperont de peines allant de cinq mois de prison avec sursis et jusqu'à deux mois ferme. Ils se sont introduits dans la centrale nucléaire de Cattenom en octobre dernier. Ils ont escaladé trois barrières et coupé des fils électrifiés. Au pied de la piscine de refroidissement des combustibles usagés, ils ont déroulé une grande banderole et tiré un feu d'artifice pendant quelques minutes (une étonnante vidéo en ligne témoigne). L'ONG écoperait également d'une amende de 20 000 euros. *Greenpeace* fait appel.

Des peines inférieures aux réquisitions puisque le parquet avait requis des peines de six mois avec sursis et six mois ferme, ainsi qu'une amende de 50 000 euros à l'encontre de *Greenpeace*.

Le tribunal a ordonné par ailleurs une expertise pour évaluer le préjudice matériel, estimé à plus de 200 000 euros par *EDF*. Il a en outre alloué 50 000 euros au titre du préjudice moral à *EDF*, qui en avait réclamé 500 000. *EDF* se cache derrière le secret-défense.

C'est la première condamnation à de la prison ferme. Comment comprendre que des lanceurs d'alerte soient si lourdement sanctionnés ? Comment expliquer le mutisme de la classe politique, du citoyen ?

C'est la treizième intrusion ! En pénétrant facilement dans des centrales nucléaires l'ONG alerte sur la défaillance en matière de sécurité nucléaire. Je n'ose pas imaginer ce qui peut se passer si des terroristes s'introduisent dans des sites aussi vulnérables et dangereux ? Un réacteur qui explose, ce sont des vies humaines sacrifiées, des immenses étendues contaminées et inhabitables pendant des milliers d'années (...), un préjudice de plusieurs milliards d'euros ! Et depuis, Fukushima rappelle la réalité du danger nucléaire. (...)

EDF est-il sanctionné par cette défaillance dans la sécurité, cette très lourde faute professionnelle ? Pas du tout ! Pire, *EDF* répond par quelques pirouettes pyrotechniques hors-sujet sans réelles explications ou remises en cause ! Au lieu de s'attaquer au problème, les stratèges de la com' s'attaquent à l'ONG. C'est plutôt *EDF* qui devrait être sur le banc des accusés, en raison de son "irresponsabilité en matière de sécurité nucléaire". L'état (ou État ?) ne réagit pas, il est pourtant actionnaire à 85,7 % et garant de la sûreté nationale.

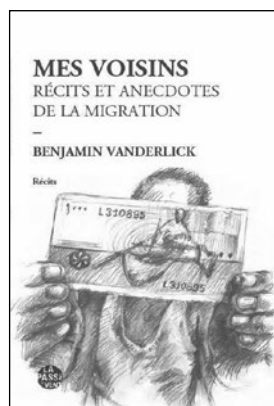
Ces militants *Greenpeace* ne sont pas des terroristes. Ils n'agissent pas pour leur ego ou pour un enrichissement personnel. Il n'y a pas de dégradation ! Ils se battent pour des idées, prennent un risque important pour alerter l'opinion publique sur un sujet grave, ils tentent de faire réagir nos politiques. Je pense même qu'ils agissent pour la survie de l'humanité. Ils espèrent créer une prise de conscience sur la vulnérabilité de nos sites nucléaires ! *EDF* cherche à museler l'information.

En France, ces personnes sont condamnées à de la prison ferme, pourtant ces lanceurs d'alerte sont de véritables héros ! Ils se sentent peut-être bien seuls et incompris. Et dans ma tête, sonne comme un écho, la sublime chanson de Michel Berger : *Diego libre dans sa tête...* Si mon courrier des lecteurs peut apporter un peu de soutien et de réconfort, il atteint son but !

Christian Péchet
Loire-Atlantique



Éditeur déçu d'être critiqué



Nous sommes déçus que le livre [*Mes voisins. Récits et anecdotes de la migration*, Silence n°466 p.42], qui raconte certes des parcours de vie, mais de façon très humaine, n'ait pas su vous toucher. Il ne s'agissait pas d'une commande. Benjamin Vanderlick, ethnologue et photographe, s'est installé pendant plus d'un an dans des quartiers populaires pour y proposer des ateliers participatifs en lien avec le collectif Service compris.

Ce livre est un véritable projet humaniste : inviter des voisins à se rencontrer, à échanger, à faire tomber les barrières, à s'intéresser aux parcours de vie, de migrations. Il est vrai que ce n'est pas un livre comme un autre : c'est un livre participatif, un projet de "création partagée".

Nous vous invitons à ne pas rester sur cette idée et à redécouvrir le projet complet ici :

<http://servicecompris.net/mes-voisins>.

Marie-Caroline Rogister

Editions La passe du vent
Rhône

La baisse des prix a un prix

La politique économique actuelle est définie et menée par les gros industriels, patrons de multinationales aujourd'hui assez riches pour s'acheter les politiques, pour s'approprier nos représentants (financement de partis, poids du Medef, place stratégique ou souveraineté de l'OMC). On râle, on rage de la lâcheté de nos politiques, et pourtant on oublie que ces "géants du commerce" nous ont acheté, nous aussi. Avec leurs propositions de faux "petits prix", ils ont pour eux le pouvoir d'achat, autrement dit, le consentement de la majorité des Français·es.

"La croissance, oui, sauf celle des prix", a dit *Leclerc*. *Lerclerc* c'est mon ami ! Sauf qu'il oublie de dire que la croissance et la baisse des prix, ça a un prix. Prix que paient les pays du Sud depuis déjà longtemps et prix que l'on commence à payer, nous aussi.

Pour baisser les prix, il n'y a pas de secrets, on le sait, il faut baisser les "coûts de production", et pour baisser les coûts de production : soit on compresse les salaires, soit on licencie, soit on augmente les heures, soit on précarise, soit on délocalise pour aller chercher, ailleurs, une main d'œuvre moins chère et plus facile à exploiter. Le coût social (chômage) et environnemental (pollution, cancer) de ces produits des grandes surfaces est énorme mais comme, à première vue, c'est "pas cher", j'achète !

Et donc voilà comment tout bêtement, par ignorance, par inconscience ou par lâcheté, on se retrouve toutes à alimenter ce même réseau dictatorial qui, finalement, aspire et centralise le capital financier de toute une population pour mettre en place un système qui la dépossède de son pouvoir de décision sur l'avenir, la divise et la rend malade. Conformisme passif ou conformisme actif, citoyens et politiques adoptent la même attitude. L'un veut le pouvoir, l'autre la possession de quantités (de toc). Les deux dans le même panier pour l'instant.

(...) Vicieuse et handicapante schizophrénie : d'un côté je dis NON et de l'autre côté je dis OUI. Je dis non à ce système dont l'évolution me fait peur, mais je dis oui à ses produits. Or, à un moment donné, il faut choisir et essayer de mettre son mode de consommation et sa force de travail (plus difficile) en cohérence avec les idées et valeurs que l'on défend.

Nous sommes les "bourgeois·es" de la planète, notre monnaie est l'une des plus fortes, elle a un réel pouvoir de bascule, et aujourd'hui on est encore libres de choisir si l'on veut irriguer un réseau d'économie plutôt qu'un autre.

Ce mode de lutte est complémentaire, il permet d'agir à la source de tout un tas de problèmes qui rongent nos sociétés et les sociétés du monde entier.

Caroline Lopez

Pyrénées-Atlantiques

Essais

■ **Heureux d'apprendre à l'école.** Comment les neurosciences affectives et sociales peuvent changer l'éducation, Catherine Gueguen, *Les Arènes/Robert Laffont*, 2018, 342 p., 20,90 €. Les progrès des neurosciences renforcent certains constats éducatifs : l'éducation punitive, en plus de détruire les personnes, ne fonctionne même pas pour atteindre les objectifs qu'elle se donne. La connaissance et l'expression des émotions, l'empathie augmentent au contraire la motivation et le bien-être de l'enfant, ainsi que ses capacités d'apprentissage. Mais la perspective adoptée : "les bénéfices de gestes affectueux", par exemple, interrogent : éducation ou manipulation ?

■ **Plus vivants que jamais, journal des barricades,** Pierre Peuchmaurd, éd. *Libertalia*, 2018, 126 p., 8 €. Petit extrait : "Le Boul'mich gémissant sous les pas des flics, la Sorbonne prisonnière. On ne peut pas les laisser seuls. On a vite traversé la Seine, surpris qu'on nous laisse faire. La fête continue un peu nerveuse : jusqu'où nous laissera-t-on aller ? Et soudain, ça y est, ils sont là, on ne passe plus. À toute allure les mots d'ordre de calme, de pas de provocations descendent la colonne. En tête, ça parle..."

■ **Mai 68 par celles et ceux qui l'ont vécu, ouvrage coordonné par Christelle Dormoy-Rajamanan, Boris Gobille et Erik Neveu, Les éditions de l'Atelier et les éditions ouvrières pour Mediapart**, 2018, 477 p., 29,90 €. Fruit de la sélection de plus de 300 textes envoyés par celles et ceux qui ont vécu mai-juin 68 en "province", à l'usine, dans les quartiers... Un morceau d'Histoire dont le souffle a traversé les gens ordinaires. Des traces inédites de ces moments forts dont on ne relate depuis 4 décennies que les mêmes faits parisiens, estudiantins et politiciens.

■ **Je ne sais pas quoi faire des gentils blancs,** Brit Bennet, trad. Jean Esch, éd. *Autrement*, 2018, 110 p., 12 €. À travers le prisme d'objets du quotidien ou d'une actualité souvent tragique, l'autrice montre que si le racisme a changé de visage, il n'en est pas moins toujours réel. Obama, dit-elle, n'a mentionné qu'une seule fois dans un discours l'aspect racial du terrorisme en reconnaissant : "ce n'est pas la première fois que les églises noires sont attaquées", mais il n'a pas voulu préciser qui les avait attaquées. Brit Bennet fait partie des cinq jeunes auteur·es américain·es les plus primé·es.

■ **Paulo Freire, pédagogue des opprimé·e·s,** Irène Pereira, éd. *Libertalia*, 2017, 163 p., 10 €. Cet ouvrage présente la pensée de Paulo Freire et les courants de la pédagogie critique qui en sont issus. Au Brésil, le slogan des manifestations de la droite réactionnaire : "Assez de Paulo Freire !" le replace en somme au cœur de l'actualité. L'héritage du pédagogue brésilien, peu diffusé en France, apparaît comme une réponse possible à la "dépolitisation" de la pédagogie.

■ **Antisionisme = antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron, Dominique Vidal, éd. Libertalia**, 2018, 122 p., 8 €. Sur un mode pédagogique, en traitant successivement de l'histoire du sionisme, de la diversité de l'antisionisme, puis de l'antisémitisme hier et aujourd'hui, enfin de la politique proche-orientale de la France, l'auteur entend clarifier les termes et dénoncer un amalgame regrettable. "Erreur historique, voire faute politique" quand il est véhiculé par un chef d'État !

■ **Anarchisme et religion, Lara Apps, Alexandre Christoyannopoulos, Atelier de création libertaire**, 2018, 72 p., 6 €. "Ni Dieu ni maître" semble être le slogan le plus emblématique de l'anarchisme. Cette brochure survole les principaux arguments mobilisés par les anarchistes contre la religion et ses institutions, puis s'intéresse aux croisements plus amicaux qui ont pu se produire à travers des exégèses anarchistes de textes sacrés, des théologies anarchistes et enfin la mise en avant de personnages et de communautés croisant ces deux approches.

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lectures soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.

La vie secrète des vaches

Rosamund Young



L'autrice narre les anecdotes de son troupeau de vaches, mais aussi de ses moutons, ses cochons, ses poules. Dans un style très agréable, elle montre bien comment chaque animal a sa personnalité, des liens affectifs et cela se lit presque comme une saga familiale. Ce livre fait réfléchir sur notre regard sur les animaux, sur nos relations avec eux, mais ne va pas jusqu'à s'interroger le fait que ces petits veaux si charmants et si drôles sont destinés à finir à l'abattoir puis dans notre assiette. FV

Préface de François Morel, traduction de l'anglais par Sabine Porte, éd. Stock, 2017, 174 p., 15 €

Sur la révolution syrienne

Collectif



La révolution syrienne a démarré en 2011. Ce recueil de témoignages permet de retracer la descente aux enfers du peuple syrien. Il permet de comprendre la terrifiante politique d'Assad basée sur la division entre communautés, la répression barbare et la mise en avant de l'épouvantail islamiste, l'aspiration démocratique et non-violente du peuple et comment la logique des armes a pris le dessus. Ce recueil permet également de découvrir que la résistance civile est toujours active et que plusieurs centaines de conseils locaux auto-organisés existent encore aujourd'hui. Des analyses viennent remettre en cause notre lecture interétatique et islamophobe du conflit, et interpeller la gauche sur son soutien exclusif au Rojava. Un ouvrage d'une grande honnêteté intellectuelle, passionnant et essentiel pour comprendre ce conflit de l'intérieur, par la voix d'une société civile qui force notre respect et notre admiration. GG

Éd. La Lenteur, 2017, 142 p., 10 €

Intérim

L'esclavage moderne ?

Serge Sanchez



Créé au milieu des années 1950, le travail en intérim n'a cessé d'augmenter depuis, pour représenter 3 % de l'emploi en France actuellement. Cette enquête fourmille à la fois de chiffres et de témoignages qui donnent à connaître l'ampleur d'une exploitation peu médiatisée. Décortiquant les mécanismes de ces agences de "vente de salarié", l'auteur en explique la logique pernicieuse. Soumis aux emplois les plus pénibles, dans une précarité totale, difficilement syndiqués, mobilisables à tout moment, les intérimaires sont par ailleurs soumis aux arnaques d'agences couramment sans scrupules qui oublient systématiquement des heures. Seuls 20 % d'entre elles et eux

choisissent cette forme d'emploi, et leur revenu moyen est de 1 000 euros. Sans savoir quel sera le salaire le mois suivant. "Nous n'avons toujours pas d'appart", car notre dossier n'est jamais accepté". Un éclairage terrifiant, mais indispensable. GG

Éd. d'Anglon, 2018, 392 p., 18 €

L'écologie politique

Au-delà de l'environnementalisme

Dimitri Roussopoulos



Réédition actualisée d'un livre paru en 1994. L'auteur retrace l'histoire de la gestion étatique de l'environnement, les grands sommets étatiques et leur incapacité à faire face aux enjeux. Les mouvements issus de la société civile souffrent souvent de ne pas aller aux racines politiques du problème. Les partis Verts ont amené une dynamique plus politique et décentralisée, mais une critique insuffisante de la démocratie libérale. Pour lui la voie réside dans l'écologie sociale, issue de la pensée de Murray Bookchin. Plutôt que de "gérer la crise", il faut révolutionner les rapports sociaux, et pour cela la commune est un échelon d'action pertinent. "Les écologistes sociaux insistent sur le fait que la crise environnementale ou écologique n'est pas une crise dans la nature, mais une crise sociale centrée sur notre type de société". GG

Éd. Écosociété, 2017, 144 p., 15 €

La Cantine

des Pyrénées en lutte

Collectif



La Cantine des Pyrénées, à Paris, fut d'abord un squat avant de devenir un local autogéré, loué. Elle propose, en plus de repas à petit prix, de multiples actions à destination de la population du quartier. Des permanences pour les sans-papiers aux cours de français, des projections de films aux débats militants, elle brasse une population bigarrée qui se croise et qui tente de démontrer qu'il est possible d'agir autrement pour changer le monde.

Cet ouvrage recueille une vingtaine de témoignages et des photos de pratiques de solidarité et de résistance. JP

Éd. Repas, 2018, 96 p., 12 €

Manuel de l'anti-tourisme

Rodolphe Christin



Le tourisme, première industrie mondiale même s'il n'est pratiqué que par 3,5 % de la population, engendre de multiples maux. Pollution, captation et dégradation des territoires, marchandisation généralisée de tout, y compris des relations humaines, uniformisation culturelle et on en passe. L'auteur dresse un diagnostic lucide et pénétrant de pratiques de

Livres

consommation de la planète qui trouvent bien souvent leur moteur dans l'insatisfaction d'un quotidien décevant et épuisant. Il apporte des éléments de réponse à la question finale du livre : "de quoi le tourisme est-il à la fois le symptôme et la consolation ?" DG

Éd. Écosociété, 2017, 141 p., 12 €

Les Passeurs

de livres de Daraya

Une bibliothèque secrète en Syrie

Delphine Minoui



Daraya "était" une banlieue rebelle de Damas qui a soutenu le siège des armées d'Assad et de ses alliés russes et iraniens. Dans les gravats de la ville bombardée copieusement, une quarantaine de jeunes, non-violents, partisans d'une 3^e voie entre Assad et Daech, exhument des livres. Ils les rassemblent dans une bibliothèque souterraine secrète. Ils indiquent dessus le nom des propriétaires pour que ceux-ci ou leurs descendants puissent les récupérer à la fin de la guerre. Cette bibliothèque, symbole du refus de toute domination politique ou religieuse, connaît un immense succès, malgré les bombes, la famine, les gaz, les ruines... "Les livres sont des armes d'instruction massive qui font peur aux tyrans". La ville a fini par être rasée, "mais pas les idées". Un récit vivant, simple, authentique, qui au-delà de l'histoire et de sa leçon, touche à l'essentiel de l'humain et de l'humanité. JPL

Éd. Le Seuil, 2017, 158 p., 16 €

Romans

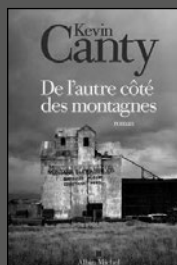
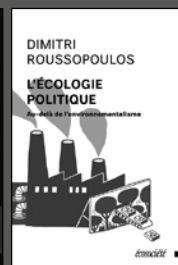
De l'autre côté des montagnes

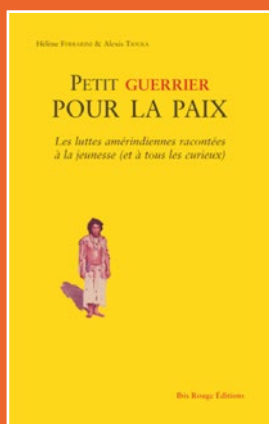
Kevin Canty



Dans une petite ville de l'Idaho, au Nord-Ouest des États-Unis, en 1972, la majorité des hommes sont employés dans la mine d'argent qui appose sa marque sur l'environnement, le rythme de vie et le destin des habitants. Un terrible incendie a lieu qui décime les mineurs. Une onde de choc traverse la ville et l'auteur s'attache à suivre le quotidien de victimes à la suite de cette catastrophe : veuve, frère, rescapé. Dans un style d'une grande sobriété, il nous fait toucher au cœur des sentiments, des rêves et des tourments de ses personnages. Inspiré librement d'une catastrophe ayant réellement eu lieu, il met en lumière avec une incroyable humanité, à travers les petits riens, la dignité de ces perdant-es du rêve américain. GG

Éd. Albin Michel, trad. Anne Damour, 2018, 258 p., 22 €





Petit guerrier pour la paix

Les luttes amérindiennes racontées à la jeunesse (et à tous les curieux)

Hélène Ferrarini, Alexis Tiouka

Sous forme de conversation agréable et accessible, Alexis Tiouka retrace la vie et la lutte des peuples amérindiens de Guyane française depuis un demi-siècle. Sa jeunesse dans les "home", foyers d'acculturation forcés, la prise de conscience des inégalités, le grand rassemblement historique de 1984, la lutte pour la reconnaissance des peuples autochtones aux niveaux national et international. "Le problème est que certains pays ne peuvent pas accepter qu'il y ait plusieurs peuples sur leur territoire. La France a peur que la notion de peuple autochtone mette en danger celle de peuple français". Il s'interroge au passage sur ce que signifie être amérindien, et explique en quoi le but n'a jamais été d'accéder à la propriété privée sur les terres, mais de faire reconnaître un mode de propriété collective sur celles-ci, et par là leur spécificité culturelle. Une initiation passionnante et stimulante. GG

Éd. Ibis rouge, 2017, 128 p., 15 €

B. D.

De rose et de noir

Thibaut Lambert



Manon consulte une psychologue car elle vient de se séparer de son compagnon violent. La thérapie va lui permettre d'en parler et de se reconstruire, une nécessité pour espérer pouvoir se remettre en couple avec quelqu'un. En bichromie rose et noir, on suit tout le travail de réveil de la confiance de la jeune fille, ses souvenirs obsédants, et finalement sa capacité à surmonter l'épreuve. Un excellent travail sur la violence faite aux femmes, bien dans l'actualité des débats du moment. FV

Éd. Des Ronds dans l'eau, 2017, 70 p., 18 €

Sérum

Cyril Pédrosa et Nicolas Gaignard



À Paris, en 2050, un gouvernement dictatorial essaie de maintenir un semblant de vie confortable pour les plus privilégiés. Pour contrôler certaines opposantes, un sérum de vérité leur est injecté qui les empêche de mentir. Kader vit seul, comme contrôleur du champ d'éoliennes

qui alimente faiblement la capitale en énergie. Sous sérum, il a rompu avec toutes ses relations car la vérité est source de conflits. Pourtant, il va découvrir qu'un groupe mystérieux essaie de renverser l'ordre des choses. Une politique-fiction qui prolonge bien les tendances sécuritaires et inégalitaires actuelles... MB

Éd. Delcourt, 2017, 160 p., 19 €

Maria et Salazar

Robin Walter



Maria, femme de ménage, est dans une famille parisienne depuis 30 ans. Au moment de son départ à la retraite, l'auteur décide d'en savoir un peu plus sur sa vie. Venue du Portugal dans les années 1970, alors que règne le dictateur Salazar, elle va, comme beaucoup d'autres, s'installer en région parisienne, tout en rêvant de retourner dans le pays natal. À travers l'histoire d'une immigration massive (900 000 Portugais-es débarquent à Paris à la fin des années 1960), c'est l'histoire de toutes les immigrations qui est abordée... et cela nous relie pleinement avec l'arrivée aujourd'hui d'autres réfugiés. C'est intelligent. Un appel à la fraternité pour toutes les déracinées. MB

Éd. Des Ronds dans l'eau, 2017, 128 p., 17 €

Député

Xavier Cucuel et Al Coutelis



Médecin d'un petit village du Médoc, Jean-René Galopin se présente aux législatives pour barrer la route à un vieux briscard. À la surprise générale, il est élu. Commence son initiation à la politique : fonctionnement de l'Assemblée nationale, lobbies, corruption, clientélisme, etc. Le jeu du pouvoir a vite fait de vous faire oublier ce que représente un député. Une BD qui arrive à point nommé, au moment où la plupart de nos élus, surfant sur la vague Macron, n'ont aucune expérience politique. Une dérive prémonitoire ? MB

Éd. Bamboo / Grand Angle, 2017, 152 p., 21,90 €

Les vieux fourneaux

T4 : la magicienne

Wilfrid Lupano et Paul Cauuet



L'usine Garan-Servier veut s'agrandir et a acheté des terres pour cela. Mais un biologiste y trouve une sauterelle protégée : la magicienne. Les écologistes se mobilisent et une ZAD s'installe, provoquant une coupure dans la population et dans le trio des vieux fourneaux. Le groupe des vieillards "ni yeux ni maître" débarque pour aider les plus jeunes. Sophie, la petite fille de l'un d'eux, n'en revient pas de la beauté du biologiste. Les secrets de famille et les anecdotes en lien avec une actualité récente se mélangent pour une nouvelle histoire où l'on rigole sans retenue. Un gros succès. MB

Éd. Dargaud, 2017, 56 p., 12 €

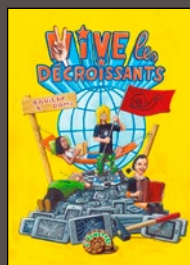
Vive les décroissants

Druilhe et Domi



Recueil de BD parues dans le mensuel *La Décroissance*. Une critique de toutes les dérives possibles autour du thème de la décroissance. Avec citations à l'appui, des aventures souvent très farfelues montrant, en caricaturant, ce que peuvent donner des démarches où l'on cherche seulement à préserver son petit monde personnel. Tout le monde en prend pour son grade. Si on peut apprécier la densité de l'ouvrage, la richesse des sujets abordés, il y a quelque chose dans l'ironie méprisante qui fait que l'on a bien du mal à partager les leçons de morale des auteurs. MB

Éd. L'Echappée, 2017, 240 p., 24 €



Le réveil de Zagapoï

Yves-Marie Clément



Dès 9 ans. Une équipe de scientifiques se retrouve en pleine forêt guyanaise pour expérimenter un nouveau produit contre les moustiques. Cela ne va pas se passer comme prévu. L'originalité du livre est que l'histoire est racontée de deux points de vue : celui des humains et celui des animaux. Ces derniers constatant les dégâts sur la faune et la flore vont essayer d'organiser une contre-attaque. Avec dans chaque camp, un et une amérindien-ne qui se rappellent les légendes locales sur la révolte de Zagapoï, l'esprit de la forêt. Une bonne histoire pour tous les âges sur les apprentis sorciers qui inventent sans cesse de nouvelles molécules. FV

Éd. Le Muscadier, 2017, 184 p., 12,50 €

Le plus extraordinaire des jardins

Daniel Picouly, Aurélia Fronty



Dès 7 ans. Antonin et Lorette, frère et sœur, font ensemble un rêve merveilleux. Ils s'envolent et partent à la rencontre d'une multitude de jardins plus extraordinaires les uns que les autres. Jardin-oiseau, jardin ouvrier, jardin tropical, jardin souterrain, jardin flottant... Toutes ces rencontres vont nourrir leur imaginaire pour créer peut-être, à leur tour, le plus extraordinaire des jardins. Avec de superbes illustrations colorées d'Aurélia Fronty, un bel album grand format pour rêver et cultiver son jardin imaginaire ou réel. GG

Éd. Rue du monde, 2017, 48 p., 22,90 €

Le loup en slip, T2

Lupano Wilfrid et Paul Cauuet



Dès 6 ans. Dans la série à succès, *Les vieux fourneaux*, Sophie anime un théâtre de marionnettes qui s'appelle "Le loup en slip". Les auteurs ont décidé d'en faire une série pour les enfants. Dans le premier tome, paru fin 2016, tout le monde a peur du grand méchant loup comme dans les traditionnels contes pour enfants. Et la peur fait vivre plein de monde... jusqu'à ce que l'on découvre qu'il est en fait tout gentil. Une dénonciation de notre société sécuritaire. Dans le deuxième tome, c'est l'hiver et des animaux disparaissent après avoir croisé le loup qui n'arrête pas de dire "on se les caille". Un rebondissement plus tard, on découvre une critique de l'égoïsme des nantis vis-à-vis de ceux et celles qui souffrent du froid dans la rue et un appel à plus de solidarité. Un exercice pédagogique des plus réussis. MB

Éd. Dargaud, 2017, 40 p., 10 €

Cheval de bois, cheval de vent

Wilfrid Lupano et Gradimir Smudja



Dès 3 ans. Wilfrid Lupano, scénariste en pleine ascension (*Les Vieux Fourneaux*, *Communardes*, etc.), se lance dans les livres pour enfants. Là, un roi très enfantin espère se régaler d'un excellent gâteau pour son anniversaire, mais c'est compter sans le cheval de vent qui emporte la pâtisserie et l'offre à tous les pauvres du royaume. Une fable contre la servitude volontaire, l'obéissance aux puissants magnifiquement mise en page par Gradimir Smudja. Un régal (l'histoire, car le gâteau, je ne sais pas !). FV

Éd. Delcourt, 2017, 24 p., 14,50 €

Musique

Bordeliko

Sidi Wacho



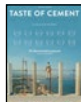
La verve révolutionnaire multiculturelle est de retour avec ce deuxième album de Sidi Wacho. Mélangeant les genres et les idiomes, passant du hip-hop à la samba, du français à l'espagnol, Sidi Wacho nous propose un enchaînement de titres aussi festifs qu'engagés. De Lille à Santiago, les luttes sociales, antiracistes, contre l'impérialisme et pour l'humanité se complètent et s'associent tout au long de mots justes et tranchants, accompagnés à l'accordéon, à la trompette, aux percussions et à la platine DJ, pour des envolées poétiques et politiques. Attention bourrasque militante annoncée ! JP

12 titres, 42 mn, Blue Line Production, 2018, 14 €

Films

Taste of Cement

Ziad Kalthoum



Des bâtisseurs syriens reconstruisent Beyrouth dans des conditions de travail précaires, dans des postures acrobatiques, par tous les temps. Ils vivent 12h en hauteur puisqu'il s'agit de gratte-ciels, puis 12h en bas, dans un hébergement précaire, sans intimité, isolés. Le soir, harassés, ils replongent dans leur pays par le biais des actualités télévisées ou de leur smartphone. Ce documentaire est d'une grande puissance émotionnelle. Les images sont grandioses, la caméra nous mène au cœur du labeur et nous offre des reflets époustouflants sur la vie de ces hommes qui fuient la guerre pour reconstruire l'après-guerre dans un autre pays. Images croisées d'un canon de char bombardant les villes et de la flèche de la grue qui décharge les matériaux. Armes, bombardements, destruction et reconstruction, la boucle est bouclée. Ce documentaire est dédié à tous les travailleurs déplacés. CB

Juste distribution, 1 h 25, Allemagne/Émirats-Arabes-Unis, 2018

Nous avons également reçu... 2/2

Essais

■ **Au nom du réalisme, Usage(s) politique(s) d'un mot d'ordre**, Stéphane Bikialo et Julien Rault, éd. Utopia 2018, 101 p., 6 €. Brandir le réalisme, c'est une assignation à se soumettre. En analysant les prises de parole des responsables politiques de 1930 à nos jours (Emmanuel Macron), cet ouvrage décrypte l'utilisation du mot d'ordre.

■ **Ensemble, Agir pour soi et pour les autres**, Sébastien Henry, préface de Mathieu Ricard, éd. Les Arènes, 2017, 272 p., 21,90 €. Comment devenir altruiste ? Ce livre nous invite à l'engagement pour un monde plus juste en proposant des exercices utiles "pour devenir activement explorateur des autres." Certains sont tirés de notre héritage philosophique et religieux, d'autres de la psychologie positive et des neurosciences. L'auteur précise qu'il s'adresse à des personnes de toutes catégories sociales et en toutes situations : dirigeant-es et cadres d'entreprises, personnes en fin de vie, sans-abri, prisonnier-es...

Roman

■ **La fin d'où nous partons**, Megan Hunter, éd. Gallimard, 2018, 170 p., 16,50 €. Une écriture sensitive, inventive, poétique pour parler des émotions et des angoisses liées à la découverte de la maternité, des questions actuelles sur l'écologie et sur les migrations, de l'effondrement pressenti de notre civilisation... Un premier roman éblouissant.

■ **La Rose**, Louise Erdrich, traduit de l'américain par Isabelle Reinhartz, éd. Albin Michel, 2017, 512 p., 24 €. Dakota du Nord 1999. C'est la chasse au cerf. Ojibwé est impatient d'honorer la tradition. Il vise, tire... et tandis que l'animal continue de courir, le fils de son ami s'effondre. À travers cette histoire l'autrice explore les coutumes, la notion de justice et de réparation, l'héritage culturel. C'est le 3^e roman d'un cycle couronné par le National Book Critics Circle Award.

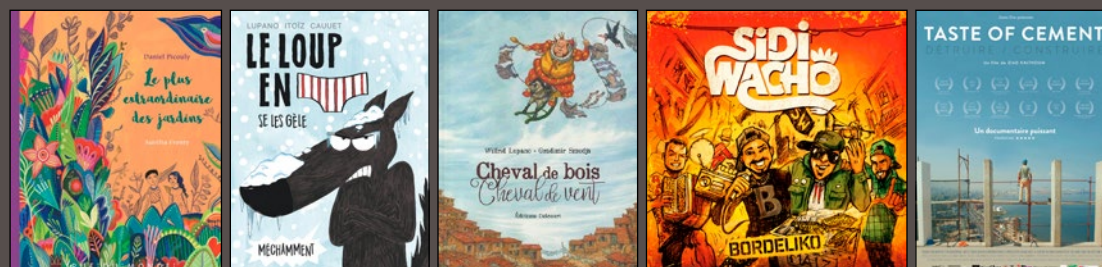
B. D.

■ **Ailefroide. Altitude 3954**, Rochette, éd. Casterman, 2018, 300 p., 28 €. Le récit réel de l'initiation de l'auteur à l'alpinisme dans les années 1960 autour de Grenoble. Roman d'une jeunesse et d'un apprentissage de la vie, ode à la montagne et à son pouvoir de fascination et détails sportifs sont au rendez-vous. Mais la montagne recèle aussi ses dangers et le récit n'est pas exempt de drames.

Jeunesse

■ **Tous en grève, tous en rêve. Le mois de mai 68**, Alain Serres et Pef, éd. Rue du monde, 2018, 40 p., 14,50 €. Dès 9 ans. Un enfant de 11 ans, fils d'un couple de cheminots, raconte : "Dans ma cité, beaucoup de monde aime le général de Gaulle... Chez nous, on dit qu'il est si grand qu'il ne voit pas les petits comme nous, à ses pieds." Un rappel des grandes dates et des modes de vie à cette époque où maman admire les vitamines qui brillent à la surface du rumsteck. Réjouissant ! Et de superbes illustrations.

■ **Les sources d'or de la cité fleurie**, Fred Morisse, éd. Chant d'orties, 2017, 156 p., 16 €. Dès 10 ans. "J'ai demandé à la dame de la bibliothèque, elle m'a dit : Émile Gaboriau, c'est lui qui a inventé le roman policier ! Si tu aimes les romans d'enquêtes, il faut que tu lises ça !" Dans cette enquête vous découvrirez que si l'argent ne fait pas le bonheur, il peut à coup sûr semer la zizanie entre les meilleurs amis.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf?



AG de Silence samedi 16 juin

L'assemblée générale de l'association *Silence* aura lieu le samedi 16 juin 2018 dans nos locaux à Lyon. Accueil à partir de 9h, démarrage à 9h30, fin à 16h, repas partagé tiré du sac. Rapports d'activité, moral et financier, discussion sur la ligne éditoriale, sur les perspectives d'avenir de l'association et de la revue, élection du conseil d'administration et du comité de rédaction. L'assemblée générale est ouverte à tou-tes. Seules les personnes adhérentes de l'association peuvent voter. C'est l'occasion de venir découvrir l'association et son fonctionnement. *Il est possible de s'inscrire en contactant la revue au 04 78 39 55 33.*

Erratum

Dans *Silence* du mois de mai (n°467 page 6), dans l'encadré sur le concept de dédensité, il faut lire Maurice Belorgey (et non Belongey), militant de la *CFDT* qui a forgé dans les années 1970 ce concept qu'il opposait à la concentration urbaine.

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 14 et 15 juin !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h 30 à 20h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **16 et 17 août, 20 et 21 septembre, 18 et 19 octobre, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10h** les mercredis **20 juin** (pour le n° de septembre), **22 août** (pour le numéro d'octobre), **26 septembre** (pour le numéro de novembre), etc. Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Opération "salles d'attente" !

Vous êtes abonné-e depuis un moment déjà à *Silence* et vous avez des numéros qui dorment dans votre chambre, dans vos placards ou dans votre grenier ? Vous souhaitez ne conserver que certains numéros de *Silence* mais vous vous demandez que faire des autres ? Nous vous proposons de les faire circuler autour de vous en les déposant dans des salles d'attente médicales, dans les laveries... dans des lieux de passage où l'on attend et où une lecture qui tranche, informe vraiment et donne à réfléchir serait la bienvenue. Ou de les offrir à un lieu associatif. Ainsi vous délestez votre intérieur encombré et vous faites des heureux ! Vous contribuez aussi à faire connaître *Silence* autour de vous et à véhiculer les idées et les pratiques qu'elle propose et défend. Un coup de pouce nécessaire et utile ! Un grand merci à vous !

Vieillir autrement : vos témoignages

Silence prépare pour cet automne un dossier sur le thème des alternatives en lien avec le vieillissement. Si vous connaissez des lieux, des expériences intéressantes, si vous expérimentez vous-mêmes d'autres manières solidaires, décroissantes ou autonomes de vieillir, vous pouvez contacter la rédaction par courrier postal, par téléphone au 04 78 39 55 33 ou par mail via le formulaire de contact sur notre site www.revuesilence.net avant la fin juillet.

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple):

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net/ / rubrique : **Comment participer**

Rejoignez un relai local

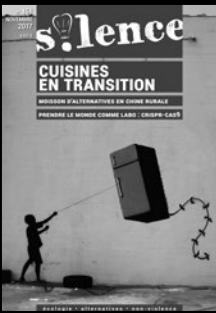
- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25, rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 45 bis, rue de Vayringe, 54000 Nancy, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr
- > **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cinclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Saône-et-Loire.** Annabelle et Philippe à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 20 = 100 € (pour la France).

Partenaires





Affiche



□ 100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port: (métropole, zone europe et suisse): 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Commandes

Numéros disponibles

- 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- 432 Loi Duflo: pour mieux se loger?
- 433 Renverser nos manières de penser
- 434 Militer en beauté
- 435 Sauver le climat par le bas
- 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- 440 Le renouveau de l'Éducation populaire?
- 442 Océans, l'urgence méconnue
- 444 Coopératives, question de taille
- 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs
- 448 Tout le monde en selle!
- 449 Vivre avec la forêt
- 450 Genre et éducation alternative
- 451 Handicaps: conquérir son autonomie
- 453 Travailler moins, et si on essayait?
- 454 Créer des lieux alternatifs

- 455 Pour des élections moins primaires!
- 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats
- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat
- 461 Cuisines en transition
- 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- 465 Réagir aux violences du quotidien
- 466 Jouer hors des cases
- 467 Le syndicalisme peut-il être écolo?
- 468 Rouler pour des idées

Numéros régionaux

- 430 Corse
- 436 La Réunion
- 441 Aude et Pyrénées-Orientales
- 447 Seine-et-Marne et Val d'Oise
- 452 Champagne-Ardenne
- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- 463 Hérault

Cochez le (s) numéro (s) désiré (s). Faites le total (4,80€ l'exemplaire). Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger: 2,20€ pour un ex., 4€ pour 2 ex., 5€ pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement
(ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)):

Livres



□ L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12€*

A l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.

□ Manuel de transition, 212 p. - 20€**

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

□ Non-violence dans la révolution syrienne 120 p. - 9€***

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance syriennes, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.

Frais de port: (métropole, zone europe et suisse): * 4€ / ** 4,5€ / *** 2,5€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

Groupés à la même adresse: nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne: www.revuesilence.net

Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code Postal: _____ Ville: _____

Courriel: _____

☐ Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence): _____

Type de paiement:

Paiement récurrent / répétitif:

- ☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- ☐ 12 € par trimestre (abonnement normal)
- ☐ € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel:

- ☐ € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms: _____

Adresse: _____

Code Postal: _____ Ville: _____ Pays: _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN: _____

BIC: _____

CRÉANCIER:
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement
un relevé d'identité
bancaire (RIB).

Fait à: _____ Le: _____
Signature: _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Journée contre la pub

Le 25 mars 2018, 21 villes françaises ont célébré à leur manière la 4^e journée mondiale contre la pub par des actions de réappropriation de l'espace public.

À Angoulême, Besançon, Bourges, Dijon, Draveil, Lille, Rennes, Saint-Quentin-en-Yvelines, Strasbourg, Toulouse, Tours ou encore Troyes, plus de 600 espaces publicitaires ont été réappropriés de diverses manières.

Le réseau *Subvertir International* et en France l'association *Résistance à l'agression publicitaire (RAP)* étaient les initiateurs de cette journée très riche en créativité et en bonne humeur !



À Lyon, le collectif *Plein la vue* et le RAP ont organisé une grande déambulation antipublicitaire avec 150 participantes. Des dizaines de panneaux s'en souviennent encore.



À Orléans, l'antipublicité est un sport acrobatique.



L'imagination au pouvoir à Leeds (Grande-Bretagne).



À Nantes, les anti-pub sont force de propositions.



À Montpellier, 6 désobéissantes ont concentré leur action sur les panneaux numériques dans le centre-ville et à la gare.